



## REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice et Solidarité

-----

Ministère des Travaux Publics

### AMELIORATION DES LIAISONS TERRESTRES AUX PAYS LIMITROPHES

#### SECTION : LOLA – N'ZOO (GUINEE) - FRONTIERE COTE D'IVOIRE



### PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION ET DE COMPENSATION (PARC)

#### RAPPORT FINAL

OCTOBRE 2018

-----

# **bnetd**

**Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement**

*Bd Hassan II, Cocody Abidjan Côte d'Ivoire*

04 BP 945 Abidjan 04 – Tel: 22 48 34 00 Fax: 22 44 56 66

Site : [www.bnetd.ci](http://www.bnetd.ci) email : [info@bnetd.ci](mailto:info@bnetd.ci)

© Copyright BNETD-DIT



**LISTE DU PERSONNEL REDACTEUR**

**RÉALISÉ PAR LE :**

**BUREAU NATIONAL D'ETUDES TECHNIQUES ET DE DEVELOPPEMENT  
DEPARTEMENT ENVIRONNEMENT ASSAINISSEMENT HYDRAULIQUE (DEAH)**

.....

**Equipe de rédaction :**

**Sonah Mady CAMARA, Socio-économiste, Chef de mission**

**Dr Kéfing CONDE, Socio-anthropologue**

**Balla Moussa TOURE, Sociologue**

# TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS et SIGLES .....	9
TABLE DES ILLUSTRATIONS .....	10
LISTE DES PHOTOS .....	10
LISTE DES FIGURES .....	10
LISTE DES TABLEAUX .....	10
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	11
RESUME EXECUTIF .....	13
i. Contexte d'élaboration du PARC.....	13
ii. Description sommaire du projet .....	13
iii. Personnes et biens affectés .....	14
iv. Eligibilité et date butoir .....	14
v. Principes et modalités de compensation des préjudices .....	15
vi. Cadre organisationnel de mise en œuvre du PARC.....	15
vii. Budget prévisionnel du PARC .....	15
I. INTRODUCTION.....	16
1.1. Contexte et objectifs du présent document.....	16
1.2. Cadre de référence du présent document.....	16
1.3. Méthodologie d'élaboration du PARC.....	16
1.3.1. Information et consultation des populations.....	17
1.3.2. Inventaire des biens affectés et date butoir .....	17
1.3.3. Enquête socio-économique .....	18
1.3.4. Rédaction du PARC.....	19
II. DESCRIPTION DU PROJET.....	19
2.1. Contexte et objectifs du projet.....	19
2.2. Localisation du projet.....	19
2.2.1 Généralités sur la zone du projet.....	19
2.2.2 Situation géographique et administrative de la zone du projet .....	21
2.2.3 Peuplement et population de la zone du projet .....	22
2.2.4 Propriété et utilisation des terres .....	22
2.2.5 Gestion et droits coutumiers des terres .....	23
2.2.6 Accès aux terres.....	25
2.2.7 Utilisation des terres .....	25

2.3.	Caractéristiques techniques du projet.....	27
2.4.	Délai et phasage de réalisation du projet .....	28
III.	CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL.....	28
3.1.	Cadre législatif et réglementaire guinéen.....	28
3.1.1.	La Constitution de la Troisième République de Guinée adoptée par le CNT en avril 2010 et promulguée en mai 2010 .....	28
3.1.2.	La loi L/99/013/AN de mars 1992 portant Code foncier et domanial .....	29
3.1.3.	Loi L/97/021/AN du 19 juin 1997 portant Code de la santé publique.....	31
3.1.4.	Loi L/99/013/AN du 22 juin 1999 portant Code forestier .....	32
3.1.5.	Ordonnance n°45/PRG/87 du 28 mai 1987 portant Code de protection et de mise en valeur de l'environnement modifié par l'ordonnance n°022/PRG/SGG/89 du 10 mars 1989.....	34
3.1.6.	Autre législation civile applicable .....	35
3.2.	Normes internationales .....	35
3.3.	Comparaison entre la législation guinéenne et les standards de la BAD applicables au projet.....	37
3.4.	Cadre institutionnel .....	42
3.4.1.	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation .....	42
3.4.2.	Ministère des travaux publics .....	42
3.4.3.	Ministère du Développement Durable, de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MDDEF).....	43
3.4.4.	Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique .....	44
3.4.5.	Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire (MVAT).....	44
3.4.6.	Ministère de l'Agriculture.....	44
3.4.7.	Ministère de l'Elevage et des Ressources Animales .....	44
3.4.8.	Ministère de l'Economie et des Finances .....	45
3.4.9.	Collectivités décentralisées .....	45
3.4.10.	Organisations de la Société Civile (OSC).....	45
3.4.11.	Banque Africaine de Développement (BAD).....	46
IV.	IMPACTS POTENTIELS DU PROJET .....	47
4.1.	Sources et zones d'impact.....	47
4.2.	Alternatives envisagées pour minimiser la réinstallation .....	49
4.3.	Classification des impacts sur les biens .....	49
4.3.1.	Aperçu général .....	49
4.3.2.	Terres agricoles.....	49

4.3.3.	Cultures agricoles.....	50
4.3.4.	Bâtiments.....	50
4.3.5.	Infrastructures et équipements publics .....	52
4.3.6.	Commerces et services.....	52
4.3.7.	Patrimoine culturel.....	53
4.4.	Classification des personnes affectées par le projet .....	54
V.	PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE DANS L'ELABORATION DU PARC .....	55
5.1.	Approche de concertation et de participation des parties prenantes .....	55
5.1.1.	Identification des parties prenantes.....	55
5.1.2.	Modalités de concertation et de participation des parties prenantes .....	56
5.2.	Synthèse des consultations .....	56
5.2.1.	Réunions de consultation.....	56
5.2.2.	Synthèse des préoccupations et attentes.....	58
5.2.3.	Modalités de prise en compte des préoccupations et attentes .....	58
5.3.	Mécanisme de gestion des plaintes et des litiges .....	58
5.3.1.	Principe et types de requête .....	58
5.3.2.	Communication.....	59
5.3.3.	Mécanismes .....	59
5.3.4.	Réception de la plainte.....	60
5.3.5.	Examen préliminaire .....	60
5.3.6.	Traitement de la plainte.....	60
5.3.7.	Clôture de la plainte .....	61
5.3.8.	Délai de traitement de la plainte .....	61
5.3.9.	Règlement des litiges par voie judiciaire (cf. Code foncier et domanial) .....	61
VI.	INTEGRATION AVEC LES COMMUNAUTES D'ACCUEIL.....	62
6.1.	Préoccupations et attentes des PAP.....	62
6.2.	Préoccupations et attentes des communautés d'accueil .....	62
6.3.	Gestion des risques de conflits .....	62
VII.	CARACTERISTIQUES DES POPULATIONS AFFECTEES PAR LE PROJET .....	62
7.1.	Taille des ménages affectés par le projet.....	62
7.2.	Répartition des PAP selon le genre et l'âge .....	63
7.3.	Activités socio-économiques des PAPs.....	64
7.4.	Identification des personnes vulnérables .....	64

Activités d'assistance aux personnes vulnérables .....	65
Suivi des ménages vulnérables .....	66
7.5. Logements, infrastructures et services sociaux.....	67
7.6. Patrimoine culturel .....	67
7.7. Récapitulatif de l'inventaire des biens affectés par le projet .....	67
VIII. CADRE ORGANISATIONNEL DE MISE EN ŒUVRE DU PARC.....	68
8.1. Organes d'exécution du PARC .....	68
8.1.1. Le Comité National de Suivi Environnemental et Social .....	68
8.1.2. Le Comité Préfectoral de Suivi Environnemental et Social .....	68
8.1.3. Le Comité National d'Indemnisation.....	69
8.1.4. Le Comité Préfectoral de gestion des plaintes .....	69
8.2. Procédures de mise en œuvre du PARC .....	69
8.2.1. Mise en place du cadre organisationnel .....	69
8.2.2. Actualisation des données et préparation des documents de compensation .....	69
8.2.3. Validation du rapport du PARC .....	70
8.2.4. Négociation, établissement et signature des actes de compensation .....	70
8.2.5. Procédure de paiement des compensations en numéraire .....	71
8.2.6. Suivi du remplacement des infrastructures publiques .....	71
8.2.7. Suivi de la réinstallation des PAP .....	72
8.2.8. Suivi de la libération de l'emprise de la route .....	72
8.2.9. Traitement des dossiers sans constat d'indemnisation.....	72
IX. ELIGIBILITE DES PAP A LA COMPENSATION DES PERTES .....	72
9.1. Eligibilité.....	72
9.2. Date butoir d'éligibilité .....	73
X. EVALUATION ET INDEMNISATION DES PERTES .....	73
10.1. Méthodologie d'évaluation des pertes .....	73
10.1.1. Terres.....	73
10.1.1.1. Terres rurales.....	74
10.1.1.2. Terres urbaines.....	74
10.1.2. Cultures agricoles.....	74
10.1.3. Bâtiments.....	76
10.1.4. Revenus tirés des commerces et services.....	76
10.1.5. Patrimoine culturel.....	77

10.2.	Stratégie de compensation .....	77
10.2.1.	Principe de base .....	77
10.2.2.	Matrice des droits à compensation .....	78
10.2.3.	Compensation en numéraire .....	81
10.2.4.	Compensation en nature .....	81
10.2.5.	Mesures d'accompagnement et de restauration des moyens d'existence....	81
XI.	IDENTIFICATION ET PREPARATION DES SITES DE REINSTALLATION .....	82
11.1.	Identification, choix et la préparation des sites de réinstallation .....	82
11.2.	Programmation de la réinstallation physique .....	82
11.3.	Mesures de prévention des afflux sur les sites de réinstallation.....	83
11.4.	Régularisation des baux et transfert des titres de propriété aux PAP .....	83
XII.	LOGEMENTS, INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX.....	83
12.1.	Plans d'aménagement des sites .....	83
12.2.	Plan des logements.....	83
12.3.	Plans des infrastructures publiques .....	83
12.4.	Capacités et gestion des services sociaux.....	83
XIII.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LES SITES DE REINSTALLATION ..	84
13.1.	Identification des impacts et risques d'atteinte à l'environnement.....	84
13.2.	Mesures d'atténuation et de gestion des impacts et risques.....	84
XIV.	CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU PARC .....	84
XV.	COÛTS ET BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PARC .....	85
15.1.	Récapitulatif des compensations .....	85
15.2.	Récapitulatif des mesures d'accompagnement des PAP .....	86
15.3.	Budget global de mise en œuvre du PARC .....	87
15.4.	Source et mise en place du financement du PARC.....	87
XVI.	SUIVI ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PARC .....	87
16.1.	Suivi interne.....	87
16.2.	Suivi externe .....	88
16.3.	Rapports périodiques de mise en œuvre du PARC.....	89
16.4.	Audit d'achèvement de mise en œuvre du PARC.....	89
16.4.1.	Objectifs et portée .....	89
16.4.2.	Indicateurs de suivi de performance de la mise en œuvre du PARC (intrants, extrants, résultats et impacts) .....	90
16.4.3.	Présentation du rapport d'achèvement.....	90

ANNEXES .....	91
ANNEXE 2 : BUDGET DETAILLE DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE .....	95
ANNEXE 3 : LISTINGS DES PAP PAR CATEGORIE ET LOCALITE .....	96
ANNEXE 4 : COMPTES RENDUS DES REUNIONS ET LISTES DE PRESENCE.....	96



## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS et SIGLES

<b>AGEROUTE</b>	: Agence de Gestion des Routes
<b>ANDE</b>	: Agence Nationale de l'Environnement
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de Développement
<b>BGEEE</b>	: Bureau Guinéen des Etudes et Evaluations Environnementales
<b>BM</b>	: Banque Mondiale
<b>BNETD</b>	: Bureau National d'Études Techniques et de Développement
<b>CEDEAO</b>	: Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CNI</b>	: Comité National d'Indemnisation
<b>CPSES</b>	: Comité Préfectoral du Suivi Environnemental et Social
<b>CR</b>	: Communauté Rurale
<b>DEAH</b>	: Département Environnement, Assainissement et Hydraulique (au BNETD)
<b>DPA</b>	: Direction Préfectorale de l'Agriculture
<b>DSRP</b>	: Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
<b>EIES</b>	: Étude d'Impact Environnemental et Social
<b>HVA</b>	: Hydraulique Villageoise Améliorée
<b>IFEF</b>	: Institut de Formation et d'Éducation Féminine
<b>IHE SA</b>	: Ivoire Hydro Énergie SA
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>OSC</b>	: Organisation de la Société Civile
<b>PAP</b>	: Personne Affectée par le Projet
<b>PARC</b>	: Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation
<b>SMFG</b>	: Société des Mines de Fer de Guinée
<b>SO</b>	: Sauvegarde Opérationnelle (de la BAD)

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

### LISTE DES PHOTOS

Photo 1, 2 et 3 : Consultation Publique à Gouéla, Frontière Guinée-Côte d'Ivoire.....	57
Photo 5, 6 et 7 : Consultation Publique à Doromou .....	57
Photo 8, 9 et 10 : Consultation Publique à N'zoo-centre .....	57

### LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation de la préfecture de Lola, zone du projet.....	20
Figure 2 : Tracé de la route projetée dans le département de Lola .....	20
Figure 3: Répartition par localité des commerces et services affectés par le projet .....	53
Figure 4: Répartition des personnes physiques affectées par le projet selon le genre.....	63

### LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Nombre de PAP ayant fait l'objet d'enquêtes socio-économiques .....	18
Tableau 2: Comparaison entre la législation nationale guinéenne et le Système de Sauvegarde Intégré de la Banque Africaine de Développement en matière de réinstallation .....	37
Tableau 3 : Récapitulatif des sources, types et zones d'impact du projet .....	47
Tableau 4: Répartition par localité des personnes et biens affectés.....	48
Tableau 5: Répartition par localité de l'effectif des propriétaires terriens et des superficies de terres affectés par le projet.....	49
Tableau 6: Répartition par localité des propriétés agricoles en nombre et en superficie .....	50
Tableau 7: Répartition par localité des propriétés immobilières affectées par le projet.....	51
Tableau 8: Répartition des bâtiments affectés par le projet en fonction de l'usage .....	51
Tableau 9: Répartition des commerces et services identifiés dans les localités traversées .....	52
Tableau 10: Répartition et localisation des pertes par catégorie en fonction des sources et de la durée d'impact.....	54
Tableau 11: Identification des localités traversées par la route projetée .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 12: Synthèse des droits fonciers en Guinée Conakry .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 13: Répartition par localité des ménages, personnes et population affectés .....	63
Tableau 14: Répartition par localité des types de biens affectés par le projet .....	67
Tableau 13: Catégorisation des plaintes selon l'indice de sévérité .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 14: Délais de traitement par catégorie de plaintes.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 15: Barème appliqué aux spéculations agricoles identifiées dans l'emprise du projet.....	75
Tableau 16: Récapitulatif de l'évaluation du coût d'organisation des cérémonies sacrificielles .....	77
Tableau 17 : Matrice des droits à compensation.....	79
Tableau 18: Synthèse des compensations des pertes subies par les PAP .....	85
Tableau 19: Synthèse du coût des mesures d'accompagnement des PAP.....	86
Tableau 20: Détail du budget global de mise en œuvre du PARC .....	87

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Plan d'action de Réinstallation de projet d'aménagement et de bitumage de la route Bloléquin Toulepleu-Frontière du Libéria, BNETD, Août 2014 ;
2. Plan d'action de Réinstallation du projet du Boulevard de France redressé, BNETD, Rapport provisoire, Avril 2014 ;
3. Plan de Déplacement et de Réinstallation des Personnes affectées par le projet d'aménagement du Port Autonome de San Pedro et amélioration des liaisons terrestres aux pays limitrophes, BNETD, rapport provisoire, Avril 2014 ;
4. Plan de Déplacement et de Réinstallation des Personnes affectées par le projet d'aménagement hydroélectrique de Soubré, BNETD, rapport provisoire, mai 2014 ;
5. Banque Africaine de Développement (2003), Politique en matière de déplacement involontaire de populations, PSDU novembre 2003, 25 P.
6. KOUASSI K. Clément (2008), Cadre de Politique de Réinstallation, Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipement Rural (PNGTER). Cellule Nationale de Coordination (CNC). Cabinet du Premier Ministre (République de Côte d'Ivoire), 89 p.
7. Office Nationale de l'Électricité (2006), Cadre de Politique de Réinstallation et d'Acquisition de Terrain, Projet de la centrale thermo-solaire de Ain Beni Mathar, Royaume du Maroc, 10 p.
8. Projet Régional de Sécurité de Sureté Aériennes en Afrique de l'Ouest et du centre. Plan d'indemnisation des exploitants de l'aéroport Conakry Gbessia.
9. République de Guinée, Loi n° L/99/013/AN portant code foncier et domanial.
10. TRAORE Namory (2009), Etude sur le cadre de politique de réinstallation des populations (CPRP), Projet d'Urgence d'ouvrages du secteur de l'électricité, SOPIE, Ministère des mines et de l'Energie, République de Côte d'Ivoire, 75 p.
11. WAPP. Projet d'Interconnexion électrique Han-Bobodioulasso-Sikasso-Bamako. Etude d'impact environnemental et social sur le territoire malien. Rapport final Plan de gestion environnemental et social (PGES), juillet 2008.
12. WAPP. Projet d'interconnexion Guinée-Libéria-Sierra-Leonne-Guinée. Rapport provisoire du Plan d'action de Réinstallation et d'Indemnisation des populations affectées en Guinée, Décembre 2011.
13. Plan d'Action pour l'Indemnisation (PAI) des personnes affectées par le projet de réhabilitation et de modernisation de la route Aflao – Sanvee Condji : section Rond-point du Port de Lomé – Fin Avépozo (Lomé, TOGO), BNETD, rapport provisoire, mars 2009 ;
14. Plan de Déplacement et de Réinstallation des personnes affectées par le projet d'extension du Port d'Abidjan sur l'île Boulay, BNETD, rapport final, Septembre 2009 ;
15. Plan de Déplacement et de Réinstallation des personnes affectées par la mise en œuvre des périmètres de protection autour des points de captage d'eau, BNETD, rapport provisoire, août 2012 ;

16. Plan de Déplacement Complémentaire des personnes affectées par les travaux de réalisation du nouveau champ captant de Niangon Attié, BNETD, rapport provisoire, août 2012.
17. Plan de Déplacement et de Réinstallation des personnes affectées par la mise en œuvre des périmètres de protection autour des points de captage d'eau, BNETD, rapport provisoire, août 2012 ;
18. Plan de Déplacement Complémentaire des personnes affectées par les travaux de réalisation du nouveau champ captant de Niangon Attié, BNETD, rapport provisoire, août 2012

## RESUME EXECUTIF

### i. Contexte d'élaboration du PARC

Le Port Autonome de San Pedro (PASP) a demandé et obtenu du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) un don de 1,8 million de dollars US au titre du Fonds de Préparation des Projets d'Infrastructures du NEPAD (FPPI-NEPAD). Une partie de ce don est destinée au financement des prestations de services de consultants relatives aux études de faisabilité du projet d'extension du port de San Pedro et d'amélioration de ses liaisons terrestres aux pays limitrophes (Guinée, Liberia, Mali). Le tronçon Danané (Ouest Côte d'Ivoire) -Lola (Guinée) fait partie des trois axes retenus dont ceux d'Odienné - Bougouni (frontière du Mali) long de 117 km et la construction d'un pont sur le fleuve Cavally à partir du village de Prollo dans le Département de Tabou.

Un projet de cette nature est soumis, conformément au Code guinéen de l'environnement, à une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES). Afin de remplir cette condition, le Port Autonome de San Pedro (PASP) a décidé de faire appel aux services d'un Consultant pour la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES). Le BNETD a été sélectionné pour réaliser cette étude.

Le présent document a pour but l'élaboration du plan d'action de réinstallation (PARC), après l'actualisation des données socioéconomiques. Il a été établi par le Département de Environnement de l'Assainissement et de l'Hydraulique (DEAH) du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD).

Les enquêtes socio-économiques réalisées dans le cadre de l'EIES ont identifié comme impact social majeur la destruction de bâtis aussi bien à usage d'habitation, qu'à usage commercial, la destruction et/ou déplacement des sites culturels/sacrés et la perte de revenus et d'emplois. Cette situation est susceptible d'entraîner des déplacements de populations. Conformément à la réglementation guinéenne et celle de la politique de la BAD en matière de déplacement involontaire de populations, un plan d'indemnisation et/ou de recasement des populations affectées est élaboré.

Le présent PARC, élaboré par le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), en vue de proposer les mesures idoines de compensation des préjudices et d'organiser le déplacement consensuel des populations concernées, présente les principaux points suivants :

- Identification des personnes et des biens affectés par le projet ;
- Estimation des pertes et autres préjudices subis ;
- Présentation des modalités de compensation des pertes et préjudices ;
- Définition de la stratégie de déplacement des personnes affectées ;
- Présentation du budget et du calendrier prévisionnel du PARC ;
- Recommandations particulières pour la mise en œuvre du PARC.

### ii. Description sommaire du projet

Le présent projet présente les caractéristiques suivantes :

- ✓ Longueur : 39,75 km
- ✓ Plate-forme : 12 m au minimum
- ✓ Chaussée : 7 m (1x2 voies de 3,5 m)
- ✓ Accotement : 2x1, 5 m
- ✓ Couche de fondation : en graveleux latéritiques sélectionnés
- ✓ Couche de base : en grave concassée 0/31.5

- ✓ Revêtement : en béton bitumineux
- ✓ Vitesse de référence : 110 km/h en rase campagne et 50 km/h en agglomération

**En dehors de la section courante, il est prévu :**

- ✓ L'aménagement des carrefours et intersections de routes ;
- ✓ L'aménagement des aires de stationnement ;
- ✓ L'aménagement d'un poste de péage ;
- ✓ L'aménagement d'un poste de pesage.

**iii. Personnes et biens affectés**

L'identification et le recensement des personnes et des biens affectés par ce projet ont été réalisés au cours des enquêtes socio-économiques dans la zone d'influence directe du projet. A l'issue des opérations de recensement, il a été identifié 1238 personnes éligibles à une compensation dont 862 déplacées physiques et 939 affectées économiques. Ces personnes sont propriétaires de 494 bâtis (y compris des infrastructures publiques), 147 champs, 368 parcelles et 792 commerces et services.

**iv. Eligibilité et date butoir**

Selon la série sur les sauvegardes et la durabilité Volume 1 - Numéro 1 (déc. 2013) de la BAD, en relation avec la politique sur la réinstallation involontaire, trois groupes de personnes déplacées ont droit à une indemnité ou à une assistance de réinstallation pour la perte de terres ou d'autres biens en raison du projet :

- ✓ Les personnes qui ont des droits légaux formels sur les terres ou autres biens reconnus en vertu des lois en République de Guinée. Cette catégorie inclut les personnes qui résident physiquement à l'emplacement du projet et celles qui seront déplacées ou pourraient perdre l'accès ou subir une perte de leurs moyens de subsistance à la suite des activités du projet ;
- ✓ Les personnes qui n'ont pas de droits légaux formels à la terre ou à d'autres actifs au moment du recensement ou de l'évaluation, mais qui peuvent prouver qu'ils ont une réclamation reconnue par le droit coutumier (tradition) du pays. Cette catégorie comprend les personnes qui ne résident pas physiquement à l'emplacement du projet ou des personnes qui ne disposent pas d'actifs ou de sources directes de subsistance provenant du site du projet, mais qui ont des liens spirituels ou ancestraux avec la terre et sont reconnus par les collectivités locales comme les héritiers coutumiers. Selon toujours les droits coutumiers d'utilisation des terres du pays, les métayers, les fermiers, les migrants saisonniers ou des familles de nomades qui perdent leurs droits d'utilisation peuvent également être considérés comme titulaires de droits.
- ✓ Les personnes qui n'ont pas de droits légaux ou de réclamation reconnaissables sur les terres qu'elles occupent dans le domaine d'influence du projet, et qui n'appartiennent à aucune des deux catégories décrites ci-dessus, mais qui, par elles-mêmes ou via d'autres témoins, peuvent prouver qu'elles ont occupé le domaine d'influence du projet pendant au moins 6 mois avant une date butoir établie par l'emprunteur ou le client et acceptable pour la BAD. Ces catégories ont aussi droit à une assistance à la réinstallation en lieu et place de l'indemnisation pour la terre afin d'améliorer leur niveau de vie antérieur (indemnité pour perte d'activités de subsistance, de ressources foncières communes, de structures et cultures, etc.).

La dernière actualisation des données relatives aux personnes et biens affectés, a été réalisée du 1<sup>er</sup> au 28 avril 2018 dans les limites de l'emprise du projet large de 24 m (dans les traversées des villes et villages et la zone des bambous) au lieu de 40 m considéré initialement. A la date buttoir du 28 avril 2018, toutes les personnes dont les biens sont situés dans l'emprise du projet sont éligibles à une compensation. Après cette date, toute occupation et/ou exploitation nouvelle de l'emprise du projet ne peut plus faire l'objet d'une indemnisation.

#### **v. Principes et modalités de compensation des préjudices**

Le PARC élaboré dans le cadre de ce projet sera mis en œuvre selon les principes généraux ci-après : Le déplacement des PAP s'inscrit dans la logique des déplacements involontaires et doit, à ce titre, se faire dans le cadre de la réglementation guinéenne en vigueur et des exigences de la Banque Africaine de Développement (notamment la sauvegarde opérationnelle 2 relative au déplacement involontaire et à la réinstallation des personnes affectées par le projet).

En ayant le choix entre l'indemnisation en nature et l'indemnisation en espèce, le processus de négociation nécessite l'implication de la communauté, l'Etat et ses partenaires au développement, étant donné que les PAPs sont partagées sur la question. En effet, tandis que certaines préfèrent une indemnisation en numéraire, d'autres préfèrent l'option de reconstruction. Compte tenu du fait que le projet est réalisé, en grande partie, en milieu rural, pour garantir un mieux-être des PAPS, nous conseillons l'option de reconstruction, bien que plus coûteuse.

#### **vi. Cadre organisationnel de mise en œuvre du PARC**

Sous la responsabilité du Maître d'ouvrage représenté par l'Unité de gestion du projet, le PARC sera mis en œuvre par la Cellule d'Exécution du PARC (CE-PARC) composée de la Préfecture de Lola, de la Direction préfectorale des TP, de la Direction locale de l'Economie et des Finances, de la Direction préfectorale de l'habitat et de la construction et de l'aménagement du territoire, de la Direction préfectorale de l'Agriculture, de représentants des autorités coutumières locales, les représentants des confessions religieuses (Musulmans et Chrétiens) et de représentants des personnes affectées par le projet. La Cellule d'exécution sera appuyée par un Cabinet recruté, sous la supervision d'un Comité de suivi, présidé par le Maître d'Ouvrage du projet. Le Comité de Suivi est composé des représentants des départements ministériels et structures politico-administratives (Préfecture, Chefferie et Cabinet d'appui) ainsi que les parties du projet.

#### **vii. Budget prévisionnel du PARC**

Le budget global prévisionnel du PARC est évalué à **24 723 599 377 GNF**. Il se décompose comme suit :

<b>DESIGNATION</b>	<b>MONTANT TOTAL EN GNF</b>
Compensation	22 077 852 877
Mesures d'accompagnement des PAP	2 645 746 500
Maitrise d'œuvre (cf. détail en annexe 2)	1 021 306 000
Divers et imprévus (3%)	744 771 899
<b>TOTAL</b>	<b>24 723 599 377</b>

## **I. INTRODUCTION**

### **1.1. Contexte et objectifs du présent document**

Le présent document est le Plan d'Action de Réinstallation et de compensation des personnes affectées par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Lola – Frontière de Guinée. Le Projet, qui consiste en la construction d'une route de 39,75 km pour développer les échanges entre la Guinée et la Côte d'Ivoire, affecte des terres urbaines et rurales, des cultures agricoles, des bâtiments, des commerces et services artisanaux, des écoles, des sites sacrés, et des ménages qui résident et/ou travaillent dans la zone affectée par la construction et l'exploitation de la route. Le présent PARC évalue et présente ces impacts de manière détaillée et présente les mesures d'atténuation et de compensation desdits impacts que le promoteur du Projet et ses partenaires s'engagent à mettre en œuvre dans une perspective de développement durable. L'élaboration du PARC est nécessaire pour planifier et maîtriser la libération de l'emprise du projet au niveau de toutes les localités traversées. Cette mission confiée au Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), s'inscrit dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social réalisée depuis 2014 et validée en février 2018.

Le présent document est basé sur le travail des experts guinéens, vérifié, et renforcé par M. KADJO Pierre Akpangni (Expert du BNETD) pour satisfaire aux standards de la Banque Africaine de Développement (BAD).

### **1.2. Cadre de référence du présent document**

Le présent PARC est élaboré conformément à la législation guinéenne en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, et à la politique de la Banque Africaine de Développement (BAD) en matière de déplacement involontaire de populations. Le chapitre 3 présente de manière détaillée le cadre juridique applicable au projet.

Le présent PARC, élaboré sur la base des résultats de l'enquête socio-économique de 2014 et actualisés en 2018, a été approuvé en Guinée en même temps que l'EIES par le Comité technique de validation sous réserve de la prise en compte des observations, objet du présent rapport. Il constitue l'engagement pris par le promoteur vis-à-vis des populations affectées et des autres parties prenantes du Projet dont la BAD.

### **1.3. Méthodologie d'élaboration du PARC**

La méthodologie adoptée se décline en quatre principales étapes. Il s'agit en l'occurrence de :

- L'information et la consultation des populations
- L'inventaire des biens affectés par le projet en fonction de la date butoir ;
- L'enquête socio-économique ;
- L'évaluation des biens affectés ;
- Les négociations préalables avec les PAPs ;
- La rédaction du PARC.



### **1.3.1. Information et consultation des populations**

Les activités relatives au PARC ont été réalisées dans la continuité de l'EIES de telle sorte que les populations ont été consultées et informées de manière régulière et continue. Le rapport d'EIES et le PEPP fournissent des détails sur ces consultations.

### **1.3.2. Inventaire des biens affectés et date butoir**

Le recensement des biens et des personnes affectées a démarré le 21/06/2017. Le principe de la date butoir (« cut-off ») a été annoncé en réunion plénière puis dans chacune des 12 localités traversées par la route à construire. Cette date a été fixée à l'achèvement des opérations de recensement, c'est à dire au 06 juillet 2017. Mais, compte tenu de la modification du tracé de la route au niveau de Fromonta et de la réduction de l'emprise du projet (passant de 40 m à 24 m de large dans zones d'habitations et sur la déviation de la zone de Bambous), la date butoir a été repoussée au **30 avril 2018**, en vue de l'actualisation des données, y compris la prise en compte des personnes et biens nouvellement affectés par le projet.

Le recensement des biens et des personnes a ainsi été réalisé en deux étapes :

- Identification des biens et des personnes dans l'emprise du projet du 21 juin au 06 juillet 2017.
- Actualisation des données socio-économiques relatives aux biens et personnes dans la nouvelle emprise du projet du 03 au 30 avril 2018.

L'identification et l'évaluation des biens a nécessité l'implication de plusieurs acteurs aux rôles bien définis :

- Les autorités coutumières et les élus locaux : en charge de la facilitation de l'organisation des séances d'information et de consultation des populations, ainsi que de la conduite des opérations d'enquêtes.
- La Direction préfectorale des Travaux Publics de Lola : en charge de la délimitation de l'emprise du projet sur la base du tracé retenu.
- La Direction préfectorale de l'agriculture de Lola : en charge de la délimitation des propriétés foncières agricoles, de la description et de l'évaluation des parcelles agricoles et de la gestion des litiges sur les questions agricoles.
- La direction préfectorale de la construction et de l'urbanisme : en charge de l'identification et du métré des bâtiments et des parcelles loties.
- La Direction Régionale de la ville et de l'aménagement du territoire de N'zérékoré : en charge du calcul de la valeur des bâtiments expertisés.
- Le consultant guinéen du BNETD environnement : en charge de la réalisation des questionnaires socio-économiques et de la coordination de l'ensemble des études.

L'identification des propriétaires et des utilisateurs des biens présents dans la zone d'emprise (terres agricoles, champs, bâtiments, terrains urbains, commerces, services, infrastructures public, sites sacré et sites culturels) a été réalisée en collaboration avec les élus locaux et les autorités locales coutumières (chefs de villages).

La méthode d'identification des biens mise en place a permis d'identifier tous les biens physiques présents dans la zone d'emprise à savoir : l'ensemble des parcelles agricoles, la quantité des spéculations agricoles (cultures pérennes, cultures vivrières, cultures maraichères), les arbres fruitiers,

les bâtiments et toute autre structure (structures annexes telles que les cuisines, les locaux techniques, les hangars) etc. ainsi que l'ensemble des ménages propriétaire ou détenteur d'un droit d'usage sur les biens présents dans la zone d'emprise.

### 1.3.3. Enquête socio-économique

L'identification des propriétaires et des utilisateurs des biens présents dans la zone d'emprise (terres agricoles, champs, terrains lotis, structures etc.) a été réalisée en collaboration avec les autorités locales coutumières (chefs de villages) durant toute la durée de l'enquête.

La méthode d'identification des biens mise en place a permis d'identifier tous les biens physiques présents dans la zone d'emprise à savoir : l'ensemble des parcelles agricoles, la quantité des spéculations agricoles (cultures pérennes, cultures vivrières, cultures maraichères), les arbres fruitiers, les bâtiments et toute autre structure (structures annexes telles que les cuisines, les toilettes, les locaux de commerces ou de services, les hangars) etc. ainsi que l'ensemble des ménages propriétaire ou détenteur d'un droit d'usage sur les biens présents dans la zone d'emprise.

L'ensemble des données du présent rapport sont donc actualisées, comme l'indique le tableau ci-dessous.

**Tableau 1: Nombre de PAP ayant fait l'objet d'enquêtes socio-économiques**

Localités traversées	Nombre total de PAP	Nombre de PAP profilées	Taux de PAP profilées
<b>Commune Rurale de N'Zoo</b>			
Gouéla	16	16	100%
Bourata	24	24	100%
Doromou	24	24	100%
Gbié	30	30	100%
N'zoo	231	231	100%
Kéoulénta	39	39	100%
Fromota	6	6	100%
Gouamo	12	12	100%
Gbakoré	51	51	100%
Kèmèta	3	3	100%
<b>Sous total Commune de N'Zoo</b>	<b>436</b>	<b>436</b>	<b>100%</b>
<b>Commune de Lola</b>			
Wéyakoré	87	87	100%
Gogota	107	107	100%
Lola Centre	608	608	100%
<b>Sous total Commune de Lola</b>	<b>802</b>	<b>802</b>	<b>100%</b>
<b>Ensemble</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>1238</b>	<b>1238</b>	<b>100%</b>

Le taux de profilage s'élève à 100% des PAP. Toutefois, des corrections ou compléments d'informations sur les PAP, pourront, le cas échéant, être intégrés à la base de données.

#### **1.3.4. Rédaction du PARC**

Le document du PARC est élaboré à partir des données d'enquêtes quantitatives et qualitatives traitées à partir des logiciels Excel et Word.

## **II. DESCRIPTION DU PROJET**

### **2.1. Contexte et objectifs du projet**

Le Port Autonome de San Pedro (PASP) a sollicité et obtenu du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) un don de 1,8 million de dollars US au titre du Fonds de Préparation des Projets d'Infrastructures du NEPAD (FPPI-NEPAD). Une partie de ce don est destinée au financement des prestations de services relatives aux études de faisabilité du projet d'extension du port de San Pedro, d'une part et d'amélioration de ses liaisons terrestres aux pays limitrophes (Guinée, Liberia, Mali) d'autre part. Le tronçon Danané (Ouest Côte d'Ivoire) - Lola (Guinée) fait partie des trois axes retenus dont ceux d'Odienné-Bougouni (frontière du Mali) long de 117 km et la construction d'un pont sur le fleuve Cavally à partir du village de Prollo dans le Département de Tabou (Côte d'Ivoire).

Ce tronçon Danané (Ouest de la Côte d'Ivoire) -Lola (Guinée) d'environ 95 km sur la liaison Abidjan et Conakry à partir de laquelle une partie du trafic peut être captée vers le port de San Pedro à partir de Guessabo, n'est pas encore revêtu. La construction de ce tronçon rendra effective la connexion des routes transafricaines la Trans-sahélienne Dakar-Ndjaména et la Côtière Dakar-Lagos par la route Bamako (Mali)-Kankan-Nzérékoré-Lola (Guinée)-Danané-Man- Duékoué (Côte d'Ivoire) et permettra de développer les échanges socio-économiques et culturels entre les deux pays liés par la géographie, l'histoire et la culture des populations.

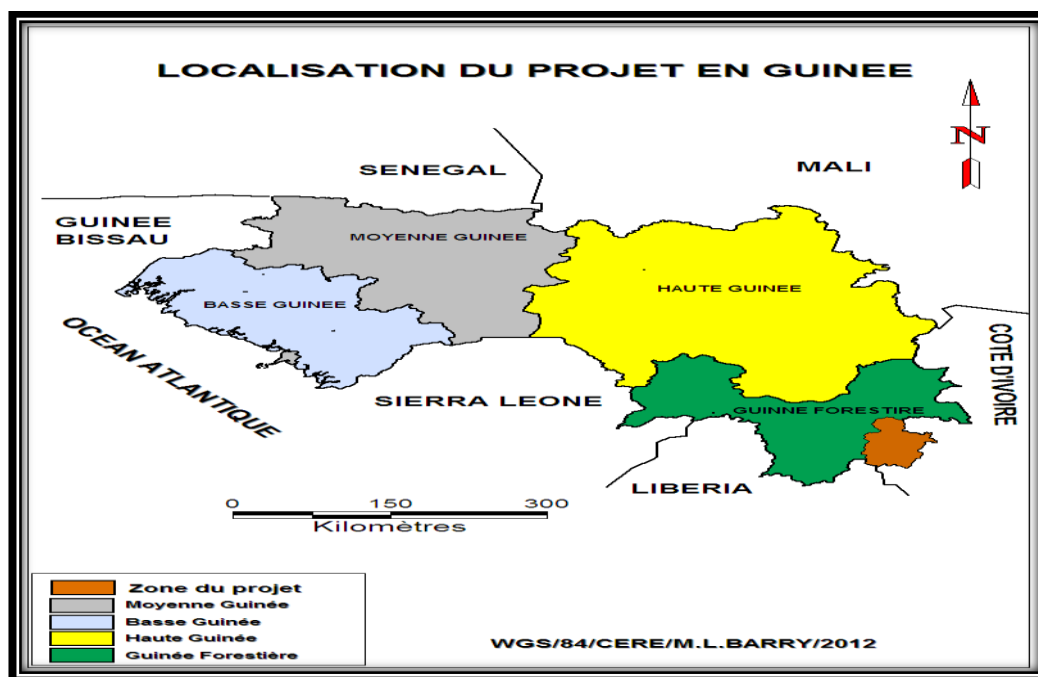
**Il est à noter que la section faisant l'objet du présent PARC est celui de Lola - N'Zoo en Guinée – Frontière de Côte d'Ivoire longue de 39,75 km.**

### **2.2. Localisation du projet**

#### **2.2.1 Généralités sur la zone du projet**

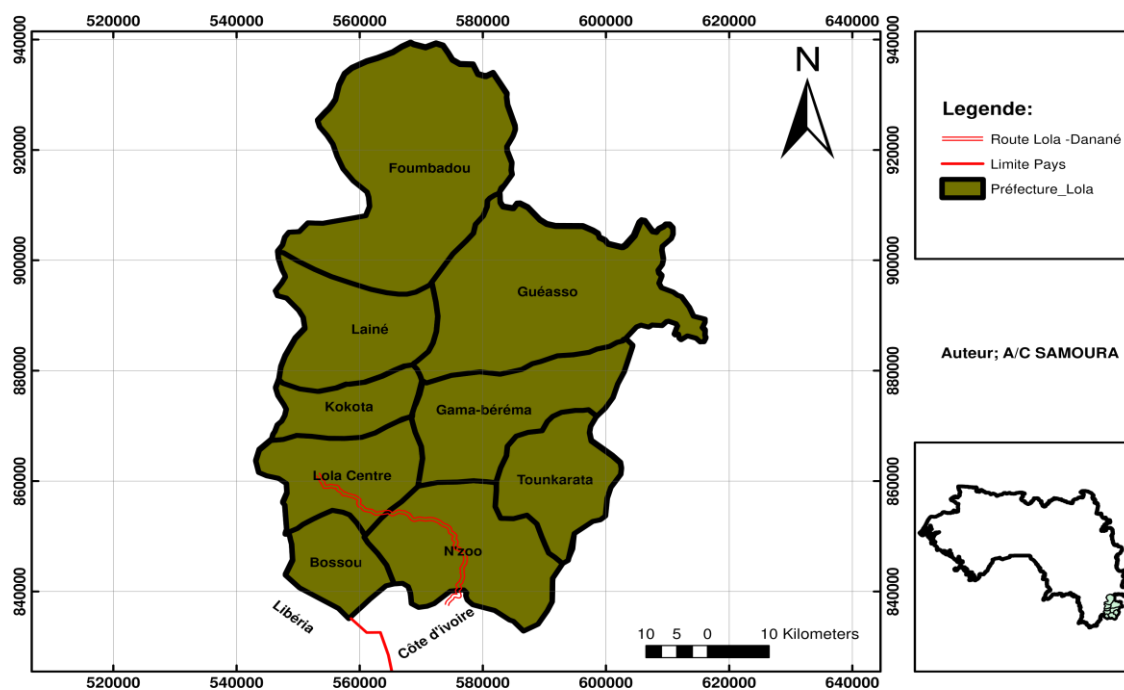
La zone du projet de route neuve bitumée Lola - N'Zoo (Guinée) - Frontière de Côte d'Ivoire est située dans la région de N'Zérékoré en Guinée, plus précisément dans la Préfecture de Lola. L'emprise des travaux part du pont à la frontière guinéo-ivoirienne jusqu'au centre-ville de Lola, près de la grande mosquée. Ce tracé traverse longitudinalement la sous-préfecture de N'zoo (de Gouèla à Kéoulenta) et une partie péri-urbaine (Gbakoré, Wéyakoré et Gogota) de la commune de Lola. Les deux figures ci-dessous présentent respectivement la préfecture de Lola constituant la zone du projet en Guinée, et le tracé en rouge de la route projetée.

Figure 1 : Localisation de la préfecture de Lola, zone du projet



Source : enquête socio-économique /BNETD, juin-juillet 2017

Figure 2 : Tracé de la route projetée dans le département de Lola



Source : enquête socio-économique /BNETD, juin-juillet 2017

De la commune urbaine de Lola à la frontière de la Côte d'Ivoire, la route projetée traverse successivement les agglomérations de **Gogota, Wéyakoré, Gbakoré, Kèmèta, Siakata, Gouamo, Foromota, Kéoulénta, N'zoo, Gbié, Doromou, Bourata et Gouéla**, soit un linéaire total de 39.75 km.

### 2.2.2 Situation géographique et administrative de la zone du projet

Dans son organisation administrative, le pays comprend : sept (7) gouvernorats<sup>1</sup> (encore appelés régions administratives) et la zone spéciale de Conakry ; 33 préfectures ; 38 communes urbaines et 304 communes rurales qui correspondent en partie aux sous-préfectures. Parallèlement aux structures administratives (encore nommées structures déconcentrées), il existe des collectivités décentralisées qui sont des infra-étatiques avec pour assise une fraction du territoire national et pour lien une identité collective locale reconnue. Ces collectivités jouissent d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière et d'organes élus leur permettant d'administrer leurs affaires propres. Ces structures sont gérées par des personnes issues des collectivités à la base et sont chargées d'organiser et/ou de veiller à l'organisation et à la gestion saine des projets et programmes de développement dans les juridictions de leur ressort.

La zone du projet de route neuve bitumée Frontière de Guinée-Lola est située dans la région de N'Zérékoré en Guinée, plus précisément dans la Préfecture de Lola. L'emprise des travaux part du pont à la frontière guinéo-ivoirienne jusqu'au centre-ville de Lola, près de la grande mosquée. Ce tracé traverse longitudinalement la sous-préfecture de N'zoo (de Gouéla à Kéoulenta) et une partie péri-urbaine (Gbakoré, Wéyakoré et Gogota) de la commune de Lola.

Les 13 localités traversées par le projet relèvent de l'autorité des sous-préfectures de N'Zoo Centre et de celle de Lola Centre. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous dans l'ordre, depuis la frontière jusqu'à Lola.

**Tableau 2: Identification des localités traversées par la route projetée**

Rattachement administratif	Localités traversées
Commune Rurale de N'Zoo	Gouéla
	Bourata
	Doromou
	Gbié
	N'zoo Centre
	Kéoulenta
	Foromota
	Gouamo
	Kèmèta
	Gbakoré
Commune Urbaine de Lola	Wéyakoré
	Gogota
	Lola Centre

<sup>1</sup> Kankan, Faranah, Kindia, Boké, Mamou, Labé et N'zérékoré

### **2.2.3 Peuplement et population de la zone du projet**

La zone du projet a connu depuis des siècles d'intenses mouvements de populations. Les traditions et la mémoire collective de la région reconnaissent que les communautés qui ont occupé en premier cet espace sont les Mano, les Konon et les Guerzé animistes.

Les populations Konon, Kpèlè et Konianké qui occupent majoritairement la région auraient migré de la zone nord de savane, vers la partie sud forestière, suite à la décadence de l'empire du Mali aux XV<sup>ème</sup> et XVI<sup>ème</sup> siècles. Ces mouvements migratoires se sont poursuivis pendant la période coloniale (1912-1958) et la Première République (1958-1984) pour des raisons diverses : chasse au gibier qui se faisait rare dans la savane, recherche de refuge ou de terre d'asile, commerce, disponibilité des terres agricoles, emplois dans les plantations, etc.

La région administrative de Nzérékoré (gouvernorat de N'zérékoré) compte 6 préfectures<sup>2</sup> elles-mêmes composées de 66 communes (6 urbaines). Ce gouvernorat est peuplé de 1.578.033 habitants dont 815.749 de sexe féminin (soit 51,69% de la population régionale). Cette population est regroupée en 235.065 ménages, soit une taille moyenne de ménage de 6,71 individus. Sur le plan ethnique la région est assez cosmopolite car composée de Kpèlè (N'zérékoré, et partiellement à Beyla, Yomou et Lola), Loma ou Toma (Macenta), Kissia (Kissidougou et Gueckédou), Mano (Yomou et une partie de Lola)), Kono (Lola), Lélé (Kissidougou), Konianké, Manian (Beyla, Macenta et Lola en partie (RGPH, 2014).

La préfecture de Lola est composée de 8 sous-préfectures<sup>3</sup> auxquelles s'ajoute la commune urbaine. Elle compte 171.561 habitants dont 89.907 femmes (81.654 hommes) pour 28.232 ménages. Dans cette préfecture, le projet couvre deux (2) communes. La commune urbaine de Lola et la commune rurale de N'zoo. La population totale des 2 communes est de 63.052 habitants (dont 32.960 de sexe féminin (soit 52,27% de femmes). La commune urbaine compte 47.995 habitants (25.147 de sexe féminin) tandis que la commune rurale de N'zoo a une population de 15.057 habitants dont 7.813 de sexe féminin (ce qui correspond à 51,88% de la population totale,) pour 7244 ménages donnant une taille moyenne de 2,07 individus par ménage.

### **2.2.4 Propriété et utilisation des terres**

Un domaine, de manière générale, est un espace approprié, qui se caractérise par les qualités suivantes :

- Des limites reconnues ;
- Une appellation spécifique, normalement liée à une caractéristique physique du site ;
- Un dispositif de normes qui règlent l'accès et l'exploitation des ressources du domaine ;
- Une autorité – représentant un lignage ou un segment de lignage – qui veille au respect de ces normes ;
- Un collectif d'ayants-droit.

Ces différents aspects définissent le cadre de gestion et droits des terres.

---

<sup>2</sup> N'zérékoré, Macenta, Yomou, Gueckédou, Beyla et Lola.

<sup>3</sup> Bossou, Foubadou, Gama-Béréma, Guéassou, Kokota, Lainé, N'zoo et Tounkarata.

### 2.2.5 Gestion et droits coutumiers des terres

À l'échelle locale, en milieu rural, c'est bien le droit coutumier qui prévaut en termes de droit foncier. Pour comprendre la logique du droit foncier coutumier, nous rappellerons que la plupart des systèmes fonciers coutumiers africains ont été forgés dans des situations précoloniales de pénurie d'hommes et d'abondance des ressources naturelles. Dans ce contexte, les systèmes fonciers ont été élaborés à partir d'un double objectif : assurer le peuplement et la cohésion sociale du village et des lignages, d'une part, et mettre au travail les unités d'exploitation en favorisant l'initiative individuelle, d'autre part.

La poursuite simultanée de ces deux objectifs (cohésion sociale/initiative individuelle) implique :

- la mise à disposition d'un pool de ressources auquel chacun doit pouvoir accéder individuellement sans pour autant en remettre en cause la possibilité de servir à tous, pour les générations futures et pour les « étrangers » qui viendraient peupler le village ;
- une répartition de l'exercice des droits fonciers entre trois niveaux : le village (qui est un ensemble de lignages partageant un projet politique, un territoire, des cultes) ; les lignages (groupe de descendance patrilinéaire) ; les unités d'exploitation (individu, ménage, groupe de frères).

À partir de ces principes et de ces objectifs, la répartition et le contenu des droits fonciers varient selon les contextes et évoluent au fil de l'histoire sociale, politique et économique locale. Cette capacité d'évolution est visible à plusieurs niveaux :

- Des droits fonciers en faisceaux. Le foncier coutumier est organisé en faisceaux de droits, c'est-à-dire en « paquets » d'actions autorisées sur la terre répartis entre différents niveaux d'exercice. Ces faisceaux sont composés de droits fonciers opérationnels (accéder, défricher, exploiter, tirer un revenu, aménager) et de droits fonciers d'administration (transmission, délégation, cession, modification, aliénation, exclusion). Les droits sont répartis en faisceaux entre le village, les lignages, les exploitations.
- Le travail est créateur de droits fonciers. La création de droits fonciers repose sur l'investissement en travail agricole (défriche, plantation, aménagements pérennes) et en travail rituel (découverte des sacrifices pour amadouer les génies du lieu, action extraordinaire). C'est en effet l'antériorité des investissements en travail qui légitime la revendication de faisceaux de droits complets sur des terres et des ressources
- Des espaces-ressources. La répartition et le contenu des faisceaux de droits varient selon le type de ressource. Nous parlons à ce sujet d'espace-ressource pour souligner la cohérence entre l'espace défini par un type de ressource et le système de faisceaux de droits qui en régule l'accès et l'exploitation.
- Des faisceaux de droits fonciers variables et évolutifs. Au fil du temps, la composition du faisceau de droits fonciers détenus par une personne à titre individuel ou en tant que membre d'un collectif (village, lignage) varient selon les espaces-ressources concernés. Il peut détenir, à titre personnel, de simples droits d'usage sur les terres du lignage et détenir un faisceau de droits fonciers complet sur des plantations.

La gestion des terres est surtout régie par la loi coutumière. Le moyen d'acquisition des droits d'une terre le plus commun est l'héritage, sachant que les terres se transmettent par filiation patrilinéaire.

Les descendants mâles ont le droit d'accéder aux terres familiales pour en faire un usage résidentiel et agricole. Les anciens du village allouent généralement des terres aux hommes lorsqu'ils se marient. La pratique de l'allocation des terres ou des droits sur les propriétés ancestrales est de la responsabilité des anciens au sein du lignage. L'allocation des terres à un nouvel arrivant requiert l'accord du Conseil des anciens du village. Les femmes et les jeunes n'ont que des droits limités sur terres qu'ils cultivent, par exemple pour les cultures maraîchères. Ces droits leur sont accordés par leurs époux et/ou d'autres membres de leur famille. Cependant, en général, une terre donnée peut être « détenue » sous plusieurs droits coutumiers, notamment les droits de propriété des familles nucléaires, des familles étendues, des lignages, ainsi que de la communauté en général. Le Tableau 12 illustre le type de droits en fonction des pratiques coutumières de gestion des terres dans la zone.

**Tableau 3: Synthèse des droits fonciers en Guinée Conakry**

Type de droit	Description
Propriété et droits communautaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Terres aux droits inaliénables sauf s'ils ont été alloués par droit coutumier.</li> <li>• Gérées par le Conseil des anciens qui est représenté par les lignages majeurs.</li> <li>• Inclut les « terres du village » qui peuvent en principe être allouées pour une utilisation temporaire, pour des cultures agricoles, et pour le développement des propriétés résidentielles.</li> <li>• Inclut des aires naturelles (par exemple des forêts, roches, mangroves) tombant dans la juridiction territoriale du village.</li> </ul>
Droits de lignage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consolidées par les familles fondatrices et autres lignages invités.</li> <li>• 2-3 générations de lignages détiennent les droits de maîtrise des terres.</li> <li>• Droit de gestion coutumier détenu par le chef de lignage et, en cas de terres en jachère depuis des générations, il peut être retourné à l'état de propriété et droits communautaires.</li> </ul>
Droits familiaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consolidés par l'héritage par droits de lignage.</li> <li>• Les droits familiaux sont acquis par les membres de la famille dans 2-3 concessions avec liaisons familiales.</li> <li>• Les décisions d'allocation/de don dépendent des vulnérabilités, des capacités et des moyens de cultiver.</li> <li>• Les décisions de partage des transactions foncières se prennent généralement sur accord commun des membres de la famille.</li> </ul>
Droits individuels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Droit fondé sur l'héritage paternel ou maternel (dans des cas exceptionnels).</li> <li>• Généralement détenu par le chef de ménage.</li> <li>• Peut être établi/consolidé sur la base des coûts d'aménagement.</li> </ul>
Droits d'usage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Attribués sur la base d'accords informels et généralement verbaux, soit par les individus, soit par les représentants des familles.</li> <li>• S'étendent généralement à plus d'une ou deux récoltes.</li> </ul>



Type de droit	Description
Droits des associations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Couverts par le Code des Collectivités pour les associations réalisant une activité agricole (grandes cultures, plantations ou maraichage)</li> <li>• Généralement attribués par le Chef de Secteur.</li> <li>• Droit d'usage accordé aux membres de l'association.</li> </ul>
Droits de propriété individuels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les terres ont été enregistrées formellement sous la forme d'un titre foncier.</li> <li>• On a découvert deux exemples de terres dont les propriétaires vivent à Conakry et dont la gestion est assurée par des employés et autres salariés.</li> </ul>

### 2.2.6 Accès aux terres

Les ménages enquêtés ont déclaré avoir accès à un total de 328 parcelles de terres individuelles pour une superficie totale de 7,8 ha. La taille des parcelles individuelles affectées par le projet varie de 0,0036 ha à 6,024 ha, soit une moyenne de 0,0238 ha.

La plupart des ménages ont finis par « posséder » leurs parcelles par hérédité. Les autres droits d'accès ont été obtenus à l'aide de prêts exempts d'intérêts, par allocation par les anciens du village et théoriquement par achat direct, bien que peu d'exemples de propriétés foncières aient été identifiés dans la zone du projet. Avoir accès aux parcelles n'implique pas nécessairement que l'on détienne seul les droits de décision et d'exploitation des terres ; il est donc possible que plusieurs ménages aient les droits d'accès aux mêmes parcelles.

### 2.2.7 Utilisation des terres

Les terres cultivées des localités sont de quatre principaux types d'espaces-ressources, et un type d'espace spécifique aux contextes urbains a été identifié : celui des zones loties. Ce sont :

**Les bas-fonds** : Espace-ressource stratégique par excellence, les bas-fonds ont une valeur exceptionnelle pour les gestionnaires de domaine. Première ressource occupée dans l'histoire locale du peuplement, ils sont généralement le terrain des cultures du riz. Néanmoins ils sont adaptés à tous types de culture notamment celui de la patate. Sauf dans de rares exceptions, les bas-fonds ne sont pas aménagés.

- **Les plaines** : Il s'agit de vastes étendues dans lesquelles il est théoriquement plus aisé de recourir à l'utilisation de la traction animale ou mécanique que sur les espaces de coteaux. Les paysans les mettent en valeur pendant la saison des pluies principalement pour la culture du riz. Elles peuvent être utilisées le restant de l'année comme espace de pâture pour les troupeaux. Selon la proximité d'une source d'eau, certains paysans peuvent également y pratiquer des cultures maraîchères de contre-saison. Malgré le fait que les plaines soient théoriquement plus riches en éléments nutritifs que les coteaux et puissent donc être théoriquement mises en culture année après année, elles restent sous exploitées et sont également peu aménagées.

- **Les coteaux** : Les coteaux représentent le type d'espace ressource le plus répandu dans les trois zones d'études. On définira les coteaux par défaut, comme l'ensemble des terres qui ne sont pas assimilables à des bas-fonds ou des plaines et qui ont des valeurs agronomiques reconnues. Ils sont localisés sur des profils morphologiques très variés : collines, plateaux, pentes des reliefs montagneux. Il s'agit de sols filtrants sur lesquels on pratique une agriculture pluviale après préparation superficielle du sol. Le système de culture est basé sur un système de rotation spatial et temporel afin de laisser les terres au repos entre deux cycles d'exploitation. Ils sont mis en valeur avec des cultures annuelles en saison des pluies. On y pratique avant tout la riziculture en association avec d'autres cultures vivrières (maïs, mil, sésame). L'arachide est la culture la plus fréquente en deuxième année, elle est également pratiquée en association. On peut éventuellement faire un cycle de fonio en troisième année, dans les zones de plus forte pression foncière. Ce dernier est également cultivé en première année sur les jachères les plus jeunes. Les coteaux sont par ailleurs propices à la culture de tubercules, manioc et patates douces. On y pratique également le maraîchage à proximité des abris de surveillance et en plein champ, en association avec les autres cultures vivrières. D'une manière générale, plus la période de jachère est longue, plus on laisse au sol l'opportunité de reconstituer son potentiel de fertilité. Une longue période de repos permet également aux essences forestières valorisables, dont le bois ou la production non ligneuse, de se développer.
- **Les bowés** : Les bowés (bowal au singulier) sont des plateaux cuirassés ferralitiques non cultivables généralement recouverts de savane herbeuse. Ils sont principalement valorisés comme espace de pâturage. C'est également sur ces derniers que peut être collectée la paille qui sert à la confection de toitures et de clôtures. On y pratique également la chasse, et on peut y prélever des agrégats utilisés lors de la construction des habitations.
- **Les zones loties** : Les zones loties correspondent aux domaines coutumiers qui ont fait l'objet d'une procédure de lotissement par les services de l'habitat et de l'urbanisme. Bien qu'en majorité vierge de toute construction, ces parcelles représentent pour les personnes affectées par le projet, un placement important. Elles peuvent être matérialisées par des bornes mais dans la plus grande majorité des cas, rien ne permet de les dissocier des domaines coutumiers. Seuls les services compétents ayant loti la zone sont donc susceptibles d'identifier les limites des lots et parcelles.

Le cycle agricole annuel se compose de 3 saisons :

- Saison sèche chaude (mars à mai) : à quelques exceptions près (piments, manioc) il n'y a aucune production agricole durant cette période. C'est le moment où les champs des cultures pluviales annuelles sont identifiés, défrichés et préparés pour la culture. L'extraction de sel est réalisée à cette saison, et continue jusqu'aux premières pluies.
- Saison des pluies (juin à octobre) : les cultures de rente et cultures vivrières les plus importantes cultivées à cette époque comprennent le riz, le maïs, les arachides, et le manioc. Le maraîchage est peu pratiqué durant cette saison.
- Saison sèche fraîche (novembre-février) : des cultures maraîchères de rente sont réalisées à cette époque : pastèque, tomates, gombo, oignons, carottes, aubergine, piments, etc. La durée de croissance dépend du temps, de la résistance à la chaleur et de l'irrigation des champs ou de l'eau apportée par l'homme. L'extraction de sel débute à cette saison.

Les coûts de production principaux de l'agriculture sont la main d'œuvre et l'investissement initial de préparation des terres. Les travailleurs sont de plus en plus souvent payés en espèces pour des activités comme le défrichage, le labourage, le désherbage, l'ensemencement et le battage. Les salaires vont de 15 000 à 30 000 GNF par personne/jour. Lors de la saison des récoltes, une partie des salaires est également payée en nature.

Les propriétaires des plantations et les producteurs maraichers peuvent faire usage d'engrais et de pesticides, mais ne le font que peu souvent. Les semences maraichères sont le plus souvent achetées alors que les semences de riz sont quasi exclusivement issues de la récolte précédente.

### **2.3. Caractéristiques techniques du projet**

Les travaux de construction de la route projetée seront réalisés dans une emprise de 39,75 km de long sur 24 m de large (dans les agglomérations et la déviation de la zone des Bambous) au lieu de 40 m considéré initialement. Cette réduction de largeur s'inscrit dans la perspective de minimisation de l'impact social du projet.

Le profil en travers de la route Frontière Côte d'Ivoire- Lola présente une plateforme du type route ordinaire. Elle est composée de :

- deux voies roulables de 3,70 mètres de large chacune y compris les bandes de guidage ;
- d'un accotement de part et d'autre de la chaussée de 1.50 mètres de large ;
- des fossés latéraux triangulaires bétonnés ou pas.

Soit une largeur totale de 12,00 mètres pour le profil en travers.

Tenant compte des récents comptages des trafics effectués en mars 2014, la structure de chaussée proposée est la suivante :

- couche de roulement : 5 cm de béton bitumineux ;
- couche de base : 12 cm de tout venant de concassage 0/31,5 ;
- couche de fondation : 20 cm de graveleux latéritique améliorés au ciment à 4%
- couche de forme : 30 cm de graveleux latéritiques naturels,

Le drainage latéral des plates-formes est essentiellement réalisé par :

- des caniveaux bétonnés ;
- des fossés bétonnés ou en terre
- Le drainage transversal est assuré par des dalots et ponts en béton armé.

En dehors de la section courante, il est prévu :

- l'aménagement des carrefours et intersections de routes ;
- l'aménagement des aires de stationnement ;
- l'aménagement d'un poste de péage ;
- l'aménagement d'un poste de pesage (proposition du consultant).

Le drainage transversal de la chaussée sera assuré par des dalots et buses (métalliques et en béton armé) de dimensions variables. La vitesse de référence retenue par l'administration est de 100 km/h.

## **2.4. Délai et phasage de réalisation du projet**

La réalisation du projet se décline en trois principales phases : les phases de préparation, de construction et d'exploitation et d'entretien.

La phase de préparation se caractérise par l'installation du chantier de l'entreprise d'exécution avec la construction des bureaux et services généraux, le convoyage des engins et autres matériels de chantier.

La phase de construction prévue pour durer 36 mois (soit 3 ans), intègre la mise en service des voies de déviation, les travaux de bitumage de la route Lola – Frontière de Côte d'Ivoire. Il s'agit notamment des travaux de terrassements et de déblais indispensables de rectification des tracés, des travaux de déblais et remblais, des travaux de construction de la chaussée (réglage, régalage, préparation et mise en place de concassés et produits noirs, etc.).

La phase d'exploitation est la mise en service de la route projetée. Outre la circulation des véhicules et des piétons, il sera réalisé à l'exploitation des infrastructures, des travaux d'entretien périodique et d'inspection pour déceler et corriger les défaillances.

## **III. CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL**

Le déplacement et la réinstallation des populations identifiées dans l'emprise des travaux d'aménagement et de bitumage de la route Frontière de Guinée-Lola se feront conformément au cadre juridique et institutionnel national et international applicable au projet dans la perspective d'un développement durable.

### **3.1. Cadre législatif et réglementaire guinéen**

Les principaux textes juridiques guinéens applicables au déplacement involontaire des personnes affectées par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Lola – frontière guinée sont les suivants :

- Loi n° du juin 2010 portant Constitution de la République de Guinée ;
- Loi n° L/99/013/AN portant code foncier et domanial ;
- Loi n° portant code des collectivités territoriales ;
- Décret relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique en Guinée ;
- Décret n° déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement ;
- Ordonnances N°045/PRG/87 et N°022/PRG/89 portant Code de la protection et de la mise en valeur de l'Environnement ;
- Ordonnance N°048/PRG/SGG du 9 décembre 1991 rectifiant l'article 51 de l'ordonnance N°2/PRG/90 fixant l'organisation et le fonctionnement des Commune Rurales de Développement (CRD) en République de Guinée (désignée Commune Rurale, désormais).

#### **3.1.1. La Constitution de la Troisième République de Guinée adoptée par le CNT en avril 2010 et promulguée en mai 2010**

La Constitution guinéenne en son article 16 prévoit que « Toute personne a droit à un environnement sain et durable et a le devoir de le défendre. L'Etat veille à la protection de l'environnement ».

En matière d'expropriation et en cohérence avec l'article 17 de la Déclaration Universelle des Droits Humains, adoptée et proclamée par la Résolution 217 A (III) de l'Assemblée Générale des Nations Unies en décembre 1948, la constitution de la République de Guinée mentionne à l'article 13 que « Le droit de propriété est garanti. Nul ne peut être exproprié si ce n'est dans l'intérêt légalement constaté de tous et sous réserve d'une juste et préalable indemnité ».

Le droit de propriété sur la terre comporte les attributs classiques de la propriété (usus, fructus, abusus). Il confère à son titulaire la jouissance et la libre disposition des biens qui en sont l'objet, de la manière la plus absolue. Son exercice peut cependant être limité pour des raisons liées à l'intérêt général par la loi (COTECO, al et. 2006).

Cette disposition constitutionnelle rétablit et reconnaît le droit de propriété privée en Guinée, en rompant avec l'époque 1958-1984 au cours de laquelle la terre était nationalisée.

Conformément aux dispositions de la constitution relative à l'environnement, le projet devra éviter au maximum les pollutions pouvant porter atteinte à la santé de la population. Il devra en outre indemniser toutes les personnes affectées par le projet (PAP) à leur juste valeur afin qu'elles puissent se réinstaller avant le démarrage des travaux.

### **3.1.2. La loi L/99/013/AN de mars 1992 portant Code foncier et domanial**

En Guinée, les règles applicables aux terres rurales et urbaines, ainsi qu'aux terres privées et domaniales ont été regroupées dans une loi unique : le code foncier et domanial.

Le code foncier et domanial en son article 1er, rappelle tout d'abord le droit de propriété privée en conformité avec les principes généraux de la constitution. Le code se concentre sur les propriétés enregistrées et beaucoup de ses dispositions sont relatives aux procédures d'établissement et d'enregistrement des titres, baux, hypothèques et servitudes. Les deux procédures suivantes d'enregistrement des terres sont définies à l'article 3 :

- le plan foncier, simple document administratif qui ne constitue pas à proprement parler un titre foncier, et qui est conservé au niveau de la municipalité pour les villes, et communes rurales pour les zones rurales ;
- l'immatriculation foncière, détenue par le service de la conservation des propriétés, qui permet la délivrance d'un véritable titre foncier.

Dans les zones rurales, il n'y a guère de pratique pour l'instant de ces procédures d'enregistrement des droits fonciers. Cependant, l'Opération Pilote du Plan Foncier Rural (OPFR), lancée en 1991-1992 avec des fonds de la Banque Mondiale, vise à sécuriser les droits fonciers à travers l'approche du plan foncier. Dans ce cadre, des parcelles ont été cartographiées et les droits, enregistrés à la suite de reconnaissances de terrain et d'enquêtes publiques simplifiées. Cette approche a permis d'enregistrer des droits coutumiers et des accords informels, en plus des titres et autres documents officiels, mais fût prématurément arrêtée du fait du manque de fonds.

Le Code Foncier et Domanial détermine les règles de l'appropriation foncière des personnes privées et à la détermination du domaine de l'État et des autres personnes publiques. Il précise en outre les modalités de protection de ces droits, en organisant en particulier la procédure de l'immatriculation foncière et de l'inscription des droits réels.

Ainsi, contrairement à l'ancienne législation qui réaffirmait le droit éminent de l'État sur la terre, le nouveau code foncier et domanial reconnaît que, outre l'État, les autres personnes physiques et personnes morales peuvent être titulaires du droit de propriété sur le sol et les immeubles qu'il porte. D'ailleurs, l'article 96 du présent code définit le domaine public des personnes publiques comme constitué par l'ensemble des biens de toute nature, immobiliers et mobiliers, classés ou délimités dans le domaine public, affectés à l'usage du public ou à un service public. Il comprend le domaine naturel et le domaine artificiel. L'article 97 donne la liste du domaine public naturel.

Le chapitre I (articles 55 à 83) du titre III de ce code : « Atteintes au droit de propriété nécessitées par l'intérêt général », intéresse particulièrement le projet dans la mesure où il décrit exhaustivement les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique applicables en Guinée. En effet, l'article 55 précise que l'expropriation d'immeubles, en tout ou partie, ou de droits réels immobiliers pour cause d'utilité publique au sens de l'article 534 du Code civil, s'opère, à défaut d'accord amiable, par décision de Justice et moyennant le paiement d'une juste et préalable indemnité. L'article 56 dispose que l'expropriation ne peut être prononcée qu'autant que l'utilité publique a été déclarée dans les formes prescrites ci-après. A défaut d'accord amiable, le transfert de propriété et la fixation du montant de l'indemnité qui le conditionne relèvent de la compétence du Juge.

Le Chapitre II du Titre II traite des Commissions Foncières chargées de l'exécution des procédures et règlements fonciers. L'article 89 donne le droit au Ministère chargé de l'Urbanisme et de l'habitat d'émettre des permis de construction sans égard au fait que la construction proposée serve à d'autres fins que l'habitation.

Le Code foncier et domanial envisage et décrit le processus d'expropriation pour cause d'utilité publique aux articles 55 à 75. La notion d'utilité publique est définie par renvoi aux dispositions de l'article 534 du Code Civil lequel précise qu'« on ne peut contraindre personne à céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste indemnité ».

Chronologiquement, le processus d'expropriation implique les étapes suivantes :

- Une mesure d'« enquête publique » (Article 57), et, le cas échéant, d'« enquête parcellaire » (Article 59). L'enquête publique est en principe décidée par arrêté ministériel lequel détaille les opérations : durée, nomination d'un référent, localisation des opérations de consultation. L'enquête publique donne lieu à la consultation des communautés locales, au niveau préfectoral, sous-préfectoral, villageois et est généralement menée sous l'égide de l'opérateur minier. L'enquête parcellaire consiste à la détermination des parcelles affectées d'un point de vue en principe cadastral. En pratique, l'enquête donne lieu à la prise en compte de l'ensemble des intérêts présents sur un terrain (occupants, propriétaires formels, non formels...).
- Une Déclaration d'Utilité Publique- DUP, laquelle peut résulter d'un décret ou d'un acte déclaratif d'utilité publique (de type arrêté ministériel) autorisant les travaux d'intérêt public projetés (tels que chemins de fer, opération d'aménagement et d'urbanisme...). Soit la DUP précise la liste des parcelles/droits réels immobiliers à exproprier, soit il appartient au ministre en charge du domaine (Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction) de prendre un arrêté spécifique délimitant cette liste : dans un cas comme dans l'autre on parle alors d'« acte de cessibilité ». A compter de ce dernier acte, l'ensemble du processus d'expropriation

doit être mené à son terme dans un délai maximum de 3 ans (5 ans pour les opérations d'aménagement et d'urbanisme).

- Notification de l'administration aux propriétaires/usagers/occupants notoires : Négociation à fin de compensation avec les expropriés puis proposition d'indemnisation, étant précisé qu'entre la notification de l'expropriation et la proposition d'indemnisation, il est prévu un délai maximal de 5 mois. Deux possibilités se présentent, chacune impliquant un passage devant une Commission Foncière (organe de niveau préfectoral, articles 49 à 53):
- Accord amiable sur le montant proposé et rédaction d'un procès-verbal d'accord signé par le Président, chacun des membres de la Commission, les Parties ; paiement de l'indemnité ; transfert de propriété puis nécessité d'entériner la cession par décision de justice pour légaliser, a posteriori, le transfert de propriété (Article 63).
- Absence d'accord direct sur le montant proposé : saisine, par simple lettre, du tribunal territorialement compétent. Une expertise est alors menée par 3 experts désignés par le tribunal puis ce dernier rend une ordonnance envoyant l'expropriant en possession et fixant l'indemnité d'expropriation.

Si une partie ne s'en satisfait pas, le montant de l'indemnité est alors consigné dans l'attente de la décision de la Cour de Cassation (seule voie de recours) qui aura été saisie, étant précisé que la voie du pourvoi n'est autorisée que pour incompétence, excès de pouvoir ou vice de forme.

Il convient de préciser que le montant de l'indemnité d'expropriation doit « couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain causé par l'expropriation », ce qui implique de tenir compte de « la consistance des biens » et particulièrement de « leur valeur », outre « éventuellement, de la plus-value ou de la moins-value qui résulte, pour la partie de l'immeuble non exproprié, de l'exécution de l'ouvrage projeté » (Article 69).

Le code foncier ne prenant que partiellement en compte le cas de propriété coutumière, l'enquête a mis un point d'honneur à respecter l'impératif mentionné en annexe 3 relatif au « système foncier ; Acquisition et Transferts de Terres » qui stipule que l'« objectif est de traiter, de manière aussi égale que possible, le droit coutumier et le droit reconnu légalement dans la conception des règles et procédures d'indemnisation ».

Face à cette réalité, il était donc nécessaire d'élaborer une méthode d'identification qui parte des faisceaux de droits coutumiers et qui intègre l'éventualité de domaines relevant du droit moderne (faisceaux de droits : base de définition pour l'identification de niveau de gestion).

### **3.1.3. Loi L/97/021/AN du 19 juin 1997 portant Code de la santé publique**

La loi sur la santé publique assure la protection et la promotion de la santé, les droits et les obligations de l'individu, de la famille et de la collectivité sur l'ensemble du territoire de la République de Guinée.

Les objectifs essentiels qui concourent à l'amélioration de la santé visent à procurer à l'individu, la famille et à la collectivité les conditions sanitaires minimales leur permettant de mener une vie sociale et économiquement productive.

La mise en œuvre de ces objectifs est subordonnée à l'élaboration d'une carte sanitaire nationale définissant la sphère de compétence territoriale ou devra s'appliquer le système Médico-sanitaire guinéen.

Le code prévoit que l'individu, la famille et la collectivité jouissent de la protection médico-sanitaire contre les maladies endémo-épidémiques par l'amélioration constante et suivie des conditions de vie et de travail essentiellement par :

- la vaccination obligatoire pour l'ensemble de la collectivité ;
- l'établissement des services de santé adéquats ;
- la lutte contre les endémies ;
- la protection des conditions alimentaires et nutritionnelles ;
- la formation des personnels de santé ;
- la promotion et l'émulation de la recherche biomédicale, la recherche bioéthique, en génie génétique et en d'autres technologies médicales nouvelles.

La politique nationale de santé de la République en Guinée se définit comme la totalité des activités inhérentes à la promotion et à la protection médico-sanitaire de l'individu, de la famille et de la collectivité. Cette politique nationale de santé se caractérise par la prise en charge des soins en assurant l'émulation des soins de santé primaires. Cette politique nationale de santé prend en compte le développement du secteur privé.

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent PARC, étant entendu que le projet va occasionner la production des déchets de toute sorte, les atteintes à la santé des travailleurs et de la population, la cohabitation de populations d'horizon divers, le Promoteur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour préserver la santé des populations à travers des actions préventives notamment les sensibilisations des travailleurs, des riverains et des PAP sur les affections contagieuses, les IST, le VIH SIDA et l'Ebola notamment.

#### **3.1.4. Loi L/99/013/AN du 22 juin 1999 portant Code forestier**

Cette loi précise la protection et le développement des forêts du pays par une gestion rationnelle et équilibrée qui permette de répondre aux besoins actuels et futurs des populations et qui contribue à la préservation de l'environnement. Elle prévoit des dispositions précises concernant les mesures d'encouragement au reboisement, et soumet toute activité de défrichement à l'obtention préalable d'un permis de défrichement.

##### ***Politique forestière***

Les forêts guinéennes constituent un bien d'intérêt national. Leur protection et leur développement doivent être assurés au moyen d'une gestion rationnelle et équilibrée, qui permette de répondre aux besoins actuels et futurs des populations, et qui contribue à la préservation de l'environnement.

##### ***Domaine forestier en général***

Le domaine forestier est constitué par les terrains forestiers portant une végétation autre que plantée à des fins exclusivement agricoles, ou nécessitant des aménagements destinés à assurer la conservation des sols, la régularisation des systèmes hydrologiques, l'accroissement de la production forestière ou le maintien des équilibres écologiques.

Le domaine forestier se compose du domaine forestier de l'Etat, constitué par les terrains forestiers ayant fait l'objet d'un décret de classement à son profit, et du domaine forestier des collectivités



décentralisées, constitué par les terrains forestiers appartenant à ces collectivités et ayant fait l'objet d'un arrêté de classement à leur profit. Ces collectivités peuvent être une commune urbaine, une commune rurale, un district, un village ou un groupement forestier reconnu par l'Etat. Le domaine forestier privé, est constitué par les terrains forestiers appartenant à des personnes physiques ou morales privées (associations, sociétés, etc.) classés et reconnus comme tels par les textes en vigueur en République de Guinée. Quant au domaine forestier non classé, il est constitué par les terrains forestiers n'ayant pas encore fait l'objet d'un décret ou d'un arrêté de classement.

### ***Plans d'aménagement forestier***

Les plans d'aménagement forestier sont destinés à assurer une gestion rationnelle du domaine forestier de l'Etat, qui tient compte de ses fonctions de protection et de production, et qui réalise un équilibre entre les besoins socio-économiques des populations et les intérêts de la conservation du milieu naturel.

### ***Protection forestière***

Le domaine forestier doit être protégé contre toute forme de dégradation ou de destruction causée, notamment, par la surexploitation, le surpâturage, les incendies, les brûlis, les défrichements abusifs, les maladies, l'introduction d'espèces inadaptées ainsi que la désertification.

Chaque fois qu'elle le juge nécessaire, l'administration forestière peut d'office, édicter des mesures de protection à prendre dans les terrains forestiers où elles s'imposent, dans le but, notamment de fixer les sols en pente, de protéger les terres et les ouvrages contre l'érosion hydrique ou éolienne, de protéger les sources et les cours d'eau, de lutter contre la désertification, de protéger une espèce rare ou un biotope fragile et de préserver le milieu naturel en général.

Dans le domaine forestier, il est interdit de déplacer, briser, détruire ou enlever les bornes servant à délimiter le domaine forestier ; de dégrader les terres comprises dans le domaine forestier ; d'enlever les souches d'arbres ou d'arbustes, sauf en cas de nécessité technique; de faire paître les bêtes dans les jeunes pousses résultant d'une exploitation; de mutiler, de couper, d'abattre ou d'enlever des arbres sans autorisation ; d'exercer des droits d'usage autres que ceux autorisés ; d'accomplir illégalement tout acte susceptible de nuire au domaine forestier.

Les travaux de fouille, d'exploitation de carrières ou de mines, de construction de voies de communication, dont l'exécution est envisagée dans le domaine forestier, sont soumis à l'autorisation de l'autorité ministérielle chargée des forêts, ainsi que, le cas échéant, à un permis de coupe ou de défrichement.

Cette autorisation détermine les mesures de protection et de restauration à prendre par le bénéficiaire ou promoteur.

Il est interdit de porter ou d'allumer le feu à l'intérieur du domaine forestier, en dehors des habitations et des établissements. Afin de prévenir et de combattre les feux de brousse, l'administration forestière, ainsi que, le cas échéant, les collectivités décentralisées, districts et villages, personnes physiques ou morales privées possédant un domaine forestier doivent prendre, notamment, les mesures pour constituer, former et équiper des brigades de lutte contre le feu ; établir les pare-feu,

notamment sous forme de bandes débroussaillées et désherbées ou plantées | d'espèces résistantes au feu ; créer des postes d'observation dans certaines zones et à certaines époques de l'année.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PARC, il est nécessaire de sensibiliser les PAP sur les normes de protection du domaine forestier en Guinée, notamment dans la zone du projet.

### **3.1.5. Ordonnance n°45/PRG/87 du 28 mai 1987 portant Code de protection et de mise en valeur de l'environnement modifié par l'ordonnance n°022/PRG/SGG/89 du 10 mars 1989**

Tout projet d'aménagement et de bitumage de voiries est soumis aux dispositions des ordonnances N°045/PRG/87 et N°022/PRG/89 portant Code de protection de l'Environnement. Cette loi est composée de l'ensemble des définitions et des principes généraux applicables à la préservation de l'environnement en la République de Guinée.

Le Code de l'Environnement fixe à la fois les grands objectifs de protection de l'environnement et définit, de façon plus précise, certaines modalités, en particulier l'obligation de réaliser une Étude d'Impact Environnemental et Social.

L'article 82 du code de l'environnement dispose que : « Lorsque des aménagements, des ouvrages ou les installations risquent, en raison de leur dimension, de la nature des activités qui y sont exercées ou de leur incidence sur le milieu naturel de porter atteinte à l'environnement, le pétitionnaire ou maître de l'ouvrage établira et soumettra à l'autorité ministérielle chargée de l'environnement, une étude d'impact permettant d'évaluer les incidences directes ou indirectes du projet sur l'équilibre écologique guinéen, le cadre et la qualité de vie de la population et les incidences de la protection de l'environnement en général ».

Ce code a pour objet d'établir les principes fondamentaux destinés à gérer et à protéger l'environnement contre toutes les formes de dégradation, afin de protéger et valoriser l'exploitation des ressources naturelles, lutter contre les différentes pollutions et nuisances et améliorer les conditions de vie du citoyen, dans le respect de l'équilibre de ses relations avec le milieu ambiant. Il précise davantage que l'environnement guinéen constitue un patrimoine naturel, partie intégrante du patrimoine universel. Ainsi, sa conservation, le maintien des ressources qu'il offre à la vie de l'homme, la prévention ou la limitation des activités susceptibles de dégrader ou de porter atteinte à la santé des personnes et à leurs biens sont d'intérêt général.

La protection et la mise en valeur de l'environnement sont parties intégrantes de la stratégie nationale de développement économique, social et culturel. Les plans de développement mis en place par l'administration s'appliquent à tenir compte les impératifs de protection et de mise en valeur de l'environnement guinéen. Le code de l'environnement détermine les structures administratives en charge de la mise en œuvre de la politique nationale de l'environnement, les conditions dans lesquelles sont assurées la protection et la mise en valeur (i) des milieux récepteurs (sol, sous-sol, eaux continentales, eaux marines, air) ; (ii) du milieu naturel et de l'environnement humain (établissements humains, faune et flore) ; (iii) la lutte contre les nuisances (déchets, installations et établissements classés, substances chimiques nocives ou dangereuses, bruit et odeurs) ; (iv) les procédures administratives, les incitations et dispositions financières (étude d'impact, plans d'urgence, fonds de sauvegarde de l'environnement) ; (v) et le régime juridique des infractions (régime de responsabilité, compétence et procédure, pénalité).

Pour être en phase avec la légalité, l'observation de certains textes d'application du Code de l'environnement sera très utile pendant le développement du projet. Il s'agit notamment des Décrets N°199/PRG/SGG du 08 novembre 1989, N°200/PRG/SGG/89, portant régime juridique des installations classées pour la protection de l'environnement et N°201/PRG/SGG/89 de la même date, régissant la préservation du milieu marin contre toute forme de pollution, ainsi que les Arrêtés N° 8003/MRNE/SGG du 03 octobre 1993, fixant la nomenclature technique des établissements classés pour la protection de l'environnement N°A/06/2468/ME/MEF/SGG du 10 mai 2006 sur les redevances annuelles relatives aux établissements classés et N°A/2013/474/MEEF/CAB du 11 mars 2013, portant adoption du Guide général d'évaluation environnementale qui précise aussi les conditions du processus de suivi environnemental et social.

Le Décret N°199/PRG/SGG/89 du 8 novembre 1989 pris en application des articles 82 et 83 du Code de l'environnement relatifs à l'étude d'impact environnemental fixe la liste des travaux, ouvrages, aménagements ou installations assujettis à la présentation d'une étude d'impact sur l'environnement.

La mise en œuvre du présent PARC doit se faire conformément aux normes de protection de l'environnement définies dans le code de l'environnement et ses textes d'application.

### **3.1.6. Autre législation civile applicable**

- La loi L/98 n°017/98 de juillet 1998 adopte et promulgue la loi portant Code de l'urbanisme et porte l'obligation d'obtenir un permis de construire.
- Le code du Travail est la principale source de législation qui régit les pratiques de l'emploi et les relations de travail en Guinée.

### **3.2. Normes internationales**

Le Système de garanties intégrées de la Banque africaine de développement (SGI) fut adopté le 17 décembre 2013 par la BAD pour servir de pierre angulaire à sa stratégie de promotion d'une croissance socialement inclusive et durable d'un point de vue écologique. Les garanties opérationnelles (GO) sont un ensemble de cinq exigences qui constituent la pierre angulaire du système de garanties intégrées (SGI) de la BAD. Leur objectif est de promouvoir une croissance socialement inclusive et durable d'un point de vue écologique. Les clients de la Banque doivent respecter ces garanties opérationnelles en matière d'évaluation des impacts et des risques sociaux et environnementaux. Elles s'appliquent à toutes les opérations de prêt de la Banque, tant au secteur public que privé, et aux projets financés par d'autres instruments financiers mais gérés par la Banque.

Parmi ces garanties opérationnelles, la Garantie opérationnelle 2 (GO 2) sur la réinstallation involontaire, l'acquisition foncière, les déplacements de population et la compensation, abordée ci-dessous, est spécifiquement pertinente au présent PAR. Cette GO couvre toutes les composantes d'un projet, y compris les activités résultant de la réinstallation involontaire qui sont directement et significativement liées à un projet appuyé par la Banque et nécessaires pour la réalisation de ses objectifs – qu'il s'agisse d'une réinstallation menée par le gouvernement ou par un promoteur privé ou par les deux, et réalisées ou prévues pour être réalisées simultanément avec le Projet. Elle vise à clarifier toutes les questions liées au déplacement physique et économique mais qui ne sont pas spécifiquement liées à l'acquisition foncière.

Cette GO porte sur les impacts économiques, sociaux et culturels associés aux projets financés par la Banque, qui impliquent la perte involontaire de terres, la perte involontaire d'autres actifs, ou des restrictions sur l'utilisation des terres et sur l'accès aux ressources naturelles locales susceptibles d'entraîner :

- la relocalisation ou la perte de logement par des personnes résidant dans le domaine d'influence du projet ;
- la perte d'actifs (notamment la perte de bâtiments et de biens d'importance culturelle, spirituelle et sociale) ou la restriction de l'accès aux actifs notamment les parcs nationaux et les zones protégées ou les ressources naturelles ; ou
- la perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance à la suite du projet, que les personnes affectées soient appelées à se déplacer ou non.

Lorsqu'un projet nécessite une relocalisation temporaire de populations, les activités de réinstallation doivent être compatibles avec la GO, tout en tenant compte de la nature temporaire du déplacement. Les objectifs sont de minimiser les perturbations pour les personnes affectées, d'éviter les impacts négatifs irréversibles, de fournir des services temporaires satisfaisants et, le cas échéant, d'accorder des compensations pour les difficultés liées à la transition.

Les objectifs spécifiques de la GO 2 sont les suivants :

- éviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet ont été envisagées ;
- s'assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et qu'on leur a donné la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ;
- s'assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle pour leur réinstallation dans le cadre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ;
- fournir aux emprunteurs des directives claires sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ;
- se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés ou mal mis en œuvre en établissant un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque pour trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent.

L'application de cette norme permet à la société réalisant le projet de limiter les coûts et risques potentiels associés à la réinstallation involontaire, et, par conséquent, de faciliter le développement durable.

### 3.3. Comparaison entre la législation guinéenne et les standards de la BAD applicables au projet

Le tableau ci-dessous récapitule sous une forme résumée les similitudes et les points de divergence entre la législation ivoirienne et le Système de Sauvegarde Intégré de la BAD applicable au Projet.

**Tableau 4: Comparaison entre la législation nationale guinéenne et le Système de Sauvegarde Intégré de la Banque Africaine de Développement en matière de réinstallation**

Sujet	Dispositions nationales guinéennes	Dispositions du Système de Sauvegarde Intégré de la BAD	Résultat de comparaison /Mesures correctives des divergences
<b>Présélection et catégorisation de projets</b>			
<b>Définition des critères de sélection de projets soumis à EIES</b>	L'annexe du Décret No 199/PRG/SGG/89 codifiant les EIE indique simplement une nomenclature des aménagements, des ouvrages, et des installations qui nécessitent une EIES.	La SO1 classe les projets comme suit : <b>Catégorie 1</b> : Opérations de la Banque susceptibles de causer des impacts environnementaux et sociaux considérables. <b>Catégorie 2</b> : Opérations de la Banque susceptibles de causer des impacts environnementaux et sociaux négatifs d'envergure moindre que ceux des projets de la Catégorie 1. <b>Catégorie 3</b> : Opérations de la Banque présentant des risques environnementaux et sociaux négligeables. <b>Catégorie 4</b> : Opérations de la Banque impliquant des prêts à des Intermédiaires Financiers (IF).	Le projet a été classé dans la catégorie 1
Type de PAR applicable	Le Code foncier et domanial envisage et décrit le processus d'expropriation pour cause d'utilité publique mais ne distingue pas de catégories de projet.	La SO2 décrit selon l'importance du projet la réalisation de deux types de PAR : un Plan d'Action de Réinstallation intégral (PAR intégral) pour (i) tout projet qui implique 200 personnes ou plus (selon la définition de la politique de réinstallation involontaire) ou (ii) tout projet susceptible d'avoir des impacts négatifs sur les groupes vulnérables. Un plan action de réinstallation abrégé (PAR abrégé) pour tout projet	Le projet privilégie l'option d'un Plan d'Action de Réinstallation Intégral puisque plus de 200 personnes sont impliquées.
<b>Conception du projet</b>	L'Arrêté ministériel 990/MME/SGG/90, du 31 Mars 1990, définit le contenu, la méthodologie et la procédure de l'étude d'impact sur l'environnement. Il stipule	Le projet doit considérer l'ensemble des variantes possibles susceptibles de minimiser au maximum le déplacement physique ou économique.	Plusieurs alternatives ont été étudiées selon les critères d'impacts prédéfinies (cf EIES).

Sujet	Dispositions nationales guinéennes	Dispositions du Système de Sauvegarde Intégré de la BAD	Résultat de comparaison /Mesures correctives des divergences
	notamment que l'étude d'impact doit justifier le choix de l'alternative au Projet proposée.		
<b>Consultation, participation et large soutien communautaire</b>	Référence aux « <i>principes internationaux</i> » de participation et de consultation des populations affectées. L'enquête publique donne lieu à la consultation des communautés locales, au niveau préfectoral, sous-préfectoral et villageois. Cependant la nature des termes de l'enquête ne sont pas spécifiés et ne répondent à aucun objectif relatif à la participation des personnes affectées.	<p>Les communautés locales doivent être informées que la réinstallation est envisagée et qu'il y aura des assemblées publiques sur les plans et les alternatives proposées d'une part et sur les procédures de diffusion, l'implication et les devoirs des autorités, les délais d'examen, les droits de contestation s'y rapportant, et enfin sur les audiences liées à la réalisation du PAR d'autre part.</p> <p>Les personnes affectées par le projet doivent être consultées pour la définition des unités ayant droit aux indemnités (par exemple : famille, ménage, individu), sur les critères d'éligibilités et sur leur préférences relatives aux mesures et options de réinstallation. Elles doivent également être informées des différentes options de compensation, de leurs conséquences et des logiques de préférences en découlant.</p> <p>Les réflexions autour des mesures d'indemnisation et des prestations de service devront être menées à la lumière des connaissances locales dans le sens d'une contextualisation et intégration du PAR aux programmes</p>	Le processus d'information et de consultation, ainsi que les axes d'échange ont été élaborés selon les critères de l'OS2. Ont été ajoutés à ceux-ci une étape de sensibilisation autour des aspects techniques et sécuritaires liés à la réalisation du projet.
<b>Eligibilité et droits</b>	L'article 39 du Code Foncier et Domanial dispose que sont assimilés aux propriétaires titrés, les occupants paisibles; ce qui comme analysé ne couvre pas la réalité coutumière. (Référence à l' « <i>occupant légitime</i> » dans le code minier ce qui n'est qu'un	La SO2 reconnaît des droits aux trois groupes de personnes suivants : - Les personnes qui ont des droits légaux formels sur les terres ou autres biens reconnus en vertu des lois du pays concerné. - Les personnes qui n'auraient pas de droits légaux formels à la terre ou à d'autres actifs au moment du recensement ou de l'évaluation, mais peuvent prouver qu'ils ont une	La définition des unités ayants droit ou catégories de personnes affectées par le projet s'est faite sur la base des dispositions de l'OS2 qui en appelle à une interprétation souple du code foncier guinéen. Elle a fait l'objet d'ajustements avec les

Sujet	Dispositions nationales guinéennes	Dispositions du Système de Sauvegarde Intégré de la BAD	Résultat de comparaison /Mesures correctives des divergences
	renvoi à l'occupant légal (définition de la prescription...). Seul le code pastoral reconnaît des droits d'usages « <i>traditionnels</i> » aux éleveurs.	réclamation qui serait reconnue par les lois coutumières du pays. - Celles qui n'ont pas de droits légaux ou de réclamation reconnaissables sur les terres qu'elles occupent dans le domaine d'influence du projet, et qui n'appartiennent à aucune des deux catégories décrites ci-dessus, mais qui, par elles-mêmes ou via d'autres témoins, peuvent prouver qu'elles occupaient le domaine d'influence du projet pendant au moins 6 mois avant une date butoir établie par l'emprunteur ou le client et acceptable pour la Banque.	différentes parties prenantes en prenant en compte les études anthropologiques menées au préalable.
<b>Planification de la réinstallation</b>	L'article 82 du titre V de l'Ordonnance N°045/PRG/87 du 28 mai 1987, modifié par l'Ordonnance N°022/PRG/89 du 10 mars 1989, portant Code de la protection et de la mise en valeur de l'environnement impose qu'une étude d'impact environnemental soit réalisée lorsque des projets, des ouvrages ou des installations risquent, en raison de leur dimension ou de la nature de leurs activités, de porter atteinte à l'environnement. Le Code Foncier et Domanial prévoit des dispositions relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Dans ce cadre une « <i>enquête publique</i> » (Article 57), et, le cas échéant, une « <i>enquête parcellaire</i> » (Article 59) doivent être réalisées.	La préparation du PAR doit inclure une enquête socio-économique complète, un recensement de la population, un inventaire des actifs, une liste des personnes affectées par le projet et l'ampleur du déplacement physique et économique prévu. Les divers documents officiels et d'enquêtes, ainsi que les enregistrements des entrevues avec les intervenants doivent être inclut dans l'enquête de référence. Des levées cadastrales doivent être effectuées lorsque les personnes affectées par le projet ne disposent pas de titres fonciers pour établir la base d'indemnisation. En cas de litiges, des procédures de régularisation des revendications territoriales devront être intégrées dans le respect du droit coutumier, de l'usage traditionnel et des procédures nationales définies selon la réglementation nationale. Un droit de jouissance sécurisé est fourni aux personnes dont le logement est déplacé. Une attention particulière doit être accordée aux personnes opportunistes (non admissibles) et aux personnes absentes de la zone d'influences pendant la durée de l'enquête. La planification du PAR devra tenir compte	Les informations socio-économiques et les études anthropologiques ont servi de base à l'élaboration du protocole d'identification des personnes affectées par le projet et d'inventaire des biens. Des relevés cadastraux ont été réalisés pour les personnes disposant ou non de titres de propriétés. Une mise en corrélation des données a permis d'intégrer à un parcellaire global l'ensemble des terrains affectés. Le droit coutumier a systématiquement été sollicité pour valider la légitimité des revendications portées par des personnes ne disposant pas de titre foncier. Les services compétents ont été sollicités pour valider

Sujet	Dispositions nationales guinéennes	Dispositions du Système de Sauvegarde Intégré de la BAD	Résultat de comparaison /Mesures correctives des divergences
		de la législation nationale et des procédures gouvernementales notamment en matière d'établissement et de publication de la date butoir. L'élaboration du mécanisme de règlement des griefs doit être établit en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes en tenant compte des spécificités administratives et culturelles. Un comité de surveillance indépendant doit être prévu et son existence publicisée auprès des personnes affectées.	l'authenticité des titres de propriété. Le PAR intègre des dispositions particulières afin de consacrer le droit de jouissance des personnes victimes de déplacement involontaire. Il prévoit également la mise en place d'un mécanisme de règlement des griefs et d'un comité de surveillance indépendant.
<b>Définition du montant des indemnisations</b>	Le Code Foncier et Domanial ne comporte pas de dispositions détaillées concernant le niveau d'indemnisation ou de compensation et se limite au principe général de compensation équitable énoncé à l'article 55. L'article 69 dispose également que la compensation doit couvrir l'ensemble des pertes quantifiables et connues encourues comme résultat direct de l'expropriation. La notion d'utilité publique est définie par renvoi aux dispositions de l'article 534 du Code Civil lequel précise qu' « <i>on ne peut contraindre personne à céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste indemnité</i> » Pour les éleveurs le code pastoral consacre le principe d'une compensation en nature « notamment par la mise à	Les personnes affectées doivent être indemnisées pour leurs pertes au coût intégral de remplacement, avant leur déménagement effectif, avant la prise de terres et d'actifs connexes, ou avant le commencement des activités du projet lorsque le projet est mis en oeuvre en plusieurs phases. A cet effet, un contrôle qualité et un système de suivi est mis en place pour valider que le paquet d'indemnisation promis est effectivement acquis. Une assistance ciblée à la réinstallation doit se traduire à travers un programme global d'amélioration des moyens de subsistance ayant pour objectif de garantir à chaque personne affectée la capacité de reconstituer ses bases de production et de devenir un producteur et un entrepreneur autonome.	Les méthodes de calculs liées à l'évaluation du coût intégral de remplacement et les principes de compensation ont été discutées avec les autorités préfectorales compétentes pour chaque type de bien. Le PAR intègre les prérogatives calendaires de l'OS2 et les critères de suivi et de contrôle qualité assurant qu'aucune personne affectée ne pourra être déplacée avant la fin du processus de compensation. Un programme global d'amélioration des moyens de subsistance intégré aux programmes de développement communautaires a été développé dans le PAR.



Sujet	Dispositions nationales guinéennes	Dispositions du Système de Sauvegarde Intégré de la BAD	Résultat de comparaison /Mesures correctives des divergences
	disposition de ressources alternatives, la réalisation à son profit d'aménagement compensatoire ou toute mesure d'accompagnement appropriée » (Article 77) Pour tous : intégration de l'impact sur les infrastructures outre « la compensation des pertes de revenu et de moyens de subsistance »		
<b>Spécificités liées aux personnes vulnérables et à la politique de genre</b>	Aucune disposition prévue	Pour les ménages dirigés par des femmes – en particulier des veuves des terres productives doivent être offertes pour améliorer leurs revenus et leur capacité de renforcer leurs moyens de subsistance dans les zones rurales. Un protocole spécifique précisant les garanties pour la qualité et la quantité de terres doit être intégré au PAR.	Mise en place d'une logique de discrimination positive en faveur des groupes vulnérables Dans le respect des rapports de pouvoir locaux, une attention particulière devra être portée aux foyers monoparentaux, femmes, enfants, handicapés et autres groupes susceptibles de rencontrer d'avantage de difficultés.
<b>Dispositions relatives à l'indemnisation des terres</b>	Aucune législation ne fait référence aux différentes natures de sol présentes sur le territoire guinéen, ni ne fixe le coût de l'une d'elle selon ses potentialités agronomiques. Le ministère de l'agriculture réalise néanmoins des enquêtes annuelles sur les carrés de rendements en différenciant les types d'espace ressource.	L'indemnisation des terres prendra en compte la nature du terrain et leur potentialité de production. En cas de différences entre le terrain d'origine et celui offert, de mesures compensatoires complémentaires devront être proposées. L'ensemble des terres offertes doivent présenter un accès à l'eau potable et aux installations d'irrigation.	Le PAR prend en compte la nature du terrain ainsi que ses potentialités agronomiques. Il ne tient pas compte des critères d'accès à l'eau potable et aux systèmes d'irrigation considérées car inapplicables aux présents contextes.
<b>Dispositions relatives aux sites culturels,</b>	Aucune disposition prévue	En cas de déplacement de site religieux, un plan détaillé sera établi en collaboration avec les leaders communautaires religieux et	L'EIES n'a pas relevé de site qui devrait être déplacé, le PARC n'intègre donc pas de

Sujet	Dispositions nationales guinéennes	Dispositions du Système de Sauvegarde Intégré de la BAD	Résultat de comparaison /Mesures correctives des divergences
religieux et archéologiques.		traditionnels afin de s'assurer que le site représente le même degré de sacralité religieuse.	déplacement de sites culturels, religieux et archéologiques. Un Plan de Protection du Patrimoine Culturel est prévu dans le PGES.
Communautés d'accueil	Aucune disposition prévue	En cas de déplacement d'une personne affectée par le projet, une étude des communautés d'accueil doit être réalisée.	La mise en œuvre du projet ne nécessite pas de déplacement dans une communauté d'accueil. Le PARC n'a donc pas pris en compte cet aspect.

### 3.4. Cadre institutionnel

Les principales institutions nationales et internationales impliquées ou susceptibles de l'être dans la réalisation du PARC sont ci-après présentées.

#### 3.4.1. Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation

Le MATD est chargé de l'administration du territoire. Il assure sur la tutelle des collectivités décentralisées et veille sur l'ensemble du territoire au maintien et la cohésion en matière d'aménagement et équipement du pays. Son organisation, ses moyens humains et matériels constituent l'outil privilégié de l'État pour garantir aux citoyens l'exercice des droits, devoirs et libertés réaffirmés par la Constitution. Au nom de l'unicité de l'Etat, les représentants du MATD assurent au niveau des régions, des préfectures et des sous-préfectures la coordination de tous les services publics.

Dans le cadre de ce projet, il est concerné par :

- l'information et la sensibilisation des populations ;
- le règlement éventuel de conflits de divers ordres qui impliqueraient les populations, le Maître d'ouvrage et/ou l'Entreprise chargée des travaux ;
- l'appui-conseil à l'entreprise de construction et aux PME de sous-traitance ;
- le suivi des indemnités.

Le préfet et les sous-préfets sont les représentants opérationnels du MTAD sur le terrain. Ils doivent être impliqués à toutes les phases de la durée du projet. A travers les instances préfectorales et les structures décentralisées, ce ministère veillera au respect des engagements pris par l'Etat vis-à-vis des populations en matière d'indemnisation. Les préfets et, le cas échéant, les sous-préfets présideront les commissions d'indemnisation.

#### 3.4.2. Ministère des travaux publics

Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique gouvernementale dans le domaine des travaux publics, dont notamment la construction des Routes et des ouvrages d'art. Il assure, dans le

cadre de ce projet : la maîtrise d'ouvrage ; le suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures, l'entretien des ouvrages et la réglementation de leur gestion.

En tant que Maître d'Ouvrage, il a pour mission de :

- concevoir particulièrement et de mettre en œuvre les stratégies et les plans de développement des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et des aéroports ;
- élaborer et de faire appliquer la législation et la réglementation en matière de travaux publics ;
- concevoir, d'élaborer, de mettre en œuvre et de contrôler les programmes de construction, de réhabilitation, d'entretien et de gestion des routes nationales et préfectorales, des voies urbaines primaires, des ouvrages et moyens de franchissement ;
- concevoir et de réaliser la cartographie de base du Territoire National;
- organiser et de promouvoir la participation des collectivités et des associations locales aux travaux de construction, de réhabilitation et d'entretien du réseau routier sur l'ensemble du Territoire National ;
- contribuer à la promotion et au développement des entreprises et bureaux d'études locaux opérant dans le secteur des travaux publics et d'y privilégier l'emploi des jeunes ;
- promouvoir l'utilisation des matériaux locaux et des techniques adaptées aux conditions locales de la construction et de l'entretien des routes ;
- concevoir et de mettre en œuvre une stratégie sectorielle de transfert de compétences aux collectivités locales conformément au Code des Collectivités.

#### **3.4.3. Ministère du Développement Durable, de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MDDEF)**

Il a pour missions de :

- concevoir, d'élaborer et de mettre en œuvre la politique guinéenne (législation, réglementation en matière d'environnement) et d'en assurer le suivi et le contrôle ;
- de veiller à la prise en compte des principes stratégiques de développement durable dans les politiques sectorielles de l'Etat : études prospectives ; réduction des risques écologiques; lutte contre toutes les formes de pollution.
- d'assurer la protection, l'aménagement, la reconstitution, la conservation et la gestion des forêts, de la faune et des aires protégées, particulièrement des écosystèmes fragiles ;
- d'assurer la certification pour la préservation, la transformation et le suivi de la commercialisation et l'utilisation du bois et dérivés ainsi que des produits forestiers non ligneux ;
- de veiller à l'intégration des préoccupations environnementales dans les plans, programmes et projets de développement socioéconomiques du pays ;
- de participer aux négociations et de coordonner et faciliter la mise en œuvre et l'application correcte des conventions, traités régionaux et internationaux en matière d'environnement auxquels la Guinée a souscrit.

Pour accomplir la partie opérationnelle de sa mission, chaque direction nationale<sup>4</sup> du Ministère du Développement Durable et de l'Environnement est représentée par des cadres et agents sur le terrain. Dans le cadre du présent projet, la MDDEF a pour missions de :

- veiller à la prise en compte par l'entreprise des principes stratégiques de développement durable ;
- veiller à la prise en compte des préoccupations environnementales dans la réalisation du projet

En collaboration avec le BGEEE, il veille sur la politique du gouvernement guinéen en matière de protection et gestion de l'environnement.

#### **3.4.4. Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique**

Ce département ministériel s'occupe de :

- la politique nationale en rapport l'énergie et l'hydraulique ;
- la conception et du suivi et de la maîtrise d'ouvrage des infrastructures d'hydraulique et d'énergie ;
- l'adduction d'eau dans les centres urbains ;
- la réalisation et de l'entretien des points d'eau et l'hydraulique villageoise améliorée.

Dans le cadre du présent projet, sa contribution est nécessaire pour l'évaluation et/ou la reconstruction d'installations énergétiques et hydrauliques susceptibles d'être affectées.

#### **3.4.5. Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire (MVAT)**

Ce Ministère est chargé de la conception et de l'exécution des réglementations guinéennes en matière d'urbanisation. En liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il assure également la conception et la programmation des investissements, la gestion des infrastructures, la définition et l'application des réglementations en matière d'assainissement et de protection de l'environnement.

Il assure également la gestion du domaine urbain et la gestion technique du foncier urbain, aidera le Maître d'Ouvrage à clarifier le statut foncier de la zone du projet.

#### **3.4.6. Ministère de l'Agriculture**

Le Ministère de l'Agriculture est chargé du développement rural. A ce titre, il est chargé de la gestion du foncier rural, de la mise en œuvre du code foncier en liaison avec le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts. Ce ministère est chargé également de l'élaboration et de la mise en œuvre du cadastre rural. Le service domanial rural de la direction départementale de l'agriculture sera chargé d'évaluer les coûts précis d'indemnisation des cultures.

#### **3.4.7. Ministère de l'Elevage et des Ressources Animales**

Ce département ministériel définit et met en œuvre la politique du gouvernement en matière d'élevage et de gestion des ressources animales. Il est impliqué dans plusieurs projets de

---

<sup>4</sup> Direction Nationale du Développement Durable ; Direction Nationale des Forêts et de la Faune ; Direction Nationale de l'Environnement ; Direction Nationale de l'Assainissement et du Cadre de Vie ; Direction Nationale de la Diversité Biologique et des Aires Protégées.

développement, et pour ce cas spécifique, son appui aux communautés pratiquant l'élevage est nécessaire. Ainsi, les villages d'agropasteurs les plus affectés, pourraient bénéficier de mesures spéciales, avec l'appui du ministère.

#### **3.4.8. Ministère de l'Economie et des Finances**

Il veille au respect des politiques gouvernementales dans le domaine de l'économie et des finances du pays. Dans le cadre du présent projet, il contribuera à l'indemnisation des PAP par la mobilisation des fonds, et veillera au bon emploi des deniers publics.

#### **3.4.9. Collectivités décentralisées**

Les collectivités décentralisées relèvent de la compétence du Ministère de l'Administration du Territoire de la Décentralisation. Au niveau de la préfecture, elles sont placées sous l'autorité du Préfet qui est assisté d'un Secrétaire Général chargé des collectivités décentralisées chargé de l'animation des collectivités dans l'objectif de l'auto-développement local.

Une Commune est administrée par un organe exécutif (Maire) et par un organe délibérant (conseil communal). Selon la loi guinéenne, le Maire est chargé de l'exécution des lois et des normes de sécurité des personnes et de leurs biens, de la programmation, du suivi et de l'évaluation des actions de développement et d'administrer les biens collectifs dans l'intérêt de tous. Dans la zone du projet, on dénombre deux (2) communes, une urbaine (Lola) et une rurale (N'zoo).

Les conseils communaux sont composés de conseillers<sup>5</sup> qui sont les représentants de la population élus au suffrage universel direct. Ils ont pour attributions la programmation du développement et son harmonisation avec ce qui existe au niveau préfectoral et régional. La maîtrise d'ouvrage de la construction d'infrastructures d'intérêt public est un travail qui relève de la compétence des collectivités décentralisées.

Le processus de décentralisation est aussi soutenu par une logique de déconcentration qui est clairement définie par les textes de lois. Pour assumer leurs rôles, les collectivités font recours à l'aide des services techniques déconcentrés de l'Etat pour la production et la fourniture des services.

La tutelle rapprochée des collectivités décentralisées est assurée par les préfets et les sous-préfets. Le contrôle s'applique aux organes des collectivités locales, aux décisions et aux actes de ces organes et aux modalités de leur exécution. Il porte que sur la légalité et non sur l'opportunité.

#### **3.4.10. Organisations de la Société Civile (OSC)**

Dans la perspective du développement durable, les OSC sont considérées comme des acteurs essentiels dans l'accompagnement des communautés. Elles apportent de l'expertise et une durabilité aux activités de gestion des ressources et des infrastructures. Dans la perspective d'une gestion participative et pertinente du PARC, les Organisations de la Société Civile sont des acteurs majeurs parce qu'elles sont censées incarner, plus que les structures étatiques, les aspirations des communautés.

---

<sup>5</sup> Le nombre de conseillers par CR varie en fonction du nombre d'habitants de 11 à 31 conseillers.

Dans la zone du projet, il a été identifié environ 13 organisations de la société civile qui ont entre 5 et 10 années d'ancienneté. Elles évoluent dans plusieurs domaines d'activités dont l'agriculture, l'éducation, la protection de l'environnement et la promotion de la paix, le développement communautaire, la construction des infrastructures rurales et aménagement.

#### **3.4.11. Banque Africaine de Développement (BAD)**

Le financement des travaux du projet d'aménagement et de bitumage de la route Frontière de Guinée-Lola sera assuré par la Banque Africaine de Développement (BAD). Fondée en 1964, la Banque africaine de développement est l'institution mère du Groupe. L'accord portant création de la banque a été adopté et ouvert à la signature à l'occasion de la Conférence de Khartoum tenue le 4 août 1963.

Cet accord est entré en vigueur le 10 septembre 1964 à Khartoum, au Soudan. La banque a lancé ses activités le 1er juillet 1966. Son rôle principal est de contribuer au progrès social et au développement économique individuel ou collectif des pays membres de la région.

Depuis le 31 décembre 2011, 78 pays membres ont souscrit au capital autorisé de la BAD, dont 53 pays africains indépendants (membres régionaux) et 25 pays non africains (membres non régionaux). L'institution est alimentée par les ressources ordinaires et spéciales. Les ressources ordinaires comprennent :

- les actions souscrites du capital autorisé, dont une partie est sujette aux appels en vue de garantir les obligations d'emprunt de la BAD ;
- les fonds reçus des remboursements de prêts octroyés ;
- les fonds collectés par le biais de prêts de la BAD sur les marchés de capitaux internationaux ; les revenus découlant des prêts octroyés par la BAD ;
- d'autres revenus reçus par la banque, par exemple, revenus des autres investissements.

En vertu de l'article 8 de l'accord portant création de la BAD, la banque peut instituer des fonds spéciaux ou assurer la gestion des fonds spéciaux destinés à servir ses fins dans le cadre de ses fonctions.

Conformément à cette disposition, le Fonds africain de développement (FAD) a été créé en 1972, avec les Etats non africains, et le Fonds spécial du Nigeria (NTF), créé en 1976 avec le gouvernement du Nigeria. D'autres fonds spéciaux et de fiducie comprennent :

- le Fonds pétrolier arabe ;
- le Fonds spécial d'urgence pour la sécheresse et la famine en Afrique ;
- le Fonds spécial de secours.

Dans sa volonté de promouvoir le développement durable, la BAD a adopté depuis le 17 décembre 2013 un Système de Garanties Intégrées (SGI) constitué par un ensemble de cinq exigences auxquelles les clients doivent se soumettre. Elles s'appliquent à toutes les opérations de prêt de la Banque, tant au secteur public que privé, et aux projets financés par d'autres instruments financiers mais gérés par la Banque.

#### IV. IMPACTS POTENTIELS DU PROJET

Les différentes phases du projet de bitumage de la route de Guinée-Lola à la frontière de la Côte d'Ivoire vont induire des impacts positifs et négatifs sur le milieu humain. Toutefois, dans le cadre de ce PARC, ne sont rapportés que les impacts négatifs qui concernent la perte d'activités, d'habitations, de cultures de même que la destruction de sites culturels et la profanation de lieux sacrés.

##### 4.1. Sources et zones d'impact

Les différentes activités de réalisation du projet occasionneront, outre les impacts positifs en termes de création d'emplois et de développement des échanges entre localités riveraines, des impacts négatifs sur différents aspects socio-économiques des localités traversées par la route projetée. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des sources, types et zones d'impact du projet.

**Tableau 5 : Récapitulatif des sources, types et zones d'impact du projet**

Activités sources d'impact	Types d'impact	Zones d'impact
Travaux de préparation et d'installation du chantier (aménagement chantier, ouverture zones d'emprunt et de dépôt, carrières)	Perte de terres	Localités devant abriter le chantier et les zones d'emprunt
	Perte de cultures agricoles	Localités devant abriter le chantier et les zones d'emprunt
Travaux de construction de la route (débroussement et libération d'emprise, terrassement, construction d'ouvrages et remblais, bitumage et installation de la signalisation)	Perte de terres coutumières	Gouéla, Bourata, Doromou, Gbié, N'zoo centre, Kéoulénta Gouamo, Gbakoré, Fromota, Kèmèta, Wéyakoré, Gogota
	Perte de terres coutumières	Lola Centre
	Perte de bâtiments	Bourata, Doromou, Gbié, N'zoo centre, Kéoulénta, Gbakoré, Wéyakoré, Gogota, Lola Centre
	Perte d'habitations	Bourata Doromou Gbié N'zoo Kéoulénta Gbakoré Wéyakoré Gogota Lola Centre
	Perte ou déplacement de commerces et services	Bourata Doromou Gbié N'zoo Kéoulénta Gbakoré Wéyakoré Gogota Lola Centre
	Perte de revenu	
	Perte d'équipements sociaux	Gouéla, N'zoo centre, Kéoulénta, Gouamo, Wéyakoré, Lola centre
	Perte de cultures agricoles Perte de revenu	Gouéla, Bourata, Doromou, Gbié, N'zoo centre, Kéoulénta, Gouamo, Fromota, Gbakoré, Kèmèta, Wéyakoré, Gogota, Lola Centre

Activités sources d'impact	Types d'impact	Zones d'impact
Travaux d'entretien (curage de caniveaux, réhabilitation de la route et des ouvrages, renforcement de la signalisation)	Perte de revenu pour les propriétaires d'activités installées dans l'emprise de la route	Toutes les localités riveraines éventuellement

Le tableau indique que toutes les localités traversées par la route seront diversement impactées. Gouamo, Fromota et Kèmèta enregistrent chacun tout au plus six (6) personnes affectées par le projet, tandis que les autres localités sont plus impactées avec un nombre de PAP compris entre 18 et 553 enregistrés respectivement à Gouéla et Lola centre. Le tableau ci-dessous fait un récapitulatif des ménages et personnes affectés par le projet dans les localités traversées, tout en comptabilisant pour les PAP plusieurs fois l'Etat qui est propriétaire de 11 biens affectés par le projet dans les localités de Gouéla (2 biens), N'zoo centre (1 bien), Gouamo (1 bien), Kéoulenta (1 bien), Wéyakoré (1 bien) et Lola centre (5 biens).

**Tableau 6: Répartition par localité des personnes et biens affectés**

	Nombre de ménages affectés	Nombre de PAP affectées	Proportion des PAP affectées (en %)
<b>Commune Rurale de N'Zoo</b>			
Gouéla	16	16	1,29%
Bourata	24	24	1,94%
Doromou	24	24	1,94%
Gbié	30	30	2,42%
N'zoo	231	231	18,66%
Kéoulenta	39	39	3,15%
Fromota	6	6	0,48%
Gouamo	12	12	0,97%
Kèmèta	3	3	0,24%
Gbakoré	51	51	2,42%
<b>S/Total Commune de N'Zoo</b>	<b>436</b>	<b>436</b>	<b>35,22%</b>
<b>Commune de Lola</b>			
Wéyakoré	87	87	7,03%
Gogota	107	107	8,64%
Lola Centre	608	608	49,11%
<b>S/Total Commune de Lola</b>	<b>802</b>	<b>802</b>	<b>64,78%</b>
<b>Ensemble</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>1238</b>	<b>1238</b>	<b>100%</b>

**Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP**

Au total, il a été identifié **1226 ménages**, à l'exception des personnes morales (structures étatiques et communauté locale) propriétaires de biens dans l'emprise de la route projetée.



#### 4.2. Alternatives envisagées pour minimiser la réinstallation

Durant la conception du projet, plusieurs options de tracé ont été étudiées dans l'optique de minimiser les impacts. La dernière option retenue a permis de réduire la largeur de la route en passant de 40 mètres à 24 mètres, soit un gain de 16 mètres ou 36,52 ha sur toute la longueur de 39,75 km de la route.

**NB:** La réduction de l'Emprise de la route de 40 m à 24 m a été opérée uniquement au niveau des traversées des villes et villages et dans la déviation des Bambous des MONTS NIMBA car cette décision est intervenue au moment où les travaux de dégagement déjà avaient atteint les 90%.

Le nouveau tracé retenu permet en outre d'éviter tous les sites culturels identifiés dans le tracé initial de 40 mètres de large.

#### 4.3. Classification des impacts sur les biens

##### 4.3.1. Aperçu général

Les pertes occasionnées par le projet sont les suivantes :

- Terres agricoles ou rurales ;
- Cultures ;
- Bâtiments ;
- Logements ;
- Infrastructures ou Equipements publics
- Activités (commerces et services) et revenus ;

Ces pertes peuvent être permanentes (terres, bâtis, cultures, logements et activités dans l'emprise de la route ou temporaires (terres des zones d'emprunt, activités déplacées).

##### 4.3.2. Terres agricoles

Les terres agricoles ou terres rurales affectées par le projet se trouvent sous régime coutumier. Au total, ce sont 797 998,61 m<sup>2</sup> ou 97,7998 ha de terres agricoles qui sont susceptibles d'être affectés par le projet. Le tableau ci-dessous donne le détail par localité de l'effectif des propriétaires terriens et des superficies affectés.

**Tableau 7: Répartition par localité de l'effectif des propriétaires terriens et des superficies de terres affectés par le projet**

Villages	Nombre de propriétaires terriens	Superficie totale des parcelles affectées (en m <sup>2</sup> )
Gouéla	8	16 477,1
Bourata	23	6 130
Doromou	22	7 035,6
Gbié	29	97 710,04
N'zoo	52	187 885,63
Kéoulénta	33	22 698,85

Villages	Nombre de propriétaires terriens	Superficie totale des parcelles affectées (en m²)
Gouamo	11	1 658,4
Gbakoré	43	11 727,35
Fromota	6	43 145
Kèmèta	3	6 510
Wéyakoré	65	84 644,64
Gogota	74	271 190,26
Lola Centre	146	41 185,74
<b>TOTAL</b>	<b>515</b>	<b>797 998,61</b>

*Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP*

#### 4.3.3. Cultures agricoles

Les champs en partie affectés par le projet sont essentiellement villageois. Ils ont une superficie totale de 68,4280 ha et comptent 67 382 pieds de cultures agricoles. Les cultures identifiées dans les 147 champs sont propriétés d'autant d'exploitants agricoles. Le tableau ci-dessous présente leur répartition par localité.

**Tableau 8: Répartition par localité des propriétés agricoles en nombre et en superficie**

Localité	Nombre de propriétaires	Nombre de champs	Superficie totale champs (en ha)	Nombre de pieds
Gouéla	4	4	1,5460	1834
Bourata	16	16	0,5196	4358
Doromou	11	11	0,57206	2009
Gbié	21	21	9,58096	1885
N'zoo	19	19	17,5747	7922
Kéoulénta	10	10	1,8453	1289
Gouamo	4	4	0,06413	278
Gbakoré	23	23	0,45508	7978
Fromota	6	6	4,3145	2451
Kèmèta	3	3	0,6510	183
Wéyakoré	17	17	6,478011	3708
Gogota	11	11	24,65366	33341
Lola Centre	2	2	0,1730	146
<b>TOTAL</b>	<b>147</b>	<b>147</b>	<b>68,428001</b>	<b>67 382</b>

*Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP*

#### 4.3.4. Bâtiments

L'emprise du projet compte au **total 494 bâtis** répartis par localité dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 9: Répartition par localité des propriétés immobilières affectées par le projet**

Localité	Nombre de propriétaires	Nombre de concessions	Nombre de pièces	Superficie bâtie (m²)
Gouéla	10	10	16	360,61
Bourata	8	8	44	615,86
Doromou	13	13	32	534,75
Gbié	6	6	15	265,41
N'zoo	83	83	230	5919,698
Kéoulénta	27	27	111	2064,7139
Gouamo	5	5	16	360,61
Gbakoré	26	26	78	1531,94
Fromota	-	-	-	-
Kèmèta	-	-	-	-
Wéyakoré	53	53	161	4150,724
Gogota	60	60	175	5554,9791
Lola Centre	203	203	690	18852,8306
<b>TOTAL</b>	<b>494</b>	<b>494</b>	<b>1568</b>	<b>40212,1256</b>

*Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP*

Le tableau ci-dessus indique que Fromota et Kèmèta (dans le District de Gbakoré) sont les deux localités qui n'enregistrent pas de bâtiments dans l'emprise du projet. Les autres localités comptent entre 6 et 173 bâtiments. Lola Centre compte le plus grand nombre de bâtiments tandis que Gbié enregistre le plus petit nombre.

**Tableau 10: Répartition des bâtiments affectés par le projet en fonction de l'usage**

Localité	Total des bâtis	%
Habitation	<b>126</b>	<b>29%</b>
Habitation + Activité	<b>47</b>	<b>10,8%</b>
Service santé/Cour maison des jeunes et l'hôpital	<b>6</b>	<b>1,4%</b>
Camp militaire/Poste de contrôle	<b>4</b>	<b>1%</b>
Bloc marché	<b>1</b>	<b>0,2%</b>
Tribune	<b>1</b>	<b>0,2%</b>
Cuisine/WC	<b>3</b>	<b>0,7%</b>
Clôture	<b>2</b>	<b>0,5%</b>
Bureau	<b>1</b>	<b>0,2%</b>
Forage	<b>4</b>	<b>1%</b>
Puits	<b>1</b>	<b>0,2%</b>
Commerce et artisanat	<b>239</b>	<b>55%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>435</b>	<b>100%</b>

*Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP*

Le tableau ci-dessus indique les différents usages des bâtiments identifiés dans l'emprise du projet. En effet, 55% de l'ensemble des bâtis abritent des activités commerciales et artisanales et près de 40%

servent d'habitation avec ou sans activités. Les autres bâtiments, représentant un peu plus de 5% de l'ensemble, abritent essentiellement des services ou équipements publics et servent de cuisine, toilette et de clôture.

#### 4.3.5. Infrastructures et équipements publics

Les infrastructures ou équipements publics affectés par le projet sont essentiellement six (6) services de santé, quatre (4) installations militaires et paramilitaires, quatre (4) forages et un puits, un bloc marché et une tribune.

#### 4.3.6. Commerces et services

On dénombre au total 613 commerces et services dans l'emprise du projet dont la répartition figure dans le tableau ci-dessous.

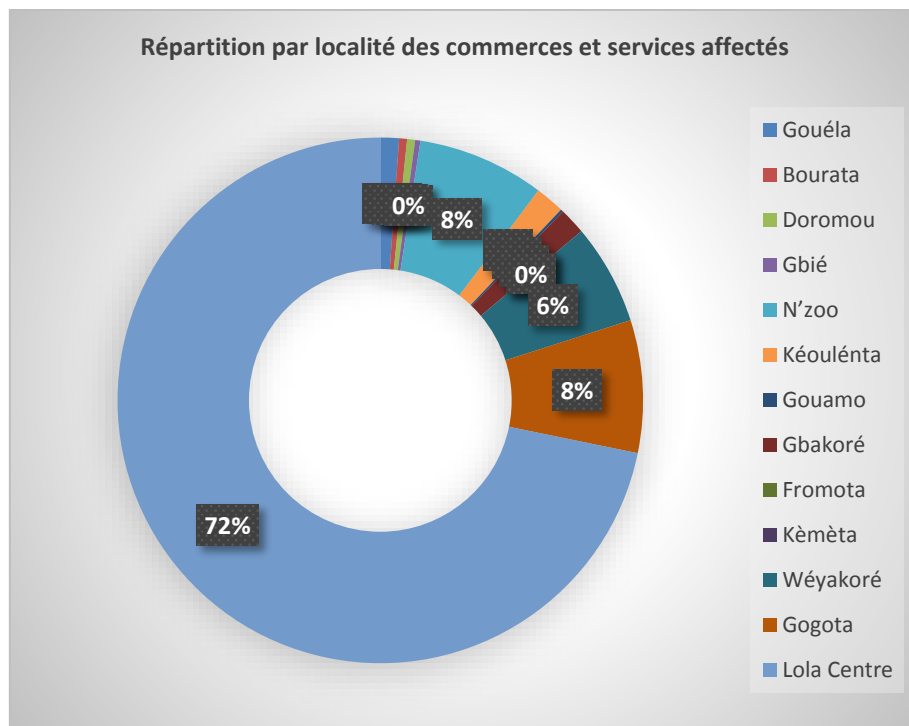
**Tableau 11: Répartition des commerces et services identifiés dans les localités traversées**

Activités	Nombre total	%
Commerce divers	<b>484</b>	79%
Boutique/magasin	<b>4</b>	0,5%
Bar	<b>15</b>	2,4%
Pharmacie	<b>5</b>	0,8%
Couture	<b>16</b>	2,6%
Coiffure	<b>12</b>	1,9%
Cordonnerie	<b>2</b>	0,3%
Tolerie/soudure	<b>4</b>	0,5%
Transport	<b>1</b>	0,1
Télé-centre	<b>2</b>	0,3%
Elevage	<b>1</b>	0,1%
Studios photo	<b>1</b>	0,1%
Décortiqueuse	<b>1</b>	0,1%
Motel/Hotel	<b>1</b>	0,1%
Prestation informatique	<b>3</b>	0,5%
Vidéo club	<b>1</b>	0,1%
Orange Money	<b>2</b>	0,3%
Cabine téléphonique	<b>1</b>	0,1%
Station/Essencerie	<b>2</b>	0,3%
Vulcanisation	<b>1</b>	0,1%
Tapisserie, Menuiserie	<b>5</b>	0,8%
Vitrierie	<b>1</b>	0,1%
Horlogerie	<b>1</b>	0,1%
Electricité	<b>1</b>	0,1%
Mécanique	<b>10</b>	1,6%
Restaurant	<b>12</b>	1,9%
Boulangerie	<b>1</b>	0,1%
Autres activités non identifiées	<b>23</b>	3,7%
<b>TOTAL</b>	<b>613</b>	100%

**Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP**

Les commerces divers, avec un nombre de 484, dominent l'ensemble des activités identifiées dans l'emprise du projet. Les services artisanaux occupent la deuxième place avec 16 ateliers de couture, 15 bars, 12 salons de coiffure et 12 restaurants. Au total 23 bâtis représentant 3,7% de l'ensemble des bâtis abritent des activités non identifiées. La figure ci-dessous donne un aperçu de la répartition des bâtis selon les usages.

**Figure 3: Répartition par localité des commerces et services affectés par le projet**



La figure ci-dessus indique que la grande majorité (72%) des commerces et services affectés par le projet se retrouve à Lola Centre. Le reste des commerces et services affectés par le projet se répartit dans les autres localités, à l'exception de Fromota et Kèmèta où il n'existe pas. Les localités Gogota et N'zoo centre concentrant chacune 8% des activités se classent en deuxième position après Lola centre. Ces activités seront déplacées ou perturbées dans leur fonctionnement, occasionnant ainsi une baisse ou une perte de revenu de façon temporaire ou permanente.

#### **4.3.7. Patrimoine culturel**

La réduction de la largeur de l'emprise du projet de 40 à 24 mètres a permis d'éviter la quasi-totalité des sites sacrés ou culturels initialement identifiés. L'emprise actuelle du projet ne compte aucun patrimoine culturel, mais la proximité de la route à certains sites demande la réalisation de sacrifices suivant les pratiques coutumières.

Pour chacune des 13 localités traversées par la route, il faut prévoir les éléments de sacrifice suivants : un mouton, un poulet, un sac de riz, 5 kg de noix de colas, 10 litres de vin de palme et des condiments (estimés 500 000 GNF). La localité de Gouéla a demandé un bœuf en lieu et place d'un mouton.

#### 4.4. Classification des personnes affectées par le projet

La nature des pertes et la durée de l'impact (permanent / temporaire) liées aux différentes activités et composantes du projet permettent de distinguer les catégories de PAP suivantes :

- Les déplacées physiques temporaire et/ou permanente ;
- Les déplacées économiques temporaire et/ou permanente ;

La répartition de PAP en fonction des quatre catégories ci-dessus identifiées est récapitulée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 12: Répartition et localisation des pertes par catégorie en fonction des sources et de la durée d'impact**

Phase	Composantes/ Activités	Nature de la perte	Permanent / Temporaire	Zone d'impact (Localisation)
Préparation et installation de chantier	Installation de chantier	Perte de terres	Temporaire	Localité à identifier
Phase de construction	Zone d'emprunt	Perte de terres et de cultures agricoles	Temporaire	Localité à identifier
	Construction de la route	Perte de terres, de bâtiments et de logements, de commerces et services exercés dans des bâtiments	Permanent	Bourata, Gbié, Doromou, N'zoo centre, Kéoulénta, Gbakoré, Gogota, Wéyakoré, Lola Centre
		Perte de commerces et services exercés en plein air	Temporaire	Bourata, Gbié, Doromou, N'zoo centre, Kéoulénta, Gbakoré, Kèmèta, Fromota, Gogota, Wéyakoré, Lola Centre

Les PAP identifiées dans l'emprise de la route sont toutes des déplacées permanentes, à l'exception de quelques activités exercées en plein air. Les PAP réparties dans le tableau ci-après sont donc des déplacées permanentes.

A l'exception de l'Etat, propriétaire de plusieurs bâtis et services publics dans différentes localités, identifié plusieurs fois, on dénombre 988 ménages.

Localité	PAP déplacées économiques	PAP déplacées physiques	PAP déplacées physiques et économiques	Total des PAP déplacées
Gouéla	6	1	8	15
Bourata	15	0	9	24
Doromou	10	1	12	23

Localité	PAP déplacées économiques	PAP déplacées physiques	PAP déplacées physiques et économiques	Total des PAP déplacées
Gbié	17	0	6	23
N'zoo	25	8	53	86
Kéoulénta	11	2	26	39
Gouamo	1	1	3	5
Gbakoré	20	5	19	44
Fromota	5	0	0	5
Kèmèta	3	0	0	3
Wéyakoré	29	0	44	73
Gogota	45	1	55	101
Lola Centre	378	4	165	547
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>565</b>	<b>23</b>	<b>400</b>	<b>988</b>

*Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP*

Le tableau ci-dessus met en évidence le surnombre des déplacés économiques (soit 57% de l'ensemble des ménages affectés) par rapport aux déplacés physiques dont la grande majorité exerce des activités économiques à domicile.

## **V. PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE DANS L'ELABORATION DU PARC**

Le présent chapitre ne porte que sur la consultation menée spécifiquement pour la préparation du PAR. Un exercice plus large de consultation a été mené pour la préparation de l'EIES et est reflété dans cette dernière (EIES et Plan d'Engagement des Parties Prenantes).

### **5.1. Approche de concertation et de participation des parties prenantes**

Les objectifs de l'information et de la consultation sont d'offrir une opportunité à toutes les parties prenantes au projet et aux personnes affectées par le projet de s'impliquer et de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation.

Dans la pratique, la participation des parties prenantes se fait par le biais de réunions publiques ou de rencontres restreintes. Généralement, les réunions de lancement du PAR sont organisées en collaboration avec les autorités préfectorales et coutumières. Les réunions dans les chefs-lieux de District sont présidées par les autorités préfectorales qui sont chargées de convier toutes les personnes concernées. Des réunions de proximité sont également tenues dans les villages centres ou dans chacune des localités traversées par la route projetée.

Au cours des réunions, après présentation de l'objet de la rencontre, il s'en suit des échanges permettant de recueillir les préoccupations et observations des parties prenantes au projet.

#### **5.1.1. Identification des parties prenantes**

Pour le PAR, les parties prenantes identifiées comprennent :

- Les populations et groupes de personnes dans les villages traversés par la route à construire ;

- Les personnes qui ont des propriétés (biens fonciers, immobiliers, agricoles, commerces et services, etc.) sur lesquelles le projet aura un impact tant sur le site du projet qu'en dehors de celui-ci ;
- Les autorités politiques et administratives locales et nationales telles que les autorités préfectorales et les élus locaux ;
- Les Ministères impliqués dans le projet, notamment ceux en charge des travaux publics, de l'environnement et des eaux et forêts, de l'agriculture, des ressources animales, de l'administration du territoire ;
- Les représentants traditionnels, tels que les chefs de villages, les chefs ethniques et religieux ;
- Le promoteur du projet et la Banque Africaine de Développement qui est le principal bailleur de fonds.
- Les structures ivoiriennes impliquées dans le projet, notamment le Ministère des Infrastructures Economiques, l'Ageroute, le Bureau National d'Etudes Techniques et e Développement (BNETD).

### **5.1.2. Modalités de concertation et de participation des parties prenantes**

Avant le démarrage des opérations de recensement, le Consultant a mené des actions d'information et de sensibilisation sur les objectifs du projet, les modalités pratiques du recensement, de la collecte des données socio-économiques et de l'évaluation des biens affectées, ainsi que les mesures sociales qui seront mises en œuvre à travers le plan d'action de réinstallation.

Des courriers d'information ont été distribués à toutes les personnes installées dans la zone du projet. Pendant cette opération, ces personnes qui occupent l'emprise ont été visitées.

Des entretiens avec des acteurs sociaux identifiés ont été menés en vue de relayer l'information. Il s'agit notamment des chefferies villageoises et toutes les catégories de personnes installées dans l'emprise du projet.

Dans le but d'informer toutes les populations du démarrage effectif des enquêtes de terrain, des visites de chaque localité ont été effectuées du 24 février au 06 mars 2014 pour situer les populations sur les dates de passage des enquêteurs et le déroulement des opérations.

La même démarche a été adoptée lors des enquêtes d'actualisation des données socio-économiques qui se sont déroulées du 1er au 28 avril 2018, avec au préalable un communiqué sur les ondes de la radio locale diffusé dans les quatre principales langues locales (Guerzé, Konon, Manon et Konianké) pour une plus large sensibilisation des PAP et autres personnes intéressées par le projet.

## **5.2. Synthèse des consultations**

### **5.2.1. Réunions de consultation**

Des réunions d'information et de consultation publique se sont tenues avec les différentes catégories de personnes affectées le projet (gérants d'activités, les chefs des ménages et les propriétaires des bâtiments et de terrains) à la Préfecture de Lola, à la sous-préfecture de N'Zoo et dans les différents villages. Au cours de ces réunions les points suivants ont été développés : la consistance du projet, les opérations de collecte de données, le plan d'action de réinstallation des personnes susceptibles d'être



affectées par le projet, l'organisation du recensement, les modalités d'indemnisation, le dispositif de recours, etc.

Outre les PAP, les participants sont principalement les autorités administratives et communales, les chefs traditionnels et les populations des villages concernés par le projet. Les comptes rendus de ces réunions figurent en annexe et les photos ci-dessous illustrent bien les réunions organisées dans les villages riverains du projet.



**Photo 1, 2 et 3 : Consultation Publique à Gouéla, Frontière Guinée-Côte d'Ivoire**



**Photo 4, 5 et 6 : Consultation Publique à Doromou**



**Photo 7, 8 et 9 : Consultation Publique à N'zoo-centre**

### **5.2.2. Synthèse des préoccupations et attentes**

Au cours des enquêtes de terrain, d'autres séances ont eu lieu du 24 février au 06 mars 2014 dans les villages pour une meilleure information des villageois, l'identification des sites sacrés et le recueil des doléances. A ces occasions, les participants ont pu exposer leurs préoccupations qui ont porté essentiellement sur la dimension réelle de l'emprise du projet, ainsi que les modalités de compensation prévues pour les pertes de leurs biens et revenus. Les PAP ont souhaité que le projet puisse disposer des moyens suffisants pour les compenser à la hauteur des préjudices subis une fois les négociations terminées.

### **5.2.3. Modalités de prise en compte des préoccupations et attentes**

La prise en compte des préoccupations exprimées par les populations riveraines du projet s'est traduite par la réduction et la matérialisation des limites de l'emprise du projet. Concernant la compensation des pertes, les calculs se feront sur la base des récents barèmes appliqués au niveau des cultures agricoles et des immobiliers.

## **5.3. Mécanisme de gestion des plaintes et des litiges**

### **5.3.1. Principe et types de requête**

La mise en œuvre du PAR provoquera des différends et le Ministère des Travaux Publics (MTP) prévoit la mise en place d'une cellule spécialisée pour assurer la gestion des plaintes et des griefs liés au Projet.

Au vu de l'étape préliminaire d'identification des personnes affectées par le projet, le MTP peut raisonnablement anticiper les événements suivants :

- Différends sur les limites de parcelles et de terres ;
- Différends sur les droits de propriété ou d'usage ;
- Désaccords sur la valeur d'un bien ;
- Successions, séparations, divorces ou tout événement familial engendrant soit un différend soit une remise en question des droits/parts de propriété ;
- Désaccords sur les mesures de compensation ou de réinstallation concernant l'habitation, la parcelle ;
- Frustrations liées à un décalage entre les attentes de la population en termes de développement et ce que le Projet apporte.

Il est donc nécessaire de mettre en place une unité en charge de la réception des plaintes, leur enregistrement et leur traitement. Le personnel de cette unité sera accessible à tous et à même d'informer les plaignants sur le Projet, sur le processus du PAR, et d'expliquer les droits des populations vis-à-vis du Projet.

Cette unité ne peut fonctionner que si le plan de communication en parallèle joue pleinement son rôle d'information. Le plan de communication permettra entre autres de :

- Canaliser les préoccupations des populations affectées par le Projet ;
- Assurer la transparence des discussions avec les communautés locales ;
- Clarifier les étapes du processus de compensation ;
- Détailler les droits des personnes affectées par le Projet.

### 5.3.2. Communication

Le plan de communication et les équipes du Projet en général permettront de s'assurer que ce mécanisme est connu et compris par tous. Des réunions de sensibilisation spécifique et des simulations devront être organisées en amont du processus. L'objectif consiste à éviter toute incompréhension et d'empêcher que des plaintes émises ne sortent du circuit de traitement.

L'unité de règlement des plaintes, une fois celles-ci enregistrées, devra au maximum les régler au niveau des communautés et éviter un renvoi au système juridique.

### 5.3.3. Mécanismes

Il apparaît généralement que les plaintes et les différends découlent d'une mauvaise compréhension de la composante PAR du Projet, ou de conflits de voisinage, et qu'un processus de médiation, conduit selon le droit coutumier local, peut permettre de prévenir et de résoudre de nombreuses situations conflictuelles. Le Projet peut donc envisager les mécanismes de résolution des différends suivants :

- **Médiation** : expliquer et clarifier les modes de calcul des compensations, la définition des droits des parties, l'homogénéité des mesures d'indemnisation, etc. ;
- **Mise en œuvre d'action(s) corrective(s)** : le cas échéant, le Projet mettra en œuvre des actions correctives (re-calcul des indemnisations, prise en compte d'une PAP omise, etc.) ;
- **Arbitrage** : référencement auprès du Conseil des Sages et des Anciens et en cas de différends inter-villageois, aux autorités compétentes.

Selon les entretiens menés auprès des parties prenantes, la plupart des plaintes peuvent être gérées au niveau communautaire avec l'appui des Comités locaux dont les membres sont notamment compétents pour appuyer le projet dans ses actions de médiation ou encore pour régler tout différend foncier ayant cours sur le territoire villageois. Dans le cas où la plainte dépasserait les compétences des comités locaux, l'arbitrage devra se faire en lien avec les comités préfectoraux. Exception faite des spécificités inhérentes au système de gestion des plaintes, les modalités de traitement sont connues et déjà pratiquées par les acteurs. De fait seul des moyens techniques et matériels devront être considérés pour permettre la mise en place d'un tel système.

A contrario, toute démarche légale devra être évitée et une solution de règlement amiable sera privilégiée. En effet, les plaignants doivent être informés sur le fait qu'entamer une procédure de recours juridique sera longue, coûteuse et hasardeuse puisque le tribunal peut se déclarer non compétent en la matière.

Le Projet met donc en place un mécanisme extrajudiciaire de règlement des plaintes et de gestion des différends basé sur la médiation et l'arbitrage par des tiers. Ce mécanisme comprend différentes étapes :

- Réception et enregistrement de la plainte ;
- Examen préliminaire ;
- Traitement de la plainte ;
- Clôture de la plainte.

#### 5.3.4. Réception de la plainte

Les plaintes pourront être notifiées verbalement ou par écrit. La réception des plaintes se fera par le biais des agents communautaires EDG qui transmettront la plainte au chef d'antenne local. Celui-ci sera le seul point de contact habilité pour désigner le processus de traitement des plaintes.

La plainte fera l'objet d'un enregistrement officiel dans un registre. L'enregistrement sera daté et un délai de traitement signifié au plaignant. Chaque plainte sera par la suite suivie et, le dossier la concernant, complété au fur à mesure de son traitement jusqu'à sa clôture. Le Projet communiquera amplement auprès des communautés concernées sur l'existence de ce mécanisme.

#### 5.3.5. Examen préliminaire

Selon l'urgence et le degré d'importance de la plainte, le chef d'antenne saisira les services compétents pour évaluer la plainte. De manière générale, il étudiera le niveau de sévérité de la plainte et évaluera systématiquement les motifs en cause.

**Tableau 13: Catégorisation des plaintes selon l'indice de sévérité**

Catégorie	Description et indice de sévérité de la plainte
<b>Catégorie 1</b>	Plainte isolée, sans impact pour le Projet et la Communauté
<b>Catégorie 2</b>	Plainte réitérée, avec un impact limité pour le Projet et la Communauté
<b>Catégorie 3</b>	Plainte isolée, avec un impact majeur sur le Projet ou la Communauté
<b>Catégorie 4</b>	Plainte réitérée, avec un impact majeur sur le Projet ou la Communauté

Le tableau ci-dessus donne les quatre catégories selon lesquelles une plainte pourra être classée suite à l'examen préliminaire. Dans tous les cas et pour chaque plainte, EDG réunira dans le dossier ouvert à cet effet l'ensemble des pièces et documents relatifs au plaignant concerné, notamment les PV de réunions tenues avec le plaignant, les relevés de terrain, les compensations proposées, etc. Le dossier sera transmis au Comité Local pour les plaintes de catégorie 3 et 4.

#### 5.3.6. Traitement de la plainte

Pour les cas les moins sévères, c'est-à-dire n'ayant qu'un faible impact sur les communautés une enquête rapide sera menée par le service de résolution des plaintes afin d'en vérifier la validité. Une solution sera alors proposée directement au plaignant. En cas d'échec de cette procédure, une médiation sera entamée avec les autorités coutumières. Dans ce type de cas la solution proposée sera généralement de l'ordre d'une simple médiation ou de mesures correctives de faible amplitude.

Dans les cas plus sévères (cas 3 et 4 dans le tableau ci-dessus) le projet devra organiser une rencontre avec les plaignants en présence des autorités coutumières. Une enquête sera menée par le service pour identifier l'origine des plaintes et formuler une résolution. Les services compétents concernés par la plainte seront mobilisés par le projet. Médiation et arbitrage seront menés avec le Comité local. Les mesures correctives, si elles sont proposées, feront l'objet d'un agrément préalable avant leur mise en œuvre. Le chef d'antenne devra assurer un suivi de la plainte, et attester de sa clôture.

### 5.3.7. Clôture de la plainte

Toute plainte fait l'objet d'un enregistrement. Les différentes étapes marquant son prétraitement puis son traitement doivent également faire l'objet d'un document enregistré au dossier. La médiation, l'arbitrage ou la mise en œuvre de mesures correctives font l'objet d'un agrément préalable et d'un accord final marquant la clôture de la procédure.

Le dossier pour chaque plainte fera l'objet d'une attention particulière et sera un outil primordial dans le processus de suivi-évaluation du PAR. Un recours légal pourra être saisi en dernier ressort, s'il n'est pas possible d'arriver à un accord à la clôture de la plainte.

### 5.3.8. Délai de traitement de la plainte

Pour que le système soit opérationnel, il est impératif que les délais de traitement des plaintes soient courts et respectés. Le tableau ci-dessous donne les délais indicatifs maximums pour le traitement des plaintes de leur dépôt jusqu'à leur clôture.

**Tableau: Délais de traitement par catégorie de plaintes**

Etapas/actions	Délais à compter de la date de dépôt, en nombre de jours	
	Catégories 1 et 2	Catégories 3 et 4
Dépôt de la plainte	0	0
Enregistrement	0	0
Examen préliminaire et classement par catégorie	7	7
Constitution du dossier de vérification	10	15
Définition du traitement	10	20
Modération	15	30
Arbitrage	<i>na</i>	30
Action corrective	15	35-40
Suivi de la plainte	20	40-45
Clôture	<b>30</b>	<b>50</b>

Ces délais sont donnés pour un traitement linéaire (c'est-à-dire sans recours et renvoi du dossier à une étape précédente en cours de traitement). S'ils ne doivent pas être dépassés, il est possible de réaliser le processus complet en un délai plus court.

Dès le choix du traitement arrêté, l'information doit être renvoyée au plaignant. Par ailleurs le plaignant doit avoir la possibilité de savoir à quel niveau se trouve la plainte à tout moment.

### 5.3.9. Règlement des litiges par voie judiciaire (cf. Code foncier et domanial)

Selon ce code, le propriétaire en procédure d'expropriation peut en cas de conflit avec l'Administration, former un recours devant la justice d'instance s'il n'est pas satisfait de l'indemnité d'expropriation proposée par la Commission Administrative d'Indemnisation.

La procédure est automatique dès lors que la personne à exproprier ne signe pas le certificat de compensation. L'indemnité est alors consignée au Trésor en attendant la décision du juge, sur la base des expertises éventuelles qu'il sera loisible à l'intéressé ou à l'Administration de faire exécuter par un expert assermenté.

## **VI. INTEGRATION AVEC LES COMMUNAUTES D'ACCUEIL**

### **6.1. Préoccupations et attentes des PAP**

Généralement, la réinstallation des PAP se fera sur place dans leurs localités respectives. La principale préoccupation et attente exprimée reste la compensation juste et préalable de leurs biens affectés par le projet. Du reste, leur intégration ne pose aucun problème majeur, à condition de leur faciliter l'acquisition de sites de réinstallation.

### **6.2. Préoccupations et attentes des communautés d'accueil**

Les communautés d'accueil représentées par les chefferies des différentes localités riveraines du projet se proposent de trouver des sites pour la réinstallation de leurs membres respectifs affectés par le projet. Toutefois, il reviendra au projet de désintéresser les propriétaires terriens qui cèderont leurs portions de terre.

### **6.3. Gestion des risques de conflits**

Le fait de réinstaller les PAP sur place dans leurs villages respectifs n'écarte pas tout risque de conflit pouvant les opposer aux autres membres de la communauté. Les risques de conflit peuvent être entretenus par la jalousie des autres ou par l'orgueil des PAP qui auront un pouvoir d'achat relativement élevé.

Pour minimiser ces risques de conflits, il est important de sensibiliser les PAP sur le bon usage de leurs indemnités et sur le respect du bon voisinage.

## **VII. CARACTERISTIQUES DES POPULATIONS AFFECTEES PAR LE PROJET**

Au terme de la mission d'actualisation des données, ce sont au total **1226 ménages affectés** qui ont été profilés. Leurs caractéristiques socio-économiques sont ci-dessous présentées. L'effectif total des PAP se compose de 988 ménages et de 13 personnes morales dont 12 structures étatiques et 1 communauté villageoise.

### **7.1. Taille des ménages affectés par le projet**

Entre 2007 et 2012, la population totale de la Guinée est passée de 9,7 à 11,3 millions – un taux de croissance annuel de la population de 3,1 %. L'indice de fertilité demeure élevé avec 5,1 enfants par femme.

Au terme de l'enquête d'actualisation des données, il a été identifié 1226 ménages affectés par le projet pour une population totale de 11 603 personnes, soit une taille moyenne d'environ 09 personnes par ménage. Les ménages sont généralement gérés par des hommes vivant avec une ou plusieurs épouses et leurs enfants respectifs au sein de la même propriété. On n'a relevé que très peu de ménages gérés par des femmes.

Le tableau ci-dessous donne la répartition par localité des ménages et population affectés par le projet.

**Tableau 14: Répartition par localité des ménages, personnes et population affectés**

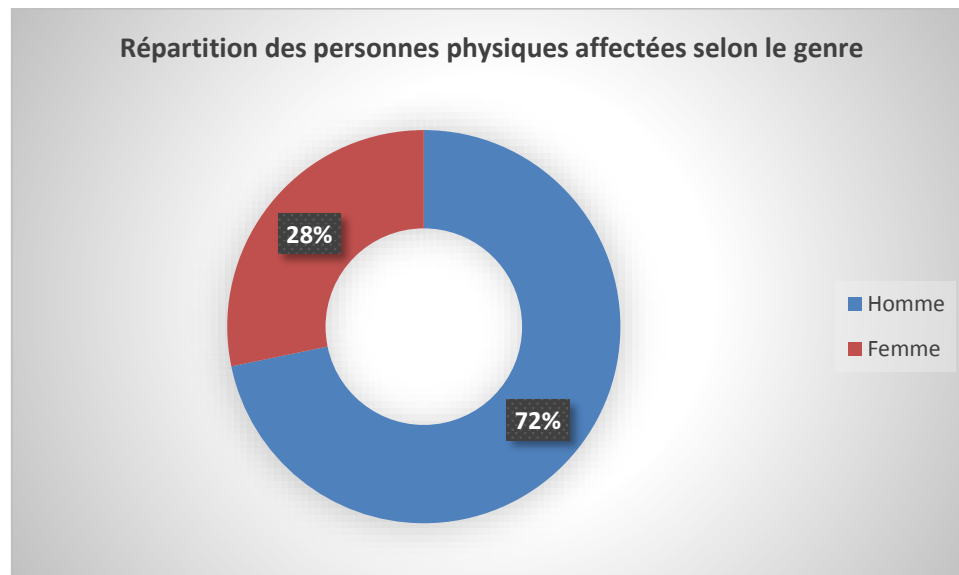
	Nombre de ménages	Population totale dans les ménages affectés
Gouéla	15	144
Bourata	24	279
Doromou	23	267
Gbié	30	266
N'zoo	231	1522
Kéoulénta	39	448
Gouamo	11	87
Gbakoré	51	469
Fromota	6	74
Kèmèta	3	22
Wéyakoré	85	859
Gogota	104	1220
Lola Centre	599	7051
<b>TOTAL</b>	<b>1221</b>	<b>12708</b>

*Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP*

## 7.2. Répartition des PAP selon le genre et l'âge

L'enquête d'actualisation des données socio-économiques des PAP indique que les chefs de ménage affectés par le projet sont à 72% des hommes et 28% des femmes, comme l'illustre bien la figure ci-dessous.

**Figure 4: Répartition des personnes physiques affectées par le projet selon le genre**



*Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP*

Les femmes sont surtout présentes dans le secteur du commerce, tandis que les hommes sont majoritairement propriétaires de bâtis, de parcelles de terre et d'exploitations agricoles.

### **7.3. Activités socio-économiques des PAPs**

Les principales activités économiques dans la zone du projet sont basées sur la terre : agriculture et petits élevages (poulets, chèvres, etc.). Les communautés locales de la zone dépendent traditionnellement de l'agriculture vivrière, parfois dite « de subsistance » et des terres de qualité sont nécessaires au succès de ces activités. Les activités agricoles comprennent la production de céréales pendant la saison des pluies – particulièrement le riz, de tubercules (manioc, patates, etc.) et de cultures maraichères de rente (aubergine, gombo, tomates, oignons, etc.) cultivées pendant la première partie de la saison sèche (saison sèche fraîche), et parfois même pendant sa seconde partie (saison sèche chaude) dans le cas des piments. L'ananas est également une source de revenus secondaires importante. Les cultures de rente sont le café, le cacao, l'hévéa et le cola.

La pratique du petit élevage existe dans la zone (chèvres, poulets, et canards) mais son importance économique est bien moindre qu'en d'autres régions de Guinée.

Ces moyens d'existence sont complétés par l'exploitation de divers produits forestiers (pour la vente ou la consommation) comme la collecte de noix de palme qui permet de produire de l'huile, la collecte de fruits forestiers endémiques (baobab, poivre guinéen, néré, etc.), ou d'arbres fruitiers introduits tels que le manguier, l'avocatier, le papayer, l'oranger.

La chasse (principalement agouti, cerfs communs, et autres petits animaux) fournit une source de revenus et une viande complémentaire mais son importance reste limitée.

Dans l'ensemble plusieurs types d'activités économiques, sources de revenus, seront affectés par le projet.

### **7.4. Identification des personnes vulnérables**

Les personnes vulnérables sont définies comme celles qui, en vertu de leur genre, appartenance ethnique, âge, handicap physique ou mental, désavantage économique ou statut social peuvent souffrir davantage du déplacement que d'autres personnes et qui présentent des capacités limitées à solliciter ou à obtenir une assistance à la réinstallation et autres avantages liés au développement.

Le projet prend en compte deux (2) types de « vulnérabilité » :

- Vulnérabilité préexistante : Ces personnes qui étaient vulnérables avant le début des activités du projet et de l'acquisition des terres ;
- Vulnérabilité induite par le Projet : Ces personnes qui ont été rendues vulnérables – ou dont la vulnérabilité préexistante a empiré – en raison des activités du Projet et de l'acquisition de terres.

Le Projet s'engage pour permettre à ces personnes économiquement et physiquement déplacées présentant des vulnérabilités préexistantes de bénéficier des activités mises en place par le Projet afin de compenser et gérer les impacts du déplacement et pour éviter ou atténuer dans tous les cas la vulnérabilité induite par le projet.

Cette section du PARC traite uniquement des vulnérabilités « préexistantes ». Les vulnérabilités induites par le Projet sont couvertes dans la section sur la restauration des moyens d'existence.



Une évaluation de vulnérabilité du quai de services a été menée en décembre 2013 pour identifier tous les ménages déplacés présentant des vulnérabilités préexistantes dans les zones du quai de services et du BP33. Cette évaluation a suivi une procédure en trois étapes :

- Étape 1 : établir les critères de vulnérabilité ;
- Étape 2 : employer les données de référence socio-économique et de suivi du PARC pour identifier ces ménages qui peuvent présenter une vulnérabilité préexistante ; et
- Étape 3 : valider les résultats d'autres consultations de l'étape 2 avec l'ONG et les membres du Comité Préfectoral de Suivi Environnemental et Social qui ont une connaissance complète des personnes affectées par le Projet et avec les informateurs principaux de la communauté, et pour identifier les exigences spécifiques pour l'aide aux plus vulnérables.

### **Étape 1 : Établir les critères de vulnérabilité**

Les ménages qui ont été identifiés comme potentiellement vulnérables suivent les critères ci-dessous:

- Femme chef de famille ;
- Chef de famille de plus de 60 ans ou de moins de 18 ans ;
- Le ménage est d'une culture, religion, ou tout autre état différent, les identifiant comme des « étrangers » avec des liens faibles aux lignages influents du village ;
- La dépendance économique d'autres ménages ou très faibles revenus du ménage ;
- Le ménage comprend une personne incapable de travailler à cause de son âge, d'une mauvaise santé, ou d'un handicap quelconque ;
- Une haute proportion de personnes dépendantes (personnes âgées, veuves, handicapés, etc.) dans le ménage ;
- Une vulnérabilité économique due au fait que les dépenses annuelles du ménage dépassent son revenu et/ou l'aide économique apportée à d'autres ménages ;
- Les ménages manquant d'un minimum de terre productive (avant les impacts du projet).

### **Étape 2 : Identifier ceux présentant un risque élevé de vulnérabilité (potentiellement vulnérable)**

Basé sur l'évaluation initiale de vulnérabilité, 884 ménages ont été identifiés comme ayant des personnes affectées par le Projet qui étaient à risque de vulnérabilité. Pendant la mise en œuvre des activités du PARC, l'ONG procédera à une étude approfondie sur les cas de vulnérabilité existants, en vue de déceler les cas les plus critiques.

### **Étape 3 : Vérifier la vulnérabilité et identifier l'aide complémentaire**

L'équipe de terrain pour la restauration des moyens d'existence visiteront les ménages potentiellement vulnérables pour déterminer si une aide complémentaire exceptionnelle était requise. Ces mesures complémentaires s'appuient étroitement sur le programme de restauration des moyens d'existence qui sera validé.

### **Activités d'assistance aux personnes vulnérables**

L'assistance aux ménages vulnérables affectés par l'acquisition foncière et la réinstallation comprend les mesures suivantes :

- identification des ménages vulnérables et identification de la cause et des effets de leur vulnérabilité, soit par le biais d'entrevues directes par un agent social du Projet ou de l'ONG chargée de la médiation et de l'assistance aux personnes vulnérables ;
- identification de l'assistance supplémentaire nécessaire aux différentes étapes du processus : négociation, compensation, déménagement, etc. ;
- suivi et poursuite de l'assistance après la réinstallation et/ou compensation supplémentaires, si nécessaire ;
- autre assistance spécialisée, selon les demandes et les besoins des ménages vulnérables.

Les aides peuvent comprendre, selon les cas :

- aide alimentaire temporaire ;
- assistance au déménagement ;
- aide médicale temporaire ;
- aide à la rescolarisation des enfants ;
- assistance à l'insertion sociale.

De façon spécifique, le Projet assiste les personnes vulnérables identifiées dans le cadre du processus de déménagement en leur fournissant des services de transport (leurs effets personnels sont transportés dans des véhicules du Projet vers le site de réinstallation). Les personnes vulnérables bénéficient également d'une assistance spécifique dans les négociations préalables à la compensation (comparution devant les commissions notamment et assistance à la compréhension des documents).

Un budget de 645 600 000 GNF est prévu pour l'assistance aux personnes vulnérables. Il sera géré par le Comité National d'Indemnisation en collaboration avec l'ONG chargée du suivi social des PAP et de la médiation, et sous la supervision du Comité de Suivi Environnemental et Social.

### **Suivi des ménages vulnérables**

Le Projet établit un programme spécial de suivi pour évaluer les progrès réalisés en termes d'assistance aux ménages vulnérables au cours du processus de compensation et réinstallation. Ce programme s'ajoute à d'autres processus de surveillance mis en œuvre au cours du processus de compensation et réinstallation.

Le Projet surveille l'état des ménages qui ont été identifiés comme étant vulnérables avant la relocalisation pendant trois ans après leur réinstallation. Durant la première année, la surveillance a lieu sur une base trimestrielle et comprend des entretiens semi-annuels avec toutes les personnes vulnérables. Passée la première année, des entretiens annuels sont effectués pour les deux années suivantes. Les informations clés devant être recueillies et présentées comprennent ce qui suit :

- nombre total de ménages vulnérables identifiés par le PARC ;
- recensement au cas par cas des ménages vulnérables ;
- type (s) de vulnérabilité ;
- type (s) d'assistance fournie ;
- les efforts visant à restaurer les moyens de subsistance, les réseaux sociaux et les niveaux de vie ;
- les ménages vulnérables qui n'ont pas été en mesure de restaurer leurs moyens de subsistance, leurs réseaux sociaux et/ou niveaux de vie.

Toutes les données sur les ménages vulnérables doivent être maintenues à jour dans la base de données du Projet.

### **7.5. Logements, infrastructures et services sociaux**

Les logements de la zone du projet sont des huttes et des maisons en pisé ou en parpaings. On trouve les huttes dans les hameaux avoisinant les terres agricoles. La plupart des huttes ont des toits en chaume et des murs de pisé ou de banco. Les maisons en pisé récentes ont parfois des toitures en tôle. Les briques de ciment (parpaing), qui sont les plus chères, ne sont que peu utilisées en milieu rural. Les propriétés consistent généralement en une maison principale accompagnée d'annexes distinctes (de plus petites habitations de pisé pour une co-épouse ou un membre de la famille) ainsi que des structures auxiliaires (par exemple une cuisine, un grenier à blé, des latrines, un poulailler).

Les villages de la zone du Projet vivent sans accès adéquat aux infrastructures physiques et sociales, notamment l'électricité, l'eau potable, et les services et installations de santé. Ceci reflète le taux extrêmement faible d'investissement dans les infrastructures sociales, avec seulement 0,7 % du PIB de la Guinée investi dans le secteur de la santé ; et 2,4 % du PIB investi dans l'éducation. Ceci en dépit des deux secteurs étant visés comme secteurs prioritaires pour l'investissement en vertu du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP III) de juillet 2013. Il faut se rendre à Lola Centre pour accéder aux services de santé, à l'éducation secondaire, aux marchés et établissements de crédit ruraux. L'université et l'hôpital public les plus proches sont situés à N'zérékoré, chef-lieu de Région.

Les établissements d'enseignement de la zone se limitent à une école primaire publique dans les villages. Les établissements d'enseignement secondaire et supérieur sont situés dans les centres urbains où on trouve également des établissements de santé, soit des cliniques, des pharmacies et un hôpital.

L'eau à usage ménager provient principalement de puits traditionnels et de forages ou pompes à motricité humaine.

### **7.6. Patrimoine culturel**

La réduction de la largeur de l'emprise du projet a permis d'éviter tous les sites culturels. Toutes, la proximité de certains sites nécessite plus d'attention pendant la phase des travaux. Pour apaiser les esprits protecteurs dans les localités riveraines, la tradition recommande l'organisation de cérémonies sacrificielles dont le coût total est de 26 908 000 GNF à la charge du projet.

### **7.7. Récapitulatif de l'inventaire des biens affectés par le projet**

A l'issue de l'enquête d'actualisation des données socio-économiques, on dénombre un effectif total de 101 PAP propriétaires des biens affectés par le projet qui sont répartis par localité dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 15: Répartition par localité des types de biens affectés par le projet**

	Bâtiment (y compris infrastructures)	Commerces et services	Champs agricoles	Propriétés foncières

Gouéla	10	8	4	4
Bourata	8	3	16	7
Doromou	13	3	11	11
Gbié	6	3	21	8
N'zoo	83	176	19	33
Kéoulénta	27	11	10	23
Gouamo	5	1	4	7
Gbakoré	26	10	23	20
Fromota	0	0	6	0
Kèmèta	0	0	3	0
Wéyakoré	53	40	17	48
Gogota	60	48	11	63
Lola Centre	203	489	2	144
<b>TOTAL</b>	<b>494</b>	<b>792</b>	<b>147</b>	<b>368</b>

**Source : Enquête d'actualisation des données socio-économiques d'avril 2018 réalisée par le MTP**

Les parcelles, champs agricoles et des bâtis occupent respectivement une superficie de 79,7998 ha, 68,4280 ha et 4,02 ha. Les champs totalisent 67 382 pieds de diverses cultures agricoles.

## **VIII. CADRE ORGANISATIONNEL DE MISE EN ŒUVRE DU PARC**

Une distribution bien définie des responsabilités institutionnelles s'impose afin d'assurer le succès de la mise en œuvre du PARC. Ce chapitre vise à décrire principalement les responsabilités légales des acteurs aux niveaux national et territorial dans les organes impliqués dans la mise en œuvre du PARC.

### **8.1. Organes d'exécution du PARC**

#### **8.1.1. Le Comité National de Suivi Environnemental et Social**

Conformément au décret D/2011/047/PRG/SGG du 25 février 2011, sur les fonctions et attributions du Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts, le BGEEE (Bureau Guinéen des Etudes et Evaluations Environnementales) sera le garant de la bonne conduite du présent PGES, qui inclut le PAR dont ce rapport fait l'objet. Il appuiera notamment la mise en place des Comités Préfectoraux de Suivi Environnemental et Social.

#### **8.1.2. Le Comité Préfectoral de Suivi Environnemental et Social**

Le Comité Préfectoral de Suivi Environnemental et Social mis en place par décision du Préfet, statut sur les griefs transmis par le Comité Local et lui donne si nécessaire des orientations. Il se compose de 18 membres dont :

- Un président, en la personne du Secrétaire chargé des collectivités décentralisées ;
- Un vice-président ;
- Un rapporteur ;
- 15 membres répartis dans les localités concernées par le projet.

### **8.1.3. Le Comité National d'Indemnisation**

Le Comité National d'Indemnisation (CNI) se compose de :

- Deux (02) représentants du Ministère des Travaux Publics, notamment le chef de Service Suivi de la mise en œuvre du PGES et un Agent de la comptabilité ;
- Un (01) représentant du Ministère de l'Economie et des Finances (pour la mise en place et la gestion du fonds destiné au projet).

### **8.1.4. Le Comité Préfectoral de gestion des plaintes**

Les Comités de Gestion des Conflits sont mis en place dans les principaux villages par décision n°015/PREF/LO/2018 pour enregistrer et traiter à premier niveau les plaintes portées à leur connaissance.

## **8.2. Procédures de mise en œuvre du PARC**

### **8.2.1. Mise en place du cadre organisationnel**

Dans le cadre de la mise en œuvre du PARC, il a été mis en place des organes intégrant à différents niveaux les représentants des structures impliquées dans le projet. Il s'agit notamment de/du :

- Comité National de Suivi du PGES dont la composition et l'activité de coordination dans la réalisation du projet créent les conditions favorables à la mise en œuvre du PARC ;
- Comité Préfectoral de Suivi Environnemental et Social dont la composition et la collaboration facilitent la tâche des autres organes de mise en œuvre du PARC ;
- Comité National d'Indemnisation en charge des négociations pour la signature des actes de compensation, et du paiement des indemnités, avec l'appui des deux premiers organes ;
- Comités de Gestion des Conflits mis en place dans les principaux villages par décision n°015/PREF/LO/2018 pour enregistrer et traiter à premier niveau les plaintes portées à leur connaissance.

Il est nécessaire de solliciter une Organisation Non Gouvernementale (ONG) pour assurer le suivi social et la médiation entre les PAP et les autres organes de mise en œuvre du PARC.

Le promoteur du projet (le Ministère des Travaux Publics) doit s'assurer de la représentativité effective des principales parties prenantes du projet, y compris les PAP, dans les organes mis en place. Il doit, en collaboration avec les autres partenaires, veiller à la mise en place de tous les organes dans les délais requis, de sorte à indemniser les PAP avant le démarrage des chantiers.

### **8.2.2. Actualisation des données et préparation des documents de compensation**

C'est une étape importante qui permet de traiter les omissions, fautes et les incohérences dans la base des données, aux de préparer les étapes de négociation et signature des actes de compensation.

La mise en œuvre de l'actualisation a démarré le 1<sup>er</sup> avril 2018 par l'identification des PAP et l'inventaire des biens dans l'emprise du projet qui a connu une modification. La collecte des données sur site a pris fin le 28 avril 2018 considéré comme date buttoir d'éligibilité. L'actualisation de la base de données se poursuivra après l'affichage des listings des PAP dans les localités riveraines, et même à l'étape des négociations avec les PAP pour fixer et approuver définitivement les montants d'indemnisation. Cette étape sera mise à profit pour vérifier et redresser les revenus déclarés par les

responsables des commerces et services, compte tenu d'importantes incohérences constatées dans la base de données.

Il est également recommandé de préparer les séances de négociation et signature des actes de compensation, et de paiement en élaborant les documents suivants :

- Le certificat de compensation comportant les nom et prénoms, la photo, le numéro de la pièce d'identité valide présentée et l'identifiant de la PAP, ainsi que les paramètres de calcul et les montants d'indemnisation des biens et services affectés par le projet. Le certificat de compensation requiert la signature conjointe de la PAP, du représentant de l'ONG et du responsable du Comité National d'Indemnisation ;
- Le procès-verbal de négociation, mentionnant l'identité et l'avis de la PAP, les références et montants d'indemnisation des biens et services affectés, qui sera co-signé par la PAP et le responsable du Comité National d'indemnisation ;
- Le reçu de paiement mentionnant l'identité et l'identifiant de la PAP, le montant d'indemnisation perçu et la mise en demeure de libération de l'emprise du projet dans le délai explicitement fixé.

#### **8.2.3. Validation du rapport du PARC**

Le document final du PARC sera soumis à la validation du Ministère des Travaux Publics dont les éventuelles observations seront prises en compte conformément à la législation nationale et aux exigences de la BAD. La validation portera essentiellement sur la cohérence du document, le cadre institutionnel et le budget de mise en œuvre du PARC. Cette validation conditionne le démarrage effectif des négociations et signature des actes de compensation avec les PAP.

#### **8.2.4. Négociation, établissement et signature des actes de compensation**

Cette étape consistera à présenter aux PAP, sur une base individuelle, les résultats de l'estimation des pertes les concernant et de déterminer d'un commun accord si l'indemnité est acceptable. La divulgation de l'estimation sera accompagnée d'une présentation des hypothèses de calcul afin que les personnes affectées puissent évaluer le bien-fondé de la compensation offerte.

Organisée avec le concours de l'ONG, les négociations se dérouleront sur le site du projet, précisément dans les localités riveraines impactées. Elles seront libres et individuelles, et sanctionnées par un procès-verbal (PV) co-signé par la PAP concernée et le responsable du Comité National d'Indemnisation.

S'il y a accord suite aux négociations avec les PAP, les certificats de compensation seront traités et établis automatiquement en cinq (05) exemplaires et co-signés par :

- la personne affectée par le projet ;
- le responsable du Comité National d'Indemnisation ;
- le représentant de l'ONG à titre de témoin ;
- le président du Comité Préfectoral de suivi Environnemental et Social.

Les certificats de compensation signés et les autres documents annexes constituent pour une PAP, un dossier d'indemnisation dont une copie sera remise à chaque signataire, après le paiement des indemnisations.

Dans la perspective où il serait impossible d'arriver à un accord, les négociations se poursuivront devant un médiateur accepté par les deux parties. La recommandation du médiateur ne sera pas exécutoire, mais représentera la dernière option avant qu'un litige ne soit officiellement enregistré. Les questions litigieuses devront alors être référées au processus légal de règlement des litiges.

#### **8.2.5. Procédure de paiement des compensations en numéraire**

Lorsqu'une entente est conclue sur l'indemnisation proposée, les dossiers d'indemnisation sont traités et mis en paiement par l'ordonnateur qui mobilise les fonds, afin de permettre au Comité National d'Indemnisation de procéder à la remise des chèques ou au versement des indemnités, le cas échéant. Toute indemnité devra être versée avant que la personne affectée ne perde la propriété des biens visés par l'entente ou qu'elle ait à déménager.

Le dossier de paiement des indemnisations comprendra, entre autres documents :

- la photocopie de la pièce d'identité valide présentée par le bénéficiaire lui-même ;
- les certificats de compensation visés successivement par la PAP, le responsable du CNI, le représentant de l'ONG, et le président du Comité de Suivi Environnemental et Social ;
- la fiche de programmation du paiement des indemnisations (qui précise les échéances ou tranches de paiement) ;
- le reçu d'indemnisation ou de remise de chèque portant le nom du bénéficiaire et le montant de l'indemnisation, et co-signé par le bénéficiaire et le payeur de la CE-PAR ;
- le procès-verbal de négociation co-signé par le bénéficiaire et le responsable du CNI ;
- la photocopie du chèque remis (éventuellement) avec décharge de la PAP bénéficiaire ;
- etc.

Le paiement des compensations ou la remise des chèques se fera sur place à Lola ou dans les localités concernées, suivant un programme préétabli. Dès réception des indemnités, les PAP s'engagent à libérer les sites dans un délai déterminé (en général, trois mois pour les ménages résidant dans l'emprise et deux semaines pour les activités économiques). Compte tenu de l'urgence des travaux, un mois sera accordé aux ménages résidents de retrouver des logements temporaires pour lesquels le PARC prévoit le paiement de six mois de loyer forfaitaire, avant de retrouver leurs logements permanents. Il est à noter que la remise de chèque ou le paiement de l'indemnisation a lieu sur présentation directe de l'intéressé, muni de sa pièce d'identité valide.

La réception sans réserve de l'indemnisation par la personne affectée libérera le Maître d'ouvrage du projet de ses obligations de compensation à l'exception de celles relatives au suivi-évaluation de l'exécution du PARC.

#### **8.2.6. Suivi du remplacement des infrastructures publiques**

Le Comité National de suivi du PGES et le Comité National d'Indemnisation veilleront au remplacement des infrastructures publiques affectées par le projet, en s'assurant de la réalisation des études et des travaux nécessaires.

#### **8.2.7. Suivi de la réinstallation des PAP**

Cette activité consiste pour le CNI et le Comité de National de Suivi Environnemental et Social à s'assurer que toutes les PAP ont retrouvé un logement adéquat et repris leurs activités génératrices de revenus.

#### **8.2.8. Suivi de la libération de l'emprise de la route**

Le CNI assurera le suivi de la libération des emprises et veillera également à la bonne exécution du déplacement et de la réinstallation des personnes concernées. Un procès-verbal (PV) de libération d'emprise et un constat d'Huissier seront élaborés à chaque étape de cette opération en vue d'en faire le point au Maître d'Ouvrage et au Comité de Suivi Environnemental et Social.

Le CNI assurera en outre, le contrôle et le suivi des études techniques et travaux d'aménagement du site de réinstallation, sous la responsabilité du Maître d'ouvrage. Elle identifiera également les équipements et infrastructures nécessaires à l'amélioration du nouveau cadre de vie des personnes déplacées.

Afin que chaque PAP puisse suivre l'évolution des diverses étapes de réinstallation qu'il devra entreprendre et que le programme de suivi du projet puisse suivre l'avancement des étapes pour chaque PAP, une fiche décrivant les étapes à suivre avant d'être définitivement réinstallée pourra être remise à chaque PAP. Ces fiches pourront indiquer, par exemple, le montant négocié des indemnités, le paiement desdites indemnités, et le moment où chaque PAP pourra prendre possession des compensations qui lui auront été offertes, telles que le paiement des indemnités, le terrassement des sites de réinstallation, etc. Cette fiche sera conçue de telle sorte à comprendre des parties détachables qui pourront être remises aux diverses parties selon l'avancement des étapes.

#### **8.2.9. Traitement des dossiers sans constat d'indemnisation**

Le CNI veillera à communiquer au tribunal tous les dossiers non liquidés pour cause d'absence, de décès et/ou de litige, afin de consigner et sécuriser les indemnités non payées au trésor public. Le point des dossiers transmis au tribunal et des indemnisations consignées doit être intégré aux rapports périodiques transmis au Maître d'ouvrage et au Comité de Suivi Environnemental et Social. Les PAP ou leurs ayant droits dans cette situation, seront, le cas échéant, informés et sensibilisés sur la procédure de réclamation de leurs dus.

### **IX. ELIGIBILITE DES PAP A LA COMPENSATION DES PERTES**

#### **9.1. Eligibilité**

Les personnes éligibles à une compensation sont les personnes affectées par le projet. Pour rappel, par le terme « Personne Affectée par le Projet » (PAP), il faut considérer toute personne affectée de manière négative par le Projet. Par conséquent, il s'agit de personnes qui, du fait du Projet, perdent des droits de propriété, d'usage, ou d'autres droits sur un bâtiment, des terres (résidentielles, agricoles ou de pâturage), des cultures annuelles ou pérennes, ou tout autre bien meuble ou immeuble, en totalité ou en partie et de manière permanente ou temporaire. La BAD considère que les personnes éligibles sont celles qui :

- Possèdent des droits légaux sur les terres, y compris les droits coutumiers et



- traditionnels;
- Ne possèdent pas des droits légaux sur les terres au moment du recensement mais ont
- sur ces terres ou biens un droit de jouissance reconnu ou certaines revendications ;
- Occupent les terres, bien que n'ayant pas sur elles un droit légal.

En outre, la seconde condition requiert que les personnes affectées par le projet sont éligibles à la compensation à partir d'une date précise appelée date limite d'attribution des droits ou date butoir déterminée sur la base du calendrier d'exécution des opérations de recensement des PAP et d'inventaires des biens impactés, et notifié par la publication de l'acte déclaratif d'utilité publique de la zone du projet. Au-delà de cette date, l'occupation et/ou l'exploitation d'une terre ou d'une ressource visée par le projet ne peut plus faire l'objet d'une indemnisation.

## **9.2. Date butoir d'éligibilité**

Le recensement des PAP et l'inventaire des biens impactés réalisés par le MTP ont été mis en œuvre du 1er au 28 avril 2018. La date-butoir d'éligibilité retenue est le 28 avril 2018.

## **X. EVALUATION ET INDEMNISATION DES PERTES**

Il existe au niveau central des grilles de calcul pour l'évaluation des valeurs de la plupart des biens et produits. Ces grilles ont généralement été élaborées à l'occasion de la réalisation d'importants projets de développement. Elles sont bien souvent anciennes et méritent une actualisation compte tenu de la variation dans le temps et au niveau géographique des valeurs des produits agricoles notamment. La grille relativement récente retenue dans le cadre du présent projet est celle appliquée en 2012 par la société RINO TINTO.

La méthodologie de calcul des taux, l'étude de marché ainsi que les taux approuvés sont expliqués en détail dans les comptes rendus suivants :

- Détails des calculs de la Matrice et justification de compensation, INSUCO, mai 2012.
- Logique et justification du budget et taux de compensation pour le quai de services (PMOF), Rio Tinto, 16 juillet 2012.
- Liste des taux approuvés et appliqués dans le cadre des indemnisations financières requises pour la réalisation des travaux préparatoires du Projet Simandou, Rio Tinto, février 2013.

Ce chapitre traite de l'évaluation et de l'indemnisation des pertes subis par les personnes identifiées dans les localités traversées par la route projetée. Il est question ici de présenter la méthodologie d'évaluation des terres, cultures, bâtis, des revenus tirés des commerces et services, et des cérémonies sacrificielles.

## **10.1. Méthodologie d'évaluation des pertes**

### **10.1.1. Terres**

L'évaluation à ce niveau a porté sur deux types de terre qui ont des valeurs différentes : il s'agit des terres rurales et des terres urbaines.

#### 10.1.1.1. Terres rurales

L'évaluation des terres agricoles a consisté pour les agents enquêteurs à délimiter les parcelles par l'ouverture de layons et à prendre les mesures par le biais d'un ruban de mesure de chacune des parcelles en présence de leurs propriétaires et des voisins respectifs. L'inventaire se poursuit par l'identification du propriétaire et de la détermination de la superficie de la parcelle concernée.

Pour la détermination du coût d'indemnisation pour perte de terres rurales, seule les PAP propriétaires terriens reconnues comme telles dans les localités traversées par la route sont bénéficiaires, en rapportant à la superficie affectée le prix unitaire de **20 000 GNF/m<sup>2</sup>**. A l'exception de Lola Centre (qui est un centre urbain) ce taux est appliqué aux parcelles affectées par le projet dans toutes les localités traversées.

#### 10.1.1.2. Terres urbaines

L'évaluation des terres en zone urbaine a suivi la même méthode que celle adoptée pour les terres rurales. Les propriétaires identifiés bénéficieront chacun d'une indemnisation calculée sur la base du prix unitaire **de 50 000 FCFA/m<sup>2</sup>** rapporté à la superficie totale affectée.

A l'issue de l'enquête socio-économique, les propriétaires de terres interrogés ont quasi-unaniment manifesté leur préférence pour une indemnisation en numéraire.

### 10.1.2. Cultures agricoles

L'inventaire des cultures agricoles dans l'emprise du projet, réalisé sur la période du 1er au 28 avril 2018, à consister à :

- délimiter les parcelles agricoles par des ouvertures de layons,
- prendre les mesures de chacune d'elles par le biais d'un ruban de mesure pour en déterminer les superficies respectives, ou procéder directement au comptage des pieds de cultures dans les limites des champs affectés,
- faire l'état des lieux par l'identification des cultures, l'évaluation de leur âge et taux d'occupation.

Pour chaque parcelle agricole, ces opérations se sont déroulées en présence du propriétaire identifié ou de son représentant, et des voisins de champ avec lesquels il fait évidemment limite.

Selon qu'il s'agisse de cultures annuelles, bisannuelles, biannuelles, de cultures pérennes en production ou non, les formules de calcul se présentent comme suit :

- **Calcul de la valeur des cultures annuelles, bisannuelles, biannuelles** : la perte est estimée en fonction de la superficie comme suit :  $C = P \times R \times S$ , avec C = Compensation pour la perte de la récolte sur pied (en GNF) ; P = Prix de détail du produit récolté (en GNF / kg) ; R = Rendement de culture par unité de superficie (en kg / ha) et S = Superficie cultivée (en ha)
- **Calcul de la valeur des cultures pérennes** : l'indemnisation des cultures pérennes est basée sur le calcul de leur valeur de remplacement : on multiplie le rendement moyen annuel de production (R) par le prix de détail de la production (P) et par le temps nécessaire pour qu'un arbre atteigne son niveau de production adulte (D). Pour toutes les cultures pérennes identifiées, on retrouve souvent dans les localités des arbres isolés ou en petits groupes, plus rarement de véritables plantations d'un seul tenant. Aussi nous considérerons pour chaque culture un rendement ramené à un arbre et non pas à une unité de superficie. Dans la plupart

des cas, les arbres considérés ont été volontairement plantés par leur propriétaire et il est donc nécessaire de compenser également les coûts relatifs à la mise en place de la culture.

A partir du rapport d'INSUCO de mai 2012, la formule est la suivante :  $C = (P \times R \times D) \pm CP$ , Où :

- C = taux de compensation
- P = prix sur le marché (par kilogramme ou litre, etc.)
- R = rendement annuel moyen
- D = temps pour qu'un arbre atteigne une production adulte
- CP = coûts d'établissement

Une fois que le taux de compensation est calculé pour un arbre adulte totalement mature, les taux de compensation pour les autres catégories d'âge des arbres sont calculés comme pourcentage du taux adulte, comme présentés dans le tableau suivant :

Etat de maturité de l'arbre	Pourcentage appliqué aux arbres à l'intérieur des plantations	Pourcentage appliqué aux arbres en dehors des plantations
Plant (coût compris dans l'intervalle)	45 500 – 82 500 GNF	45 500 – 82 500 GNF
Jeune non productif	42 % de l'adulte	21 % de l'adulte
Jeune productif	78 % de l'adulte	39 % de l'adulte
Arbre adulte	100% Arbre adulte	100% Arbre adulte
Arbre adulte sénile	50 % de l'adulte	50 % de l'adulte

Les catégories d'âge pour les arbres sont les suivantes :

- Plant (moins de 1 an)
- Jeune non-productif
- Jeune productif
- Arbre adulte
- Arbre adulte sénile

Pour toutes les cultures agricoles identifiées, la valeur d'un pied isolé est présentée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 16: Barème appliqué aux spéculations agricoles identifiées dans l'emprise du projet**

Spéculation	Prix unitaire/pied (GNF)
Caféier	55 100
Colatier	55 100
Cacaoyer	55 100
Bananier	15 100
Ananas	15 100
Oranger	48 100
Manguier	48 100
Avocatier	48 100

Hévéa	56 100
Palmier à huile	52 500
Papayer	45 500
Goyavier	45 500
Gingembre	625

### 10.1.3. Bâtiments

L'évaluation des bâtiments a été confié à la Direction préfectorale de l'habitat dont les principales tâches ont consisté à :

- faire le métré des bâtis identifiés dans l'emprise du projet ;
- faire l'état des lieux des bâtis et du foncier ;
- calculer le coût des bâtis en multipliant le prix unitaire au mètre carré par la surface totale bâtie.

Le calcul de la valeur des bâtiments est fait à partir des matériaux utilisés pour en confectionner les différents éléments (mur, toit, sol). Cependant les valeurs prises en compte dans le présent PAR sont les coûts de reconstruction en remplacement. L'existence de menuiseries et d'équipements ou finitions particulières sont également à prendre en compte.

Pour les infrastructures eau et assainissement, une estimation est donnée pour des puits, des puits améliorés et des forages (hors pompe), des pompes manuelles, des fosses de différentes qualités et des sources.

Sur la base de ces calculs, le barème retenu fixe un prix unitaire au mètre carré selon qu'il s'agisse d'un bâtiment pour habitation en dur (ciment), en semi dur, en banco, d'un hangar, ou d'un bâtiment dédié au petit commerce, au moyen commerce ou moyenne activité, et au grand commerce ou grande activité. Le tableau ci-dessous présente les prix unitaires par type de bâti.

Types de bâtis	Prix unitaire/m <sup>2</sup> ou unité de bâti (GNF)
Bâtiment en dur	360 000 GNF/m <sup>2</sup>
Bâtiment en semi-dur	292 000 GNF/m <sup>2</sup>
Bâtiment en banco	225 000 GNF/m <sup>2</sup>
Hangar	110 000 GNF/m <sup>2</sup>
Bâti abritant de petit commerce	1 000 000 GNF/Bâti
Bâti abritant une moyenne activité	2 000 000 GNF/Bâti
Bâti abritant une grande activité	3 000 000 GNF/Bâti

### 10.1.4. Revenus tirés des commerces et services

Les revenus tirés des commerces et services sont difficiles à évaluer, compte tenu de l'absence de documents comptables qui ouvre la voie à des déclarations plus ou moins tendancieuses. Dans tous les cas, il existe une perte de revenus à compenser sur la base des déclarations. A cet effet, les propriétaires de commerces et services bénéficieront d'un mois de bénéfice déclaré en compensation de la perte de revenu qu'ils subiront pendant leur déménagement. Toutefois, avant tout paiement, les bénéfices déclarés nécessiteront vérifications et ajustements à l'étape des négociations et signature des actes de compensation.

### 10.1.5. Patrimoine culturel

Les sites culturels identifiés ne sont pas dans l'emprise directe du projet, mais, pour certains à proximité de la route. Mais, suivant la tradition, il est nécessaire d'organiser des cérémonies sacrificielles pour conjurer le mauvais sort et demander la bénédiction des esprits protecteurs des localités riveraines de la route. L'évaluation des charges relatives aux cérémonies se rapporte essentiellement à l'identification auprès des autorités coutumières des villages riverains des éléments constitutifs de l'organisation des cérémonies sacrificielles. Le coût de ces éléments est déterminé par rapport à leur valeur marchande.

Le coût total des sacrifices demandés par l'ensemble des 13 localités est de 26 908 000 GNF répartis dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 17: Récapitulatif de l'évaluation du coût d'organisation des cérémonies sacrificielles**

Désignation des éléments constitutifs	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total (GNF)
Bœuf	Unité	1	3 000 0000	3 000 000
Mouton	Unité	12	1 000 000	12 000 000
Poulet	Unité	13	50 000	650 000
Sac de riz	Unité	13	300 000	3 900 000
Vin de palme	Litre	130	1 600	208 000
Sac de 5 kg de cola	Unité	13	50 000	650 000
Condiments	Localité	13	500 000	6 500 000
<b>TOTAL</b>				<b>26 908 000</b>

## 10.2. Stratégie de compensation

### 10.2.1. Principe de base

Les principes de base auxquels s'engage le Ministère des Travaux Publics représentant l'Etat guinéen, promoteur du Projet, en matière de compensation et de réinstallation sont les suivants :

- L'acquisition foncière, les compensations et les opérations de réinstallation sont effectuées conformément à la loi guinéenne, à la Garantie opérationnelle 2 de la BAD en matière de déplacement involontaire.
- Lorsque les exigences de la loi guinéenne diffèrent des normes de la BAD, les normes les plus rigoureuses s'appliquent.
- Les personnes affectées sont éligibles à une compensation si leurs biens ou moyens de subsistance sont affectés au moment de la date butoir (28 avril 2018).
- Prise en compte à la fois des déplacements physiques et économiques des populations : les impacts de l'acquisition permanente ou temporaire de terres sur les biens et les moyens de subsistance seront atténués en tenant compte aussi bien du déplacement physique qu'économique.
- Les droits fonciers coutumiers et informels sont pris en compte : les propriétaires coutumiers sont éligibles à une compensation en nature ou en numéraire pour la perte de droits fonciers coutumiers, sous forme de terres de remplacement ou de compensation en numéraire.

- Les maisons d’habitation et autres biens immobiliers, ainsi que les terres ou les cultures font l’objet d’une compensation à la pleine valeur de remplacement, à savoir la valeur marchande plus les coûts de transaction.
- Les moyens de subsistance affectés seront au minimum restaurés et, de préférence, améliorés et les conditions de vie des ménages déplacés seront améliorées.
- Les compensations seront versées directement aux ménages ou aux personnes affectées avant l’entrée dans les terres.
- Une assistance spécifique sera mise en place pour les personnes vulnérables.
- La mise en œuvre et les résultats du PAR seront suivis, évalués et présentés dans le cadre d’un processus transparent impliquant des parties indépendantes.
- Un mécanisme efficace et adapté de gestion des plaintes sera mis en œuvre et audité indépendamment à intervalles réguliers.
- Les PAP et les communautés affectées seront engagées, informées et consultées pendant la période d’élaboration, de mise en œuvre et d’évaluation du PAR.

Sur la base de ces principes, des options de compensations ont été discutées avec les parties prenantes, et ce pour chaque type de bien. Pour chacun d’eux, une ou plusieurs options seront proposés laissant ainsi une certaine liberté de choix à la PAP tout en lui assurant une garantie de maintien et d’amélioration de ses moyens de subsistance. A l’exception des infrastructures publiques à reconstruire, la compensation en numéraire est l’option retenue par la quasi-totalité des PAP, même déplacées physiques.

#### **10.2.2. Matrice des droits à compensation**

Le tableau ci-dessous est la matrice d’éligibilité, elle récapitule de manière synthétique quels sont les droits ouverts pour les différents types de biens affectées en fonction du type de PAP.

**Tableau 18 : Matrice des droits à compensation**

Type de PAPs	Type d'impact	Nombre de ménages	Conditions d'éligibilité	Compensation
Propriétaires de bâtis résidents	Habitation - Bâtis	423	Avoir été recensé avant la date-butoir	<p>Indemnisation du bâtiment à la valeur de remplacement</p> <p>Allocation de relogement temporaire pour 6 mois de loyer (500 000 GNF x 6 = 3 000 000 GNF)</p> <p>Allocation de déménagement pour deux déménagements (400 000 GNF x 2 = 800 000 GNF)</p> <p>Facilitation de l'accès à des terres résidentielles en liaison avec les autorités administratives et coutumières</p>
Propriétaires de bâtis pour services publics	Bâtis	04	Avoir été recensé avant la date-butoir	<p>Reconstruction des bâtiments à la valeur de remplacement expertisée</p> <p>Facilitation de l'accès à des terres résidentielles en liaison avec les autorités administratives et coutumières</p>
Infrastructures	Forages et puits	05	Avoir été recensé avant la date-butoir	<p>Remplacement des infrastructures à la valeur expertisée</p> <p>Facilitation de l'accès à des terres résidentielles en liaison avec les autorités administratives et coutumières</p>

Type de PAPs	Type d'impact	Nombre de ménages	Conditions d'éligibilité	Compensation
Propriétaires de terres urbaines	Terres urbaines	128	Avoir été recensé avant la date-butoir et disposer d'un permis d'occuper ou document similaire émanant de l'autorité compétente, et/ou d'un acte d'achat ou de propriété délivrée par le promoteur du lotissement	Indemnisation des terres à la valeur de remplacement au taux de 50 000 GNF/m <sup>2</sup>
Propriétaires rurales	Terres rurales	300	Avoir été recensé avant la date-butoir et être reconnu comme propriétaire coutumier par les autorités coutumières de la zone	Purge des droits coutumiers selon la procédure en vigueur dans le cadre du foncier rural au taux de 20 000 GNF/m <sup>2</sup>
Usagers agricoles (propriétaires et non propriétaires terriens)	Revenus agricoles	115	Avoir été recensé avant la date-butoir en tant que propriétaire des cultures sur une terre dont la personne est propriétaire ou non	Indemnisation des cultures sur la base du barème retenu
Propriétaires de commerces et services générateurs de revenus	Revenus tirés des activités	613	Figurer sur la liste des PAP établie avant la date buttoir	Compensation des revenus perdus sur la base d'un mois de bénéfice déclaré pour suspension de l'activité lors des déménagements



### **10.2.3. Compensation en numéraire**

La compensation en numéraire retenue par la quasi-totalité des PAP concerne notamment les catégories suivantes :

- Les propriétaires de terres rurales et urbaines ;
- Les exploitants agricoles ;
- Les propriétaires de bâti résidents ou non ;
- Les propriétaires de commerces et services.

Les montants d'argent perçus par ces PAP sont logiquement destinés au remplacement ou à la restauration de leurs biens perdus. Il s'agira, pour les déplacées physiques de reconstruire leurs logements sur des sites hors emprise du projet, et pour les exploitants agricoles et propriétaires de commerces et services de reprendre leurs activités ailleurs aux fins de restaurer leurs sources de revenus.

### **10.2.4. Compensation en nature**

La compensation en nature concerne essentiellement les infrastructures publiques ou communautaires affectées par le projet. Il est question ici d'utiliser la valeur monétaire de remplacement de ces infrastructures pour entreprendre des travaux de reconstruction sur des sites adéquats pour assurer la continuité du service public nécessaire pour les populations et les institutions de la république.

Les travaux porteront sur la réalisation de quatre (4) forages, d'un puits communautaire, de bâtiments sur quatre (4) sites militaires et paramilitaires, d'un bloc marché, d'une tribune, de bâtiments communautaires pour la jeunesse et pour la santé. Il est nécessaire d'identifier avec les parties concernées, les sites adaptés pour accueillir ces infrastructures.

### **10.2.5. Mesures d'accompagnement et de restauration des moyens d'existence**

Le PARC prévoit des mesures d'accompagner pour faciliter le déplacement et la réinstallation des PAP, en vue de la libération de l'emprise du projet. Les mesures retenues se présentent comme suit :

- Une allocation de déménagement aux ménages déplacés physiques ;
- Une allocation de six (6) mois de loyer mensuel aux ménages déplacés physiques pour un relogement temporaire ;
- Une provision pour apporter, le cas échéant, une assistance aux personnes vulnérables ;
- Une provision forfaitaire destinée à faciliter l'aménagement de sites de réinstallation définitive des déplacés physiques ;
- Une allocation pour l'organisation des sacrifices dans les localités riveraines de la route.

La principale mesure de restauration de moyens d'existence est relative à l'assistance financière prévue pour les propriétaires de commerces et services en difficulté dans leurs efforts de restauration de leurs sources de revenus. C'est une enveloppe représentant 10% du montant total des revenus mensuels des propriétaires de commerces et services à compenser dans le cadre du présent PARC.

## **XI. IDENTIFICATION ET PREPARATION DES SITES DE REINSTALLATION**

Quatre cent vingt-trois (423) habitations dont 400 avec activités économiques devront être déplacées au moment de la mise en œuvre du projet. Ces maisons sont réparties dans toutes les localités riveraines de la route, à l'exception des localités de Fromota et Kèmèta.

En principe, il est nécessaire d'identifier, avant le démarrage des travaux de construction de la route, des sites de réinstallation dans chacune des 11 localités concernées par le déplacement physique de PAP. Mais, la préférence de l'ensemble des ménages pour la compensation en numéraire, implique qu'il n'est pas nécessaire de rechercher des sites de réinstallation, en dehors de ceux dédiés aux infrastructures publiques.

Dans le cadre du présent PARC, aucun site de réinstallation de ménages n'a été identifié, et la gestion des réinstallations sera réalisée au cas par cas dans les localités concernées. Dans tous les cas, une provision sera disponible pour faciliter, le cas échéant, l'aménagement de sites devant accueillir un nombre relativement important de ménages.

### **11.1. Identification, choix et la préparation des sites de réinstallation**

Concernant les infrastructures publiques ou communautaires, à défaut de reconstruire les bâtiments à proximité des anciens affectés par le projet, le PARC ou le Comité National de Suivi Environnemental et Social veillera au choix consensuel de sites adaptés dans les localités bénéficiaires. Le choix des sites dédiés à la réalisation des forages devra être validé par des compétences reconnues.

Les sites d'habitation seront choisis individuellement par les ménages concernés. Toutefois, il leur appartiendra de veiller au choix de sites adaptés au maintien ou à l'amélioration de leurs moyens d'existence, notamment leurs sources de revenus.

Quel que soit le type de site recherché, les services préfectoraux de l'habitat et de l'urbanisme peuvent être mis à contribution pour faciliter l'identification de sites adaptés. Les organes d'exécution du PARC veilleront à la réinstallation complète des PAP identifiées dans l'emprise du projet.

### **11.2. Programmation de la réinstallation physique**

La réinstallation physique se fera en deux principales étapes : le relogement temporaire et la réinstallation définitive.

Le relogement temporaire consiste à allouer à chaque ménage concerné un montant forfaitaire équivalent à six (6) mois de loyer mensuel (fixé à 500 000 GNF/mois), afin de faciliter la libération de l'emprise dans un délai d'un mois à compter du versement de l'indemnité attendue. Durant la période de six, le PARC versera mensuellement ou en une seule tranche le montant total des six mois de loyers, en plus de l'allocation de déménagement fixée à 400 000 GNF par ménage.

La réinstallation définitive interviendra au terme des six (6) mois de relogement temporaire. Ce délai est suffisant pour chaque ménage d'achever sa maison de relogement définitif. L'aménagement des ménages dans les logements définitifs donnera droit à une deuxième indemnité ou allocation de déménagement fixée également à 400 000 GNF par ménage.

La réinstallation économique se fera concomitamment sur la même période, en accordant une indemnité d'un mois de revenu déclaré pour compenser la perte subie lors du déménagement. Les propriétaires des activités disposent de deux semaines pour libérer l'emprise du projet, après le paiement de leurs indemnisations liées à la perte de sources de revenus.

Durant toute la période de déplacement et de réinstallation des PAP, l'ONG assurera le suivi social des opérations et veillera à la prise en compte des besoins et préoccupations des personnes vulnérables concernées par le projet.

### **11.3. Mesures de prévention des afflux sur les sites de réinstallation**

Dans le cadre du présent PARC, la réinstallation individuelle privilégiée par les PAP n'offre pas de possibilités d'afflux importants dans les zones d'accueil, même si des relogements groupés peuvent être envisagés le cas échéant dans certaines localités.

Dans tous les cas, il n'y aura de modification démographique majeure, dans la mesure où il s'agira d'un mouvement interne avec les mêmes personnes. Toutefois, il est nécessaire pour l'ONG de poursuivre la sensibilisation relative à la gestion rationnelle des ressources naturelles environnantes, à la gestion des déchets produits, au maintien et à l'entretien du bon voisinage.

### **11.4. Régularisation des baux et transfert des titres de propriété aux PAP**

Les ménages déplacés prendront toutes dispositions utiles pour payer effectivement et correctement leur loyer durant la période de relogement temporaire et veilleront à l'établissement de leurs titres de propriété sur les sites de réinstallation définitive. Ils sont priés de saisir les organes de mise en œuvre du PARC en cas de difficultés avérées.

## **XII. LOGEMENTS, INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX**

### **12.1. Plans d'aménagement des sites**

L'aménagement des sites de réinstallation incombe individuellement aux PAP. Toutefois, en cas de réinstallation regroupée d'un nombre relativement important de PAP, le PARC envisage apporter son appui dans l'aménagement du ou des site(s) acquis, y compris ceux dédiés aux infrastructures publiques.

### **12.2. Plan des logements**

Les ménages, en disposant de leurs indemnités, pourront individuellement concevoir les plans de leurs nouvelles maisons, tout en veillant à ce que le montant d'indemnisation couvre les dépenses de reconstruction jusqu'à la finition. En principe, il ne doit pas avoir un écart significatif entre les plans des anciennes et nouvelles maisons.

### **12.3. Plans des infrastructures publiques**

A ce niveau, il n'y a pas de nouveaux plans à concevoir. Il est ici question de reproduire presque à l'identique les bâtiments publics et forages affectés par le projet.

### **12.4. Capacités et gestion des services sociaux**

Le déplacement des PAP et leur réinstallation sur place dans leurs localités de résidence habituelles respectives ne modifieront en rien la composition et la taille de la population. A cet égard, les services sociaux fonctionneront comme d'ordinaire, sans modification majeure de l'afflux des usagers. Toutefois, pour les problèmes et besoins connus des services sociaux, il appartient aux autorités compétentes de faire diligence aux fins du renforcement de leurs capacités à la satisfaction de tous.

### **XIII. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LES SITES DE REINSTALLATION**

Tout établissement humain dans une zone ou sur un site donné occasionnera inéluctablement des impacts plus ou moins importants sur les composantes naturelles et socio-économiques environnantes. A cet effet, il est nécessaire d'identifier les potentiels impacts et risques d'atteinte à l'environnement, en vue de proposer des mesures de protection et/ou de valorisation des composantes environnementales cibles.

#### **13.1. Identification des impacts et risques d'atteinte à l'environnement**

La réinstallation individuelle des PAP présente moins d'impact et de risques d'atteinte à l'environnement que la réinstallation groupée. Dans tous les cas, les impacts et risques d'atteinte à l'environnement possibles sont entre autres :

- L'érosion du sol susceptible d'être provoquée par le défrichement du site de réinstallation et ses environs ;
- L'exploitation abusive des ressources naturelles environnantes par la création de champs ou jardins potages, par l'exploitation des espèces fauniques et floristiques pouvant créer ou accentuer un déséquilibre écologique dans la zone de réinstallation ;
- La production et la gestion approximative de déchets pouvant polluer l'environnement immédiat et altérer la santé de la population riveraine ;
- La présence de nouvelles personnes dans la zone peut modifier les habitudes (concurrence dans les commerces et services, respect du bon voisinage, palabres d'enfants) et constituer une source de conflits sociaux.

#### **13.2. Mesures d'atténuation et de gestion des impacts et risques**

La principale mesure préconisée reste la sensibilisation et le suivi social des ménages déplacés et les premiers occupants de la zone de réinstallation. Cette activité est dévolue à l'ONG qui sera retenue pour conduire la mission de suivi social et de médiation. La sensibilisation portera sur :

- La gestion des déchets produits ;
- Le maintien et l'entretien du bon voisinage ;
- L'exploitation rationnelle des ressources naturelles ;
- La prévention et la gestion de probables conflits sociaux.

Les activités de l'ONG dans la gestion des impacts et mesures de protection de l'environnement des sites de réinstallation des ménages devront être documentées et mentionnées dans les rapports contractuels.

### **XIV. CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU PARC**

Le planning général de la mise en œuvre du Plan d'action complet de réinstallation est présenté dans le tableau ci-dessous :

Activité	Phase du projet	Pré construction												Construction																	
	Année	1												2												3					
	Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6
Mise en œuvre du PAR																															
Mise en place des comités préfectoraux et locaux;																															
Communication de la date butoir définitive et du mécanisme de gestion des plaintes et litiges au PAPs																															
Matérialisation physique de la zone d’emprise du corridor et annonce de la date butoir ;																															
Information des personnes affectées sur le montant des indemnisations et négociations																															
Etablissement des documents d’indemnisation																															
Exécution des compensations identifiées :																															
Identification, acquisition et préparation des sites de réinstallation																															
Déplacement et déménagement																															
Suivi et évaluation																															

## XV. COÛTS ET BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PARC

### 15.1. Récapitulatif des compensations

Le montant total des compensations est de 22 077 852 877 GNF réparti par rubrique dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 19: Synthèse des compensations des pertes subies par les PAP**

Localités	Valeur du foncier	Valeur des bâtis	Valeur des cultures	Valeur des revenus des commerces et services	Coût des sacrifices	TOTAL (GNF)
Gouéla	15 656 000	554 060 549	112 266 000	18 000 000	3 916 000	703 898 549

Bourata	22 030 000	142 052 750	289 483 900	6 000 000	1 916 000	461 482 650
Doromou	26 300 000	344 041 750	133 510 200	8 000 000	1 916 000	513 767 950
Gbié	26 898 800	89 999 470	118 831 200	7 000 000	1 916 000	244 645 470
N'zoo	198 274 600	1 601 523 940	331 606 400	197 500 000	1 916 000	2 330 820 940
Kéoulénta	84 917 000	745 785 001	103 194 800	26 000 000	1 916 000	961 812 801
Gouamo	19 442 000	247 435 370	22 706 250	3 000 000	1 916 000	294 499 620
Gbakoré	127 911 000	373 074 620	187 102 400	20 000 000	1 916 000	710 004 020
Fromota	0	0	154 122 800	0	1 916 000	156 038 800
Kèmèta	0	0	3 310 700	0	1 916 000	5 226 700
Wéyakoré	243 881 760	1 295 140 951	258 698 877	81 000 000	1 916 000	1 880 637 588
Gogota	622 997 800	2 501 131 520	212 853 300	84 000 000	1 916 000	3 422 898 620
Lola Centre	1 891 226 999	7 133 941 170	4 655 000	1 360 380 000	1 916 000	10 392 119 169
<b>TOTAL</b>	<b>3 279 535 959</b>	<b>15 028 187 091</b>	<b>1 932 341 827</b>	<b>1 810 880 000</b>	<b>26 908 000</b>	<b>22 077 852 877</b>

## 15.2. Récapitulatif des mesures d'accompagnement des PAP

Pour accompagner les PAPs en difficultés de réinstallation/reprise des activités socioéconomiques, Le PARC prévoit un appui à l'aménagement de terres résidentielles, un appui additionnel aux commerces et services en difficulté de restauration, une assistance au relogement temporaire, une allocation de déménagement et une assistance aux PAP vulnérables. Le tableau ci-dessous présente les montants correspondants à chacune des mesures par localités :

**Tableau 20: Synthèse du coût des mesures d'accompagnement des PAP**

	Appui à l'aménagement des terres résidentielles	Appui aux commerces et services en difficulté de restauration	Assistance vulnérables	Relogement temporaire	Allocation de déménagement	TOTAL (GNF)
Gouéla	4 320 000	1 265 000	15 600 000	27 000 000	7 200 000	55 385 000
Bourata	4 320 000	1 150 000	34 000 000	27 000 000	7 200 000	73 670 000
Doromou	6 240 000	290 000	23 200 000	39 000 000	10 400 000	79 130 000
Gbié	2 880 000	700 000	13 200 000	18 000 000	4 800 000	39 580 000
N'zoo	29 280 000	11 026 000	79 200 000	183 000 000	48 800 000	351 306 000
Kéoulénta	13 440 000	1 387 000	34 000 000	84 000 000	22 400 000	155 227 000
Gouamo	1 920 000	150 000	5 200 000	12 000 000	3 200 000	22 470 000
Gbakoré	11 520 000	2 523 000	44 800 000	72 000 000	19 200 000	150 043 000
Fromota	0	0	800 000	0	0	800000
Kèmèta	0	0	1 600 000	0	0	1600000
Wéyakoré	21 120 000	8 433 000	41 600 000	132 000 000	35 200 000	238 353 000
Gogota	26 880 000	7 665 000	38 400 000	168 000 000	44 800 000	285 745 000
Lola Centre	81 120 000	155 117 500	314 000 000	507 000 000	135 200 000	1 192 437 500
<b>TOTAL</b>	<b>203 040 000</b>	<b>189 706 500</b>	<b>645 600 000</b>	<b>1 269 000 000</b>	<b>338 400 000</b>	<b>2 645 746 500</b>

### 15.3. Budget global de mise en œuvre du PARC

Le tableau suivant présente le budget du PAR qui est de vingt-quatre milliards sept cent vingt-trois millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent soixante-dix-sept francs Guinéen (**24 723 599 377 GNF**).

**Tableau 21: Détail du budget global de mise en œuvre du PARC**

DESIGNATION	MONTANT TOTAL EN GNF
Compensation	22 077 852 877
Mesures d'accompagnement des PAP	2 645 746 500
Maitrise d'œuvre (cf. détail en annexe 2)	1 021 306 000
Divers et imprévus (3%)	744 771 899
<b>TOTAL</b>	<b>24 723 599 377</b>

### 15.4. Source et mise en place du financement du PARC

Le PARC sera financé sur les dons de la BAD et exécuté suivant les procédures nationales en tenant compte des exigences de la Banque.

## XVI. SUIVI ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PARC

### 16.1. Suivi interne

Le principal objectif du suivi interne est de s'assurer que la compensation et la mise en œuvre du plan d'action de réinstallation s'effectuent conformément aux échéanciers et budgets préétablis. Cette activité est assurée par le Comité national d'indemnisation et l'ONG sous la supervision du Comité préfectoral.

Les principaux indicateurs à suivre sont :

- le paiement de la compensation aux différentes catégories de PAP selon la politique de compensation décrite dans le PAR ;
- l'assistance pour la réinstallation de toutes les catégories de personnes déplacées ;
- l'information du public, la diffusion de l'information et les procédures de consultation ;
- l'adhésion aux procédures de redressement des torts ; le nombre de réclamations enregistrées ; le nombre de réclamations résolues et le temps moyen nécessaire pour résoudre une réclamation ;
- la remise en service de toute activité économique ou commerciale ;
- la coordination institutionnelle pour la réalisation des activités de réinstallation et le début des travaux de génie civil ;
- la satisfaction des PAP avec les actions d'indemnisation et de réinstallation.

Le suivi interne donnera lieu à la production d'un rapport mensuel par le responsable du Comité national et d'un rapport trimestriel par l'ONG, en collaboration avec tous les autres membres des différents organes de mise en œuvre du PARC.

## **16.2. Suivi externe**

Un consultant indépendant sera sollicité pour faire le suivi externe dont les objectifs sont les suivants :

- Fournir une source d'évaluation et de conseil indépendants pendant la mise en œuvre des activités de réinstallation et de compensation ;
- Vérifier la conformité de la mise en œuvre avec les prescriptions du PAR et les normes appliquées par les prêteurs.
- Préparer l'audit d'achèvement du PARC à partir d'une perspective globale en vue d'en tirer des leçons qui pourront servir pour les futurs PARC.

Les indicateurs suivants seront suivis par le consultant indépendant que le MTP aura commis à cette tâche :

- Paiement des compensations
  - (i) Le paiement complet des compensations doit être remis aux personnes déplacées avant l'occupation des terrains par le Projet ;
  - (ii) Le montant de la compensation doit être suffisant pour remplacer les biens perdus (valeur de remplacement) ;
  - (iii) La compensation pour les bâtiments affectés doit être équivalente au coût de remplacement des matériaux et de la main d'œuvre basée sur les prix en vigueur dans la construction ; aucune déduction ne doit être faite concernant la dépréciation du bâtiment ou de la valeur des matériaux récupérables ;
  - (iv) La procédure de paiement doit être transparente et les PAP doivent être correctement informées de la procédure et de leurs possibilités de recours ;
- Consultation du public et connaissance de la politique de compensation
  - (i) Les personnes affectées doivent être pleinement informées et consultées sur les procédures d'acquisition de terrain et de réinstallation, sur le planning du Projet, et sur les voies de recours ;
  - (ii) Le Consultant chargé du Suivi doit participer aux rencontres d'information afin d'évaluer les activités de consultation, les problèmes et questions qui sont posées pendant les Assemblées et les solutions qui sont proposées.
  - (iii) Le consultant devra évaluer également la connaissance par les PAP de la politique de compensation et de leurs droits.
- Restauration des activités économiques : les personnes déplacées doivent être contrôlées pour vérifier si elles ont pu restaurer leurs activités économiques.
- Niveau de satisfaction :
  - (i) Le niveau de satisfaction des personnes déplacées sur les différents aspects du PAR doit être évalué et noté ;
  - (ii) Le déroulement de la procédure de gestion des plaintes et la rapidité, l'efficacité et l'impartialité du traitement des plaintes seront également évalués.



### **16.3. Rapports périodiques de mise en œuvre du PARC**

Les rapports périodiques d'exécution suivants seront préparés par la CE-PAR :

- Bref (12-15 pages) rapport mensuel de suivi interne des activités de mise en œuvre du PARC qui sera produit par le Comité national à partir du démarrage des opérations de négociations et de signature des certificats de compensation jusqu'au terme des opérations, sur la base d'un plan type à préparer en début d'exécution ;
- Bref (20-25 pages) rapport trimestriel de suivi interne des activités d'exécution du PARC à produire par l'ONG, en collaboration avec les autres organes de mise en œuvre du PARC, du démarrage des négociations et signature des certificats de compensation au terme des opérations de mise en œuvre du PARC.
- Un rapport semestriel de suivi externe de mise en œuvre du PARC est attendu du consultant indépendant commis à la tâche à partir du démarrage des opérations de négociations et de signature des certificats de compensation jusqu'au terme du projet, sur la base d'un plan type à préparer en début d'exécution.

L'ONG devra, deux semaines après le démarrage de ses activités, produire un rapport d'établissement le point sur les conditions de travail et sur les activités réalisées depuis le démarrage de la mise en œuvre du PARC.

### **16.4. Audit d'achèvement de mise en œuvre du PARC**

Le programme de suivi et d'évaluation comporte également un volet audit pour évaluer le progrès en mettant en œuvre tous les aspects du PARC, y compris la réinstallation et la compensation, la conformité, la restauration des moyens d'existence, la résolution de grief, le suivi et l'évaluation, etc.

#### **16.4.1. Objectifs et portée**

L'audit d'achèvement a pour objectifs de déterminer si la mise en œuvre des activités du PARC a eu les résultats escomptés, y compris si les moyens de subsistance des PAP ont été restaurés. Il est donc organisé après que les mesures de restauration des moyens de subsistance aient été mises en œuvre, de façon à vérifier la restauration effective des revenus des personnes affectées. Dans le cas présent, l'audit d'achèvement sera mené deux ans après la fin du remplissage du réservoir.

Les objectifs de l'audit d'achèvement sont les suivants :

- évaluation générale de la conformité de l'exécution avec les objectifs et méthodes précisés dans le cadre du PARC,
- évaluation des procédures de mises en œuvre pour les indemnisations et le déplacement,
- évaluation de l'adéquation des mesures d'indemnisations par rapport aux pertes subies,
- évaluation de l'impact du PAR sur les revenus, les niveaux de vie et les moyens d'existence,
- évaluation des éventuelles actions correctives prises dans le cadre du suivi et évaluation des modifications à apporter aux stratégies et méthodes utilisées pour l'indemnisation.

Les conditions préalables suivantes doivent avoir été réalisées avant que l'audit d'achèvement ne puisse être mis en œuvre :

- le processus de compensation est terminé ;
- les terres ont été remplacées et les programmes d'amélioration mis en place ;
- la restauration des moyens de subsistance est complète (les personnes affectées par le projet ne sont pas moins bien loties qu'avant les impacts du projet) ; sauf dans des cas où des circonstances extérieures au projet pourraient avoir nui aux efforts de réinstallation ;

- la construction de logements et la réinstallation sont achevées ;
- les plaintes relatives à la compensation sont résolues (un nombre limité d'exceptions peut être acceptable, particulièrement dans le cas de plaintes soumises à la justice) ;
- une enquête sur la restauration des revenus a été menée sur un nombre acceptable de PAP.

Les termes de référence de l'évaluation externe de l'exécution du PARC comprendront notamment l'organisation d'enquêtes par sondage avec différentes catégories représentatives au sein de la population affectée par le projet, et la mise en évidence par ce moyen du degré de satisfaction des doléances éventuelles et du niveau de restauration des revenus.

#### **16.4.2. Indicateurs de suivi de performance de la mise en œuvre du PARC (intrants, extrants, résultats et impacts)**

Des indicateurs (les variables servant à mesurer les avancées vers une mise en œuvre réussie du PARC) et cibles (les niveaux quantifiés des indicateurs qu'il faut atteindre à un moment donné) seront établis en consultation avec les communautés affectées et autres parties clés, et comprendront :

- Des indicateurs de moyens ou indicateurs d'intrants (inputs indicators ; mesurant les ressources financières, physiques et humaines allouées à l'atteinte des objectifs de réinstallation et de restauration) ;
- Des indicateurs de produits (output indicators ; pour mesurer les services/biens et activités produites par les moyens mis en œuvre/intrants, par exemple le paiement d'indemnités par rapport aux biens achetés, à la préparation des sites de réinstallation et à l'allocation de terrains résidentiels, et à la construction de services/installations de remplacement) ;
- Des indicateurs de résultat (outcome indicators ; pour déterminer dans quelle mesure les produits sont accessibles et utilisés, les niveaux de satisfactions envers les services et activités produits par les intrants, par exemple les différentes manières dont les indemnités ont été utilisées par leurs bénéficiaires, les changements des statistiques de fréquentation d'établissements scolaires, et le changement des attitudes locales à la mise en place du Projet) ;
- Des indicateurs de processus (process indicators ; pour mesurer et évaluer les processus de mise en œuvre, par exemple le fonctionnement des structures institutionnelles, les niveaux de représentation des différentes catégories sociales, les processus grâce auxquels les conflits et litiges sont résolus).

#### **16.4.3. Présentation du rapport d'achèvement**

L'audit d'achèvement est sanctionné par un document décrivant la conformité du Projet et toute question en suspens et résolution recommandée. Ce rapport est un document public.

L'organisation de cette activité relève de la compétence du Ministère des Travaux Publics, mais l'audit d'achèvement lui-même est mené par un expert indépendant à sélectionner sur la base d'une offre technique et financière faite conformément aux termes de référence élaborés et validés par ledit ministère.

# **ANNEXES**

## ANNEXE 1 : DETAIL SUR LE BUDGET DE COMPENSATION

### TERRES RURALES ET URBAINES

Dans le cadre du présent PAR, la perte de terres concerne essentiellement les terres agricoles et les terres urbaines uniquement à Lola Centre. Pour chaque type de terre perdu de façon permanente, il est proposé les niveaux d'indemnisation ci-dessous.

La superficie totale des terres en jachère ou mise en valeur soumise à la purge des droits coutumiers est estimée à 45 547,99 m<sup>2</sup>, tandis que celles des terres urbaines de Lola Centre est de 32 657,17 m<sup>2</sup>, soit une superficie totale de 78 115,16 m<sup>2</sup>.

En application du prix unitaire au m<sup>2</sup> (20 000 GNF pour les 12 localités rurales et 50 000 GNF pour Lola Centre) suivant le barème de RIO TINTO, la valeur des terres rurales identifiées dans les localités riveraines est estimée à 2 542 018 000 GNF dont 909 159 800 GNF pour les 12 localités rurales et 1 632 858 500 GNF.

Cette indemnisation concerne les détenteurs de droits fonciers légaux ou coutumiers. Le tableau ci-dessous récapitule le montant total de la purge des droits coutumiers par localité concernée sur la base des taux de 20 000 GNF par m<sup>2</sup> pour les 12 localités rurales et de 50 000 GNF par m<sup>2</sup> pour la localité urbaine de Lola Centre (appliqué dans le cadre de projets réalisés récemment en Guinée).

Détail par village du nombre de propriétaires terriens coutumiers, de la superficie totale des parcelles affectées et du montant total de la purge des droits coutumiers sur le sol.

Villages	Nombre de propriétaires	Superficie totale (en m <sup>2</sup> )	Prix unitaire de purge (GNF/m <sup>2</sup> )	Montant total (GNF)
Gouéla	5	862,8	20 000	17 256 000
Bourata	8	1 101,5	20 000	22 030 000
Doromou	10	1 315	20 000	26 300 000
Gbié	6	845,06	20 000	16 901 200
N'zoo	27	6 805,03	20 000	136 100 600
Kéoulénta	25	4 358,85	20 000	87 177 000
Gouamo	6	1 168,1	20 000	23 362 000
Gbakoré	16	5 650,05	20 000	113 001 000
Fromota	0	0	0	0
Kèmèta	0	0	0	0
Wéyakoré	42	8 836,5	20 000	176 730 000
Gogota	55	14 515,1	20 000	290 302 000
Lola Centre	128	32 657,17	50 000	1 632 858 500
<b>TOTAL</b>	<b>328</b>	<b>788 115,16</b>		<b>2 542 018 300</b>

### CULTURES

La compensation des cultures détruites par le projet, sera faite en numéraire, sur la base du barème appliqué par RIO TINTO.

L'ensemble des cultures agricoles identifiées dans l'emprise du projet est évalué à 1 514 285 977 GNF répartis par localité dans le tableau suivant.

Village	Nombre de propriétaires	Nombre de champs	Superficie champs (ha)	Nombre de pieds	Montant total (en GNF)
Gouéla	4	4	1,951	1834	112 266 000
Bourata	14	14	5,025	4949	277 817 900
Doromou	10	10	1,6686	1941	119 679 500
Gbié	17	17	1,8932	1826	104 971 400
N'zoo	11	11	2,392	3567	172 517 900
Kéoulénta	9	9	0,9741	1189	69 692 200
Gouamo	1	1	0,0693	77	4 660 600
Gbakoré	20	20	2,9272	2690	161 878 000
Fromota	5	5	1,0511	2072	100 545 200
Kèmèta	3	3	6,0726	52	43 310 700
Wéyakoré	13	13	7,217311	3199	199 805 977
Gogota	6	6	1,0579	32653	142 485 600
Lola Centre	2	2	0,173	196	4 655 000
<b>TOTAL</b>	<b>115</b>	<b>115</b>	<b>32,472311</b>	<b>56245</b>	<b>1 514 285 977</b>

## **BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES**

Au total, il a été identifié 435 concessions ou bâtiments dans les localités riveraines de la route, excepté Fromota et Kèmèta. L'ensemble des bâtiments identifiés dans l'emprise du projet compte 1 343 pièces et couvre une surface totale de 35 186,52 m<sup>2</sup> dont 7 175,52 m<sup>2</sup> dans le District de Bourata et 27 011 m<sup>2</sup> dans le District de Gbakoré

L'ensemble des bâtiments expertisés à la valeur à neuf est estimé à 12 273 720 910 GNF dont 1 876 071 300 GNF pour les 12 infrastructures publiques (bâtiments militaires et paramilitaires, forages et puits, marché, centre de santé, maison des jeunes et tribune). Ce montant est le coût de remplacement des bâtiments et infrastructures publiques affectés dans l'emprise du projet. Le détail des coûts des bâtiments par village est présenté dans le tableau ci-dessous.

Détail sur le montant d'indemnisation des bâtiments

Localité	Nombre de propriétaires	Nombre de concessions	Nombre de bâtiments	Nombre de pièces	Superficie bâtie (m <sup>2</sup> )	Montant total (en GNF)
<b><i>District de Bourata</i></b>						
Gouéla	11	11	11	29	610,55	449 357 350
Bourata	9	9	9	29	544,75	126 052 750
Doromou	13	13	13	32	534,75	136 599 750
Gbié	6	6	6	18	271,41	78 749 470
N'zoo	60	60	60	157	4 286,74	1 132 681 840
Kéoulénta	29	29	29	110	1 927,32	717 162 000
<b>S/Total Bourata</b>	<b>128</b>	<b>128</b>	<b>128</b>	<b>375</b>	<b>7 175,52</b>	<b>2 640 603 160</b>
<b><i>District de Gbakoré</i></b>						
Gouamo	7	7	7	20	561,8	304 959 370

Localité	Nombre de propriétaires	Nombre de concessions	Nombre de bâtiments	Nombre de pièces	Superficie bâtie (m²)	Montant total (en GNF)
Gbakoré	24	24	24	69	1 521,2	395 280 120
Fromota	-	-	-	-	-	-
Kèmèta	-	-	-	-	-	-
Wéyakoré	47	47	47	129	3 359,44	996 630 280
Gogota	56	56	56	151	5 058,86	1 899 875 120
Lola Centre	173	173	173	599	16 509,7	6 036 372 860
<b>S/Total Gbakoré</b>	<b>307</b>	<b>307</b>	<b>307</b>	<b>968</b>	<b>27 011</b>	<b>9 633 117 750</b>
<b>Ensemble</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>435</b>	<b>435</b>	<b>435</b>	<b>1 343</b>	<b>35 186,52</b>	<b>12 273 720 910</b>

Les bâtiments d'habitation et abritant des commerces et services seront compensés en numéraire, tandis que les infrastructures publiques seront directement reconstruites ou remplacées.

#### **PROPRIETAIRES DE COMMERCE ET SERVICES**

En phase de libération de l'emprise du projet, les propriétaires de commerces et services suspendront leurs activités pour le temps qu'ils mettront pour faire le déménagement. Ce temps peut être estimé à moins d'un mois. Pour compenser la perte de leurs revenus, il leur sera versé une indemnité correspondant à un (01) mois de bénéfice déclaré. Le montant total de l'indemnité de compensation de revenus est de **1 897 065 000 GNF**. Toutefois, n'étant fondé sur aucun document comptable, ce montant sera vérifié et ajusté à l'étape des négociations et signature des actes de compensation, avant tout paiement.

Localité	Nombre de PAP	Bénéfices mensuels déclarés	Durée de l'impact	Total Revenus mensuels compensé
Gouéla	7	12 650 000	1	12 650 000
Bourata	3	11 500 000	1	11 500 000
Doromou	3	2 900 000	1	2 900 000
Gbié	2	7 000 000	1	7 000 000
N'zoo	48	110 260 000	1	110 260 000
Kéoulénta	11	13 870 000	1	13 870 000
Gouamo	1	1 500 000	1	1 500 000
Gbakoré	10	25 230 000	1	25 230 000
Fromota	0	0	1	0
Kèmèta	0	0	1	0
Wéyakoré	38	84 330 000	1	84 330 000
Gogota	50	76 650 000	1	76 650 000
Lola Centre	440	1 551 175 000	1	1 551 175 000
<b>TOTAL</b>	<b>613</b>	<b>1 897 065 000</b>		<b>1 897 065 000</b>

Le projet prévoit, en cas de difficultés de restauration de leurs sources de revenus pour certaines PAP, un montant forfaitaire d'accompagnement de **189 706 500 GNF** représentant 10% du montant total des revenus mensuels à compenser.

## ANNEXE 2 : BUDGET DETAILLE DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

N° ORDRE	DESIGNATION	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	TOTAL (GNF)
<b>I.</b>	<b>LOGISTIQUE</b>				<b>65 806 000</b>
<b>I.1</b>	<b>Moyens de déplacement</b>				<b>14 950 000</b>
I.1.2	Carburant du véhicule du Comité (Aller/retour Conakry - Lola)	Voyage	1	2 700 000	2 700 000
I.1.3	Carburant du véhicule Comité (Déplacement local)	Jour	45	90 000	4 050 000
I.1.4	Carburant du véhicule Secrétaire Général (Déplacement local)	Jour	45	90 000	4 050 000
I.1.5	Carburant Groupe électrogène	litre/jour	350	9 000	3 150 000
I.1.6	Entretien et réparation du véhicule	Forfait	1	1 000 000	1 000 000
<b>I.2</b>	<b>Equipements et fournitures du Comité d'indemnisation</b>				<b>49 856 000</b>
I.2.1	Carton de paquets de papier ram	Unité	15	272 000	4 080 000
I.2.2	Imprimante Laser jet couleur avec photocopieur et scanner	Unité	2	10 000 000	20 000 000
I.2.3	Groupe électrogène	Unité	1	5 000 000	5 000 000
I.2.4	Accessoires d'électricité (ralonge, multiprises, ampoule, etc.)	Forfait	1	500 000	500 000
I.2.5	Entretien et maintenance imprimante et groupe électrogène	Forfait	1	3 000 000	3 000 000
I.2.6	Cartouche d'encre	Forfait	1	5 000 000	5 000 000
I.2.7	Disque externe (500 Go)	Unité	1	800 000	800 000
I.2.8	Appareil photo/caméra numérique	Unité	2	2 400 000	4 800 000
I.2.9	Aggrafeuse + Aggraffes	Unité	1	160 000	160 000
I.2.10	Pot de colle	Unité	5	20 000	100 000
I.2.11	Paire de cisceaux	Unité	2	16 000	32 000
I.2.12	Règle	Unité	2	16 000	32 000
I.2.13	Paquet de chemises cartonnées	Unité	50	80 000	4 000 000
I.2.14	Carton d'archives	Unité	100	8 000	800 000
I.2.15	Paquet de stylos à bille	Unité	1	80 000	80 000
I.2.16	Paquet de crayon à papier	Unité	5	16 000	80 000
I.2.17	Registre	Unité	5	80 000	400 000
I.2.18	Paquet de gomme	Unité	2	48 000	96 000
I.2.19	Paquet de taille crayon	Unité	2	48 000	96 000
I.2.20	Paquet de 10 maker	Unité	10	80 000	800 000
<b>I.3</b>	<b>Communication</b>				<b>1 000 000</b>
I.3.1	Communiqué radio	Forfait	1	1 000 000	1 000 000
<b>II.</b>	<b>PERSONNEL D'EXECUTION DU PAR</b>				<b>505 500 000</b>
<b>II.1</b>	<b>Indemnité des membres du Comité d'indemnisation préfectoral</b>				<b>360 000 000</b>
II.1.1	Président	h/j	40	500 000	20 000 000
II.1.2	Vice-présidents	h/j	40	500 000	20 000 000
II.1.3	Rapporteur	h/j	40	500 000	20 000 000
II.1.4	Membres représentant des ministères et structures (15*40jrs)	h/j	600	500 000	300 000 000
<b>II.2</b>	<b>Indemnité des membres du Comité d'indemnisation national</b>				<b>112 500 000</b>
II.2.1	Chef de mission (Représentant du Ministère des Finances	h/j	45	1 000 000	45 000 000
II.2.2	Membres représentant le Ministère des TP (3)	h/j	45	1 000 000	45 000 000
II.2.3	Chauffeur	h/j	45	500 000	22 500 000
<b>II.3</b>	<b>Indemnité des membres du Comité de gestion des plaintes</b>				<b>33 000 000</b>
II.3.1	Président (10)	h/m	60	300 000	18 000 000
II.3.2	Membres représentant des ministères et structures (20)	h/m	60	250 000	15 000 000
<b>III.</b>	<b>APPUI EXTERIEUR</b>				<b>450 000 000</b>
<b>III.1</b>	<b>Sécurisation des opérations de paiement</b>				<b>66 000 000</b>
III.1.1	Perdiem Agents de la gendarmerie (3*20 jours)	h/j	60	500 000	30 000 000
III.1.2	Carburant véhicule de la gendarmerie (20 litres/jour)	litre/jour	400	90 000	36 000 000
<b>III.2</b>	<b>Prestation de l'ONG (Suivi social et médiation)</b>				<b>96 000 000</b>
III.2.1	Honoraire	h/m	4	16 000 000	64 000 000
III.2.2	Frais remboursables	Mois	4	8 000 000	32 000 000
<b>III.3</b>	<b>Audit d'achèvement</b>				<b>288 000 000</b>
III.3.1	Honoraire du Consultant	h/m	2	64 000 000	128 000 000
III.3.2	Frais remboursables	Forfait	1	160 000 000	160 000 000
<b>TOTAL MAÎTRISE D'ŒUVRE PAR</b>					<b>1 021 306 000</b>

### **ANNEXE 3 : LISTINGS DES PAP PAR CATEGORIE ET LOCALITE**

Voir Document joint

### **ANNEXE 4 : COMPTES RENDUS DES REUNIONS ET LISTES DE PRESENCE**

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des échanges qui ont lieu lors des consultations publiques.



### Synthèse des consultations publiques (Avis- préoccupation et attentes)

Rubriques	Autorités	Femmes	Jeunes	ONGs, Association, Groupement, Coopérative	Projets / Sociétés/ services de défense et de sécurité
Connaissance du projet et les craintes des populations riveraines	Les populations –de la commune urbaine de Lola – <i>Gogota, Wéyakoré, Kèmèta</i> - et de la commune rurale de N’zoo – <i>Siakata, Gbakoré, Gouamo, Foromota, Kéoulénta, N’zoo, Gbié, Doromou, Bourata, Gouéla</i> -sont suffisamment informées de l’existence du projet de bitumage de la route reliant la Guinée à la Côte d’Ivoire à partir de la préfecture de Lola (village de Gouéla) jusqu’à Danané (côté ivoirien).				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est important de prévoir une gare routière à la frontière pour faciliter le contrôle des mouvements des populations. Ce point départ ou d’arrêt permettra de surveiller et de mettre fin aux fléaux liés aux déplacements.</li> <li>A Kéoulenta, le souhait des communautés est la réalisation des compensations des PAPs avant l’entame des travaux de terrain. La population a peur et doute de la crédibilité de certains agents impliqués dans la gestion projets.</li> <li>Tenir compte des sites sacrés et/ou culturels des communautés en présence afin d’éviter tout choc de sensibilité.</li> <li>Bitumer la partie guinéenne avec la même qualité, garantie et dimension que ce ivoirienne car nos localités sont voisines à celle de la Côte d’Ivoire.</li> <li>Cette question découle d’ l’émulation et ou du manque de confiance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tenant compte des évènements de la MVE de 2014-2015, ce service sera le premier poste de contrôle des maladies à potentiel épidémique (MVE, Rougeole, Poliomyélite, paludisme, Méningite, etc..) et de VIH.</li> <li>A Kéoulénta, après avoir dédommage les bâtis affectés, il faut sécuriser les populations riveraines surtout les enfants et les vieilles personnes en érigeant des ralentisseurs (dos d’âne, cassis.) dans les agglomérations et ce pour alerter les usagers (transporteurs) qui traversent les localités.</li> <li>Les cas d’accidents sont la seule inquiétude des femmes de Kéoulénta.</li> <li>Adduction d’eau potable (forage).</li> <li>Construire un poste de santé (surtout pour les femmes et les enfants).</li> <li>Construire une école primaire à cycle complet.</li> <li>Electrifier le village.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L’emploi de la de la jeunesse locale (en fonction du niveau de qualification ou en qualité de manœuvre) au cours des travaux de bitumage demeure un des soucis majeurs.</li> <li>Spécifiquement à Kéoulenta, achever et équiper les logements des enseignants du village.</li> <li>Après avoir dédommagé les PAP, sans intermédiaire, compensé le terrain de sport de la jeunesse de Kéoulénta par un autre espace dans le village.</li> <li>Dans le souci de protéger les élèves et le personnel d’encadrement, il est judicieux de clôturer l’école primaire située à proximité de l’assiette de la route.</li> <li>Faire des points d’eau dans toutes les écoles des villages traversés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les structures faitières, ONGs et autres organisations de la préfecture, de la sous-préfecture ou du district.</li> <li>Impliquer les ONGs, coopératives associations en organisant les campagnes de sensibilisation pour un changement de comportement des populations et des usagers non habituées à la nouvelle situation.</li> <li>Appuyer les associations villageoises agréées ou non pour développer les AGR en faveur des femmes et de la jeunesse.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la sécurité des citoyens de part et d’autre de la zone frontalière pour dissuader les vellétés de cas de crime et de fraude.</li> </ul>

	aux réalisateurs ou gestionnaires de projets en Guinée.				
Attentes des communautés	<ul style="list-style-type: none"> <li>► La communauté sollicite le déplacement du marché dans un autre endroit aménagé hors emprise de la voie à bitumer.</li> <li>► La plus grande crainte demeure la compensation correcte des personnes affectées par le projet.</li> <li>► La population s'attend à ce que les PAPs soient correctement dédommages afin que les ayants droits puissent réaliser les biens impactés ailleurs.</li> <li>► Construire un marché plus important à N'zoo-centre pour dégager complètement les vendeurs/et acheteurs qui longent la voie actuelle à bitumer.</li> <li>► Bitumer les principales artères secondaires des 2 districts centraux de N'zoo.</li> <li>► Au nombre des attentes, la communauté de Gogota a sollicité la construction d'un carrefour moderne au rond-point actuel qui constitue le point de jonction de la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Liberia.</li> <li>► Pour mieux protéger la mare sacrée de Gogota, il a été souhaité de construire une clôture qui la séparerait de la grande voie à bitumer.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Gouéla étant le dernier village guinéen reliant la côte d'Ivoire, il est important d'y créer un poste de santé dans le but de soigner d'une les femmes enceintes, la population locale qui va augmenter incessamment et de gérer le flux migratoire d'autre part.</li> <li>► Construire une école primaire à cycle complet car ce village ne dispose aucun centre d'éducation et/ou de formation des enfants.</li> <li>► Aider les femmes et les structures faitières à développer les AGR notamment le maraîchage et autres activités des communautés.</li> <li>► Mettre les panneaux de signalisation à tous les endroits jugés "dangereux" à l'entrée, au milieu et à la sortie toutes les agglomérations traversées.</li> <li>► Ouvrir les 2 voies contournant le village de N'zoo.</li> <li>► Construire un terrain de sport touché par l'emprise à Bourata.</li> <li>►</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Dans le cadre des travaux de bitumage, employer les jeunes filles au même titre que les garçons.</li> <li>► Electrifier le village à l'image des villages ivoiriens.</li> <li>► Impliquer ou sélectionner un bureau/cabinet crédible pour effectuer les missions de contrôle pendant et après les travaux. Ceci pour inviter les acteurs à respecter les clauses du contrat de construction de la route (épaisseur du bitume, l'emprise, les VRD etc..).</li> <li>► Ouvrir des voies vers les lieux de cultes ou sacrés de tous les villages concernés.</li> <li>► Construire une école primaire et des parcs à bétail à Siakata et Kèmèta (villages de bouviers)</li> <li>► Protéger entièrement Siakata et Kèmèta qui sont des villages d'éleveurs.</li> <li>► La réalisation d'un collège de proximité pour résorber le nombre sans cesse croissant d'élèves à l'examen d'entrée au secondaire demeure l'une des attentes importantes..</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Faciliter l'évacuation des produits agricoles locaux vers les différents marchés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Prévoir une aire de stationnement de véhicules en faveur des services de sécurité (douane).</li> <li>► Rénover les anciens bâtiments des services de défense et de sécurité de la frontière (police, douane, gendarmerie).</li> <li>► Bitumer la voie d'accès menant au bloc administratif et au logement du sous-préfet de N'zoo (bureau et logement).</li> </ul>

Moyens de réinstallations et disponibilité des terres	<p>► Dans tous les villages de la CR de N'zoo (Bourata, Doromou, Gbié, N'zoo, Kéolénta, Foromota, Gouamo, Gbakorré, siakata), il existe des terres pour compenser ou réinstaller les familles directement touchées par l'assiette de la route.</p>	<p>► Les terres sont suffisamment disponibles pour relocaliser les familles et personnes touchées par le projet.</p> <p>► Pour étayer la disponibilité de moyens, le district de Wéyakoré a émis l'idée de lotissement du village pour attribuer de nouveaux lots de parcelles assainis.</p>	<p>► La main d'œuvre locale est disponible et est prête à participer aux travaux de reconstruction de la route.</p>		
---	--	--	---	--	--

